

*Que  
sais-je?*

# HISTOIRE DES ARABES



Dominique Sourdel

puf

QUE SAIS-JE ?

# Histoire des arabes

**DOMINIQUE SOURDEL**

Professeur honoraire à l'Université de Paris-Sorbonne

Neuvième édition mise à jour

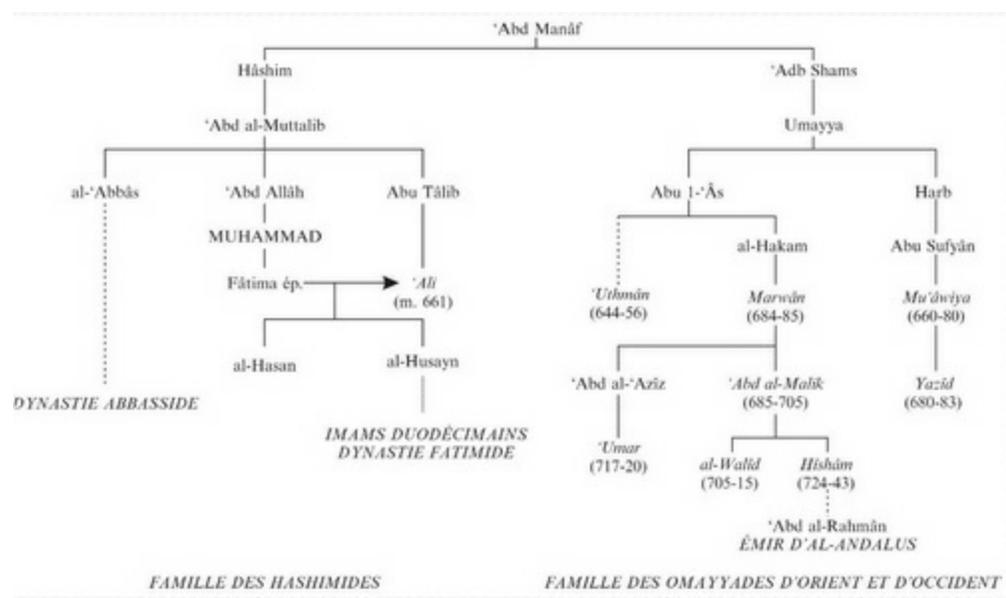
44<sup>e</sup> mille



# Avertissement

En dépit des apparences, il n'est rien de plus malaisé à écrire que l'histoire des Arabes, dans la mesure où ce dernier terme, aujourd'hui d'usage courant pour désigner un vaste ensemble de populations arabophones, a recouvert dans le passé une réalité changeante et difficile à cerner. Certes, on pourrait sans risque d'erreur le réserver aux seuls habitants de l'Arabie, ceux qui y vivaient avant l'apparition de l'islam et ne cessèrent de s'y maintenir dans les siècles suivants. Une appellation aussi limitative ne permettrait toutefois que très imparfaitement de rendre compte de l'évolution à partir de laquelle naquit l'usage actuel. Usage qui insiste sur les liens culturels et linguistiques unissant la Libye et le Maghreb aux pays du Proche-Orient arabe. Usage aussi dont il ne s'agit pas d'établir le bien-fondé en recourant à de discutables définitions de race, mais où il faut voir plutôt l'expression d'un sentiment instinctif qui se superpose, pour ceux qui le vivent, à leurs patriotismes respectifs et qui reflète leur conscience d'appartenir non seulement aux États modernes dont ils sont citoyens, mais encore à une nation arabe continuant de se distinguer par son vivant et commun héritage.

Aussi bien cet héritage est-il celui de l'évolution que les pays de l'actuel « monde arabe », et d'autres encore, connurent depuis le vii<sup>e</sup> siècle de notre ère, du moment qu'un prophète arabe y eut, par la proclamation à La Mekke d'une nouvelle religion, entraîné un bouleversement politique et social dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir. Dès lors la langue arabe, chargée de prestige et de valeur sacrée, se répandit dans toutes les parties de l'immense Empire qui s'était bientôt constitué et qui avait intégré des peuples aux langues originellement différentes, parfois même non sémitiques. Autour de petits groupes venus d'Arabie et transplantés loin de leur province d'origine, autour de leurs descendants directs, se groupèrent des éléments hétérogènes, d'enracinement local plus ou moins ancien, qui furent arabisés en même temps qu'assujettis ou convertis, tant l'idée d'appartenance à l'islam se confondait, pour les premiers musulmans, avec l'adoption de l'arabisme. Puis cette société médiévale, dont l'étiquette arabe était différemment justifiée selon les régions et la qualité de leur substrat, subit le choc d'autres événements successifs. Les vagues d'invasions étrangères, turques ou mongoles par exemple, ainsi que la vitalité retrouvée de langues autochtones comme l'iranien ou le berbère, l'extension aussi de l'islam à un plus vaste domaine englobant bientôt l'Anatolie byzantine, l'Europe balkanique, le Sud-Est asiatique ou l'Afrique noire eurent pour résultat d'accentuer une désagrégation interne dont le précédent Empire arabo-islamique à peine unifié contenait en lui-même le germe. Le monde arabisé en profondeur commença dès lors, et en dépit du rôle de langue religieuse que conservait l'arabe pour les derniers convertis, à ne plus coïncider avec l'ensemble du monde islamisé, tandis que s'approfondissait parallèlement la signification de l'arabisme pour ceux qui estimaient en demeurer les uniques dépositaires.



## Les grandes familles (les noms des califes sont en *italique*)

Longue histoire donc, et partiellement confondue avec celle de l'islam ancien, que cette « histoire des Arabes », qui seule peut expliquer certains aspects de la situation actuelle et mérite à cet égard une particulière attention, bien qu'elle soulève une problématique délicate ne pouvant être évoquée ici que de façon schématique.

# Chapitre I

## Les Arabes avant l'Islam

### I. Premier millénaire

L'histoire des Arabes au sein même de l'Arabie reste très obscure avant l'époque hellénistique. Peu de textes « arabes » remontent au-delà du iv<sup>e</sup> siècle de notre ère ; encore ces textes de l'Arabie du Sud – courtes inscriptions pour la plupart – sont-ils fort difficiles à dater et leur chronologie discutable, ce qui laisse la première place aux renseignements fournis par des documents étrangers. Les Arabes semblent ainsi apparaître dans la littérature assyro-babylonienne du ix<sup>e</sup> siècle av. J.-C. sous la forme *Urbi* et l'Arabie y serait désignée par le terme *Aribi*. Le nom *Arabaya* est ensuite donné à la satrapie que les Perses organisèrent en 539 av. J.-C., plusieurs siècles avant la création d'une province romaine englobant l'extrême nord de la péninsule. Quant aux habitants de l'Arabie ou du moins de sa partie centrale, qui étaient appelés par les auteurs anciens Arabes scénites, c'est-à-dire vivant sous la tente (du grec *skênê*), ils reçurent ensuite le nom de *Sarakênoi*, en grec, et *Saraceni*, en latin, qui a donné en français Sarrasins. Ils étaient donc considérés essentiellement comme des nomades, sens qu'a conservé en arabe l'appellation *al-'arab*.

La péninsule arabe elle-même, vaste plate-forme s'inclinant vers le désert syro-mésopotamien et séparée de l'Afrique par la faille de la mer Rouge, présentait sans doute alors un aspect semblable à celui d'aujourd'hui : les théories concernant un changement de climat qui aurait amené une « bédouinisation » de sa partie centrale peu avant l'époque de l'islam ne semblent pas fondées. Parmi ses paysages divers, on distinguait principalement la steppe dite *Badiya* proche de la Syrie et de la Mésopotamie, le désert de dunes appelé *Nufud* (au centre du plateau du Najd) et le vaste désert de sable du Sud-Est dit *al-Rab' al-Khali*, le « pays vide ». Le climat, dans ce massif territoire traversé par le tropique du Cancer, était presque partout très sec et la végétation rare : en dehors des oasis de palmiers-dattiers où l'abondance de l'eau permettait l'irrigation, il existait seulement de rares puits utilisables pour les nomades et leurs troupeaux. Mais le Sud et l'Est constituaient une région « heureuse » où de hautes montagnes bénéficiaient des pluies de moussons : le Yémen, le Hadramaout et l'Oman eurent ainsi toujours une agriculture développée, fondée sur leur situation privilégiée et l'exploitation rationnelle qu'il était possible d'en faire.

Dans cette « péninsule des Arabes » (*Djazîrat al-'Arab*) comme diront plus tard les auteurs arabes, la population était loin d'être uniforme au cours des siècles qui précédèrent l'ère chrétienne. Sans doute s'agissait-il d'un agrégat de tribus diverses, dont certaines eurent leurs noms cités dans quelques textes, par exemple dans la Bible (Ézéchiel, 27, 22), mais dont on ne peut savoir si elles ont toujours constitué le seul peuplement du pays ni quel rôle exact elles jouaient dans le monde oriental à l'époque même où elles sont mentionnées par leurs voisins.

La majorité au moins de ces habitants parlait l'arabe, langue « sémitique » apparentée à l'accadien, au cananéen, à l'araméen, à l'hébreu, ainsi qu'à l'ougaritique et à l'éthiopien. L'étude de ces langues – la linguistique sémitique comparée – ne résout cependant point les problèmes historiques auxquels elle introduit. On suppose en effet qu'il a existé jadis une langue originelle, le « sémitique commun », et que la région où il fut parlé aurait été le « berceau des Sémites », mais rien ne permet de préciser où se situait ce pays. On ne peut formuler à cet égard que des hypothèses reposant sur des arguments non décisifs. Si certains savants songent à l'Arabie d'où seraient issus, par migrations successives, les divers peuples sémitiques, d'autres en revanche parlent plutôt de la Mésopotamie.

Deux faits sont en tout cas certains : tout d'abord la langue arabe représente une langue sémitique à la structure très complète ; d'autre part, au début du I<sup>er</sup> millénaire, les populations de l'Arabie étaient considérées par les peuples voisins comme possédant une unité de langue et de mœurs suffisante pour qu'on pût leur appliquer un nom commun, et ce en dépit des genres de vie différents qui distinguaient les pasteurs de l'Arabie centrale des marchands ou agriculteurs de l'Arabie du Sud. Ces tribus arabes se considéraient d'ailleurs elles-mêmes comme formant deux grands groupes, celui des Arabes du Nord et celui des Arabes du Sud, qui seraient remontés à deux ancêtres, Qahtân et 'Adnân, tandis qu'une filiation plus lointaine les faisait descendre d'Abraham par son fils Ismâ'îl. Quelle que soit la valeur objective de ces traditions, dont les historiens d'époque islamique s'emparèrent pour renforcer le sentiment « national » arabe en face des autres peuples de l'Empire, il semble qu'elles aient reflété au moins des opinions anciennes et communément admises chez les habitants de l'Arabie.

## II. Les États de l'Arabie du Sud

Des États distincts, ceux de Saba, de Ma'in, de Qataban, du Hadramawt et d'Awsan, connus principalement par des inscriptions, se distinguaient cependant dans la partie méridionale de la péninsule. Ils ont été décrits au iii<sup>e</sup> siècle av. J.-C. par des écrivains grecs, mais on ne peut dire s'ils existaient alors depuis longtemps, comme on le croyait jadis, ou si leur prospérité, voire leur existence étaient seulement de date récente. Gouvernés d'abord, ou du moins certains d'entre eux, par des rois-prêtres appelés *mukarrib*, ils furent presque continuellement en guerre les uns contre les autres. Ils n'en réussirent pas moins à résister à l'expédition envoyée, sous le règne d'Auguste, par le préfet d'Égypte Aelius Gallus. Les conquêtes d'un roi de Saba nommé Shammar entraînèrent ensuite au iv<sup>e</sup> siècle de notre ère une offensive des Éthiopiens qui, vers 335, traversèrent la mer et occupèrent l'Arabie du Sud presque tout entière.

À l'époque de l'occupation éthiopienne, le christianisme et le judaïsme étaient répandus, mais les religions locales restaient prédominantes. Des divinités surtout astrales, dont les plus connues sont 'Athtar, correspondant à Vénus, et Shams, correspondant au Soleil, formaient un panthéon multiple et variable selon les lieux. Leurs temples étaient servis et gardés par des prêtres qu'assistaient des hommes et des femmes spécialement voués au culte. La classe dirigeante était, d'un autre côté, constituée par les grands propriétaires fonciers qui assistaient les rois dans l'exercice de leur fonction. Quant à la situation économique, elle suffit à expliquer les convoitises dont fut l'objet une région qui fournissait au monde méditerranéen, non seulement les parfums et aromates qu'elle

produisait elle-même, mais aussi divers produits qu'elle importait d'Extrême-Orient et d'Afrique orientale. Le commerce caravanier et la navigation y comptaient parmi les activités les plus répandues à côté de la culture de plantes rares. Les caravanes atteignaient la Palestine d'un côté, le golfe Persique de l'autre. Ces échanges faisaient de l'Arabie du Sud, et tout particulièrement du royaume de Saba, un pays dont le luxe et la splendeur étaient devenus proverbiaux et suscitaient l'admiration des Grecs. Bien que l'archéologie soit encore à ses débuts dans ces contrées, on a pu identifier des vestiges importants des constructions sabéennes et retrouver aussi les restes d'installations hydrauliques dont la plus célèbre est la digue de Ma'rib.

Après cette période de prospérité, l'histoire du pays fut particulièrement mouvementée. Des souverains qui la dominèrent, certains, repoussant l'influence éthiopienne, s'allièrent aux Sassanides ; de tendance judaïsante, ils firent subir aux chrétiens des persécutions dont celle de Najran en 523 est restée mémorable. D'autres furent au contraire alliés des Éthiopiens et de l'Empire byzantin ; ils s'efforcèrent d'étendre vers le nord leur influence et, au vi<sup>e</sup> siècle, un roi du nom d'Abraha mena des expéditions jusque dans la région de La Mekke. Dès 572 toutefois les Sassanides avaient mis fin à cette nouvelle domination en rétablissant en Arabie méridionale une sorte de protectorat perse qui devait y durer jusqu'à l'apparition de l'islam.

### III. L'Arabie centrale

Dans l'Arabie centrale et septentrionale au contraire, il n'existait alors et n'avait auparavant jamais existé d'État constitué. La région était peuplée de grands bédouins éleveurs de chameaux, de marchands responsables d'un véritable trafic caravanier et d'agriculteurs groupés dans les oasis. Sans doute y avaient grandi quelques agglomérations comme celle de La Mekke, centre économique et lieu de pèlerinage fréquenté. Mais l'organisation sociale restait toujours, en quelque lieu que ce fût, fondée sur l'existence de la tribu et sur les rapports entre tribus. L'individu ne trouvait de protection qu'auprès des siens, plus précisément de son clan, grâce à la pratique de la vendetta (*thâr*). Il n'existait pas de loi s'appliquant à tous, ni de recours en justice, et une société telle que la société mekkoise ne se présentait que comme une juxtaposition de groupes à structure familiale, ayant chacun un chef nommé *sayyid*, généralement homme d'âge, dont l'autorité reposait sur le prestige personnel. Ces clans étant eux-mêmes de puissance et de richesse inégales, les plus faibles d'entre eux se trouvaient rassemblés en des sortes de confédérations gravitant autour des plus forts.

La vie dans le désert, qui n'a vraisemblablement pas beaucoup changé au cours des temps, était très dure et entraînait une sélection impitoyable parmi les individus. Pasteurs et nomades, les bédouins se déplaçaient en suivant leurs troupeaux, selon les possibilités de pâture. Les razzias ayant pour but de s'approprier les bêtes d'un groupe voisin n'étaient pas rares, mais s'accompagnaient rarement de mort d'homme, car le sang versé ou l'offense grave appelaient inévitablement une vengeance dont devait se charger le plus proche parent. Ces règles, ainsi que le respect des lois de l'hospitalité tempérant la rudesse des mœurs, n'empêchaient pas des affrontements guerriers de se produire entre clans ou tribus voisins. Le récit de ces exploits était l'objet d'une poésie bédouine qui portait aussi sur l'amour, la nostalgie du campement abandonné et certains spectacles tragiques de la nature.

Volontiers poète, beau parleur, le bédouin avait une vie religieuse peu intense. Il vénérât certes des

esprits invisibles séjournant dans des pierres sacrées ou bêtes, des divinités astrales dont les plus connues étaient Allât, 'Ouzzâ, personnification de Vénus, ainsi que Manât, déesse du sort, sans compter Allâh ou « le Dieu », dieu suprême créateur. Certains grands marchés étaient aussi des lieux de pèlerinage où l'on visitait des dieux plus ou moins obscurs, tel Hubal à La Mekke, dont la demeure faisait l'objet de rites de circumambulation. La divination était par ailleurs pratiquée, à l'aide des oiseaux ou des flèches. Quant à l'idéal moral, il était fort simple : mélange de courage, de résignation et d'esprit de solidarité, que l'on qualifiait du terme de *muruwa* « virilité », il permettait à l'individu d'agir « en homme » au sein de son clan et de résister avec vaillance à la fatalité implacable qui l'entourait, sans s'accompagner apparemment d'aucun espoir dans l'Au-delà. Certes, dans les centres sédentaires quelques influences extérieures avaient commencé de s'exercer : à La Mekke des petites gens, des esclaves surtout – car il y en avait dans cette société –, avaient été gagnés par un christianisme de forme quelque peu rudimentaire et, dans une oasis comme Yathrib, des communautés juives existaient parmi les agriculteurs et les artisans. Mais il s'agissait d'infiltrations localisées qui ne semblent pas avoir pénétré profondément la mentalité ambiante tout en attestant les liens qui dès ce moment existaient entre l'Arabie septentrionale ou centrale et les pays voisins.

De fait ses habitants, dont on aurait pu penser qu'ils étaient restés à l'écart de la vie des grands empires, étaient entrés en contact, depuis une époque assez ancienne et à travers les steppes syro-mésopotamiennes, avec des populations au niveau de civilisation plus élevé. Leurs groupes qui nomadisaient vers le nord sont surtout connus par les inscriptions, ou plutôt les graffiti, qu'ils laissèrent en divers points de l'Arabie ou de ses confins et qu'on désigne traditionnellement du terme de « thamoudéens ». Les textes en avaient été écrits au moyen de l'alphabet sudarabique, mais dans un dialecte arabe du Nord. Très brefs, ils ne nous en donnent pas moins quelques informations sur ces bédouins peu à peu sédentarisés qui faisaient une place, dans leur panthéon, aux dieux araméens ou nabatéens, qui pouvaient avoir servi dans les rangs de l'armée romaine sous le nom d'*equites Thamudeni*, mais qui, en dépit de l'affaiblissement de leurs liens tribaux, n'en connaissaient pas pour autant une organisation politique précise.

Seuls parmi eux les Nabatéens, que l'on vit apparaître eux aussi vers le <sup>v</sup>e siècle av. J.-C. et qui s'étaient installés au sud et à l'est de la mer Morte, avaient constitué un véritable royaume autour du repaire rocheux de Sela, en grec *Petra*. On a longtemps admis qu'il s'agissait surtout de caravaniers, assurant le transport des marchandises entre l'Arabie centrale et la Palestine, pour découvrir ensuite qu'ils comptaient aussi des agriculteurs établis dans les steppes de la Jordanie actuelle. Ayant éliminé le peuple d'Édom, ils avaient adopté l'écriture et la langue araméennes, mais continuaient, semble-t-il, à parler un dialecte arabe ; leurs divinités étaient des divinités arabes telles que Dhusara (Dusarès) et Allât, assimilés par la suite à Dionysos et à Athéna, et leurs temples étaient établis sur de hauts lieux. La sculpture grecque s'était, chez eux, surimposée à la culture araméo-arabe et un de leurs rois, Arethas III, avait pris le surnom de Philhellène. À l'époque romaine ils occupaient un vaste territoire et auraient étendu leur influence jusque dans la région de Damas, s'il faut en croire un passage des Actes des Apôtres ; mais les Romains annexèrent bientôt, en 106, le royaume nabatéen dont ils firent la *Provincia Arabia*.

Parallèlement d'autres groupes arabes s'étaient infiltrés pacifiquement en Syrie et avaient parfois formé, lors du déclin de la monarchie séleucide, de petits royaumes, notamment à Chalcis ou à Émèse ainsi qu'à Édesse. Ils constituaient aussi une part importante de la population d'une cité comme

Palmyre, riche en sanctuaires arabes. La mère de l'empereur romain Caracalla n'était autre qu'une femme arabe d'Émèse et sa sœur réussit à faire des empereurs romains de deux de ses petits-fils, Élagabale et Alexandre Sévère. Enfin au iii<sup>e</sup> siècle Philippe l'Arabe était originaire du Hauran, cette région de Syrie avoisinant le désert basaltique où, durant toute l'époque romaine, des éleveurs laissèrent des graffiti qui rappelaient les inscriptions thamoudéennes et que l'on appelle « safaitiques ».

À partir du iii<sup>e</sup> siècle de notre ère environ, le mouvement connut encore plus d'ampleur, favorisé qu'il fut par les luttes existant alors entre l'Iran et l'Empire romain d'Orient. De nouveaux groupes entrèrent en scène. Ce furent d'abord les Lakhmides qui résidaient à Hira, en Mésopotamie, et qui réussirent à dominer presque tout le désert syrien : leur appartenait sans doute ce personnage, nommé Imru l-Qays, dont une inscription funéraire datant de 328, où il se prétendait « roi de tous les Arabes », a été retrouvée dans le Hauran. On sait que les Lakhmides, convertis au christianisme nestorien, étaient devenus des alliés des Sassanides dont ils protégeaient les frontières occidentales. Ce fut pour leur faire face que les Byzantins, vers 500, choisirent de favoriser une autre famille arabe, celle de Ghassân dont un des chefs, al-Hârith ibn Djabala, fut nommé par Justinien « phylarque et patrice » après sa victoire sur un des rois lakhmides de Hira. Ces Ghassanides, qui étaient eux aussi chrétiens, mais monophysites, occupaient surtout la Jordanie, mais avaient mission de protéger tout l'ancien *limes* romain de Syrie ; l'expédition sassanide contre la Palestine en 613-614 les dispersa pratiquement.

Lakhmides et Ghassanides participaient en tout cas à une même culture, plus évoluée que celle des tribus nomades de l'Arabie. Ils auraient connu le faste de véritables cours royales, apprécié certains raffinements de la civilisation et, à la veille de l'apparition de l'islam, une nouvelle écriture, l'écriture arabe, aurait été utilisée dans des milieux qui leur auraient été plus ou moins liés. Les témoignages que l'on peut invoquer à cet égard se réduisent certes à quelques inscriptions dites proto-arabes : une inscription chrétienne trilingue de 512 trouvée à Zabad en Syrie du Nord ; une autre inscription de 568 provenant de Harran, dans la région du Hauran, et évoquant la construction d'un martyrium ; une inscription du Djabal Usays, à l'est de Damas, datée de 528 et mentionnant le phylarque ghassanide al-Hârith, à laquelle il faut peut-être ajouter une inscription non datée d'Umm al-Djimal, au sud de Bosra. Il est toutefois certain qu'au vi<sup>e</sup> siècle de notre ère étaient utilisés, en Syrie et Jordanie, des caractères proches de ceux que l'on appellera ensuite arabes, différents en tout cas de ceux qu'on employait, au début du iv<sup>e</sup> siècle, dans la même région. Entre ces deux périodes se situerait donc l'invention de l'écriture arabe – ou sa naissance par transformation progressive d'écritures antérieures –, et le phénomène aurait pris place dans les territoires régis par les Lakhmides et les Ghassanides, sans que nous puissions pousser plus loin les investigations ni savoir si cette écriture fut vraiment élaborée en Mésopotamie, comme le veulent les historiens arabes postérieurs, avant de se répandre en Syrie-Jordanie et en Arabie proprement dite.

Toujours est-il qu'à la veille de l'apparition de l'islam l'écriture était pratiquée dans des villes arabes telles que La Mekke. Celle-ci, au début du vi<sup>e</sup> siècle, était devenue une grande cité marchande, dominée par la tribu de Quraysh et gouvernée par un conseil de notables appelé *malâ'*. Ses habitants s'étaient mis à organiser eux-mêmes des caravanes qui faisaient le relais entre l'Arabie du Sud, alors en déclin, et les rivages méditerranéens. Les anciennes routes commerciales qui avaient fait la prospérité du royaume de Saba avaient été en effet profondément modifiées : beaucoup de

navires allaient désormais directement de l'Égypte à l'Inde et de nouvelles voies, reliant Antioche à la Mésopotamie et à la Perse, s'étaient également ouvertes. L'appauvrissement que cette situation entraînait pour l'Arabie du Sud explique sans doute qu'alors d'importants travaux d'art comme la digue de Ma'rib aient été démolis sans pouvoir être réparés. Au Hidjaz au contraire l'activité caravanère, soutenue par l'activité agricole de quelques oasis comme Yathrib ou Ta'if, avait créé une nouvelle et prospère économie, assortie de changements profonds de mentalité. L'appât du gain se répandait chez les riches marchands qui traitaient les plus faibles avec un mépris croissant. L'humanisme tribal, adapté surtout, comme on l'a vu, aux problèmes et aux besoins de bédouins du désert, ne suffisait plus à régler les rapports sociaux dans ce nouveau cadre. Une crise commençait à secouer le monde mekkois et hidjazien, à laquelle on a souvent attribué le succès que devait bientôt rencontrer la prédication de Muhammad.

Si les Arabes avaient donc, à cette époque, fait preuve d'un dynamisme croissant dans leurs rapports avec les pays dont ils avaient depuis longtemps commencé à pénétrer les confins, avaient-ils conscience de former un seul peuple ? On peut seulement affirmer qu'un sentiment confus d'une même origine, exprimé dans des légendes de caractère généalogique, unissait alors leurs divers groupes, qu'il s'agît des Arabes du Sud, à la civilisation ancienne prestigieuse mais décadente, des Arabes du Centre, caravaniers, bédouins et sédentaires, ou des Arabes du Nord, à demi sédentarisés et installés hors des limites de l'Arabie. À chaque tribu était, dans ces récits, assignée une histoire précise qui peut paraître ne point reposer sur une réalité vérifiable, mais qui était du moins communément admise et qui le restera dans l'avenir. Ainsi est-il permis de penser que la notion recouverte par le terme de « péninsule des Arabes » possédait, avant même la constitution du premier État musulman, une certaine réalité qui sera mise à profit dans les siècles ultérieurs et qui reposait sur le sentiment, commun chez ses habitants, d'appartenir à un même ensemble linguistique et ethnique de caractère sémitique.

# Chapitre II

## L'Islam et les conquêtes

### I. L'apparition de l'islam

On ne connaît pas exactement la date à laquelle un Arabe de La Mekke, Muhammad, commença à prêcher, parmi ses contribuables, une religion nouvelle qui fut désignée sous le nom d'*islâm* « soumission à Dieu », parce qu'elle recommandait à tous, et spécialement aux riches, de se soumettre au Dieu unique, appelé *Allah*, et de se préparer à un Jugement dernier imminent. On sait en revanche qu'en 622, à la suite des difficultés qu'ils rencontraient auprès des notables mekkois, Muhammad et les adhérents de la nouvelle foi, les « croyants », appelés aussi les musulmans, s'expatrièrent pour aller trouver refuge auprès des habitants de l'oasis de Yathrib, située à une centaine de kilomètres au nord, qui devint la « ville » (*madîna*) du Prophète ou Médine. Ce fut l'hégire, qui marque le début de l'ère musulmane. On sait aussi que Muhammad mourut quelques années plus tard, en 632, après avoir réussi à revenir en vainqueur à La Mekke et avoir organisé auparavant à Médine une nouvelle communauté où se côtoyaient les premiers musulmans, Mekkois d'origine, qui étaient appelés les *muhâdjirûn* ou « expatriés », et Médinois convertis qui portaient le nom d'*ansâr* ou « soutiens ».

Ce n'est pas le lieu de rappeler le contenu du message que délivra Muhammad sous la forme d'une « récitation » (d'où le nom de *Qur'ân*, en français *Coran*) ni les péripéties de la lutte qui opposa les membres de sa communauté à la patrie mekkoise d'où certains d'entre eux étaient issus. Mais il faut souligner que la « révélation » coranique fut exprimée en « langue arabe », ainsi qu'il est répété plusieurs fois dans son texte même, et adressée d'abord à des Arabes qui se considérèrent toujours dans la suite comme le peuple élu. Ce qui compte à cet égard, sans discuter de la vocation universelle que l'islam aurait eue ou non dès l'origine, c'est que les Arabes se sentirent chargés, à partir de la mort de Muhammad, de transmettre son message à des non-Arabes et que cette mission leur donna à tout jamais un sentiment de supériorité. Il faut souligner aussi que le Coran, appelé « le Livre » (*al-Kitâb*) par excellence, constitua la base d'une religion que ne fondent pas seulement l'imitation du Prophète, simple messager faillible, mais le respect du Livre, éventuellement complété par la « pratique » du Prophète (*sunna*). Les sciences religieuses qui se développèrent par la suite reposèrent donc sur un Livre révélé ne pouvant être vraiment compris que par quiconque savait l'arabe ; les prières furent en partie tirées de ce texte et les savants musulmans de toute origine obligés de bien connaître l'arabe ; la langue arabe ne pouvait qu'en garder toujours une prééminence indiscutée, se perpétuant lors même qu'on en sera venu, à l'époque moderne, à autoriser des traductions du Coran en n'importe quelle langue.

De quelle langue arabe s'agissait-il toutefois au moment de l'apparition de l'islam et celle qui nous est bien connue par son emploi dans le Coran avait-elle déjà un passé ? La question est liée à celle

de l'authenticité des poèmes dits antéislamiques que les philologues arabes anciens avaient choisi d'étudier pour mieux comprendre le message coranique et qui reflètent un même état de langue. Certains savants modernes, occidentaux ou même orientaux, ont pu arguer que ces textes, recueillis seulement aux ii<sup>e</sup> et iii<sup>e</sup> siècles de l'hégire, étaient de pieuses forgeries, ne remontant point à l'époque à laquelle on les avait attribués. Mais cette attitude sceptique rencontre de moins en moins de partisans : le contenu de ces poèmes, assez particulier pour qu'on ne puisse le confondre avec celui des poèmes d'époque islamique, autorise plutôt à penser qu'ils naquirent dans un milieu ancien et que leur forme seule pourrait être contestée. On serait donc aujourd'hui plutôt tenté d'admettre que les tribus de l'Arabie centrale préislamique utilisaient, en certaines circonstances, une langue de caractère littéraire, comprise de tous ou à peu près et distincte des parlers locaux, que l'on désigne parfois par le terme de *koiné*, terme sans doute inexact au sens strict, mais donnant assez bien une idée de la situation linguistique à l'époque de Muhammad. Ce serait cette langue commune, plutôt qu'un parler local, que la révélation aurait brusquement contribué à diffuser, sans altérer la vitalité de l'héritage poétique auquel cette langue avait auparavant servi de moyen d'expression.

Mais le message coranique en tant que tel n'en contribuait pas moins par ailleurs à modifier considérablement les structures politiques et sociales des peuplades arabes qui l'avaient reçu. L'organisation tribale, si elle ne disparut pas, se trouva dépassée par une nouvelle notion, celle de la solidarité musulmane dans une société dont le fondement était religieux. Dès l'instauration de la communauté de Médine tous les musulmans furent frères : ils avaient rompu tout lien avec leurs parents ou tribus restés à La Mekke et contre lesquels ils combattaient ; les distinctions entre eux intervenaient pour les séparer, soit entre « expatriés » et Médinois, plus récemment convertis, soit entre vrais musulmans et « hypocrites » dont le ralliement n'était pas sincère. Le chef de cette communauté lui-même devait cette situation, non à son origine familiale, son âge ou son expérience, mais à sa qualité de prophète. De tels liens sociaux, définis par le texte improprement appelé « constitution de Médine », ouvraient un nouveau chapitre de l'histoire des Arabes, tandis que la fraternité entre croyants ainsi établie impliquait également la fraternité entre musulmans de toute langue et de toute race. Certes, on ne peut affirmer que Muhammad avait prévu cette conséquence de la « récitation » qu'il transmettait. Toujours est-il que les versions conservées de la harangue qu'il prononça peu avant sa mort, et qui est connue sous le nom de « discours de l'Adieu », contiennent souvent une phrase affirmant l'égalité entre Arabes et non-Arabes. En même temps donc qu'il renforçait et cristallisait un sentiment national arabe jusque-là diffus, l'islam établissait une fraternité entre croyants, qui effaçait les origines nationales ou raciales et dont la notion même d'arabité allait à son tour avoir plus tard à souffrir.

## II. Les conquêtes arabes

La première conséquence directe de l'apparition de l'islam fut en tout cas l'unification, au nom d'un idéal commun, d'une Arabie dont les diverses tribus avaient fait leur soumission à Muhammad peu avant sa mort. La deuxième conséquence fut le mouvement de conquête qui permit aux Arabes, devenus musulmans, d'occuper de vastes territoires situés hors d'Arabie et d'établir leur domination sur des régions qui s'étendaient, vers 750, depuis les Pyrénées jusqu'aux confins de la Chine.

Muhammad lui-même avait donné l'exemple en lançant de son vivant, dans la steppe syro-

jordanienne, des expéditions qui avaient eu vraisemblablement pour but de rallier les groupements arabes installés dans ces régions, mais qui s'étaient soldées par des échecs. Après sa mort on put se demander si le mouvement ainsi amorcé n'allait pas être compromis. Son successeur se heurta en effet à une révolte déclarée de certaines tribus d'Arabie centrale, qui abandonnaient désormais la cause du prophète de l'islam et refusaient de payer l'aumône légale ou *zakât* au nouveau chef. Seules des expéditions guerrières purent mettre fin aux tentatives d'émancipation qui s'étaient ainsi fait jour en divers points de l'Arabie. Mais, avant même d'avoir rétabli son autorité sur l'ensemble du territoire que Muhammad avait réussi à unifier, le premier calife Abû Bakr engagea d'autres expéditions vers le nord, qui semblent bien avoir, grâce à la perspective de campagnes fructueuses en butin, joué en faveur du ralliement définitif des bédouins.

Les conquêtes qui suivirent doivent-elles être alors qualifiées de musulmanes ou d'arabes ? À la fois de l'un et l'autre terme, car les Arabes, sans l'islam, eussent été incapables d'autre chose que d'infiltrations sporadiques, et l'islam, sans les Arabes et leur goût de la razzia, n'aurait pu déclencher ce vaste mouvement offensif dont les conséquences politiques devaient demeurer totalement imprévisibles pour leurs artisans eux-mêmes.

### III. Guerre contre les Byzantins

Sur la route de tout temps suivie par les Arabes, dans leur mouvement vers des terres plus riches, une colonne commandée par Yazîd ibn Abî Sufyân, fils de l'ancien chef des Mekkois, arriva en février 634 sur les confins de la Palestine où elle bouscula une armée byzantine. Ayant ensuite reçu des renforts venus de Mésopotamie, elle remporta une victoire décisive sur les Byzantins aux environs de Jérusalem, au lieu dit Adjnadayn (juillet 634) ; cette victoire ouvrait à Yazîd et à son associé, Khâlid ibn al-Walîd, non seulement la Palestine, mais la Syrie entière qui fut occupée peu à peu jusqu'à la fin de 635. Des traités furent alors conclus avec les populations des villes, qui en général leur laissaient la vie sauve et la liberté de culte moyennant le paiement d'un tribut. Il fallut toutefois, pour que la conquête fût définitive, que les musulmans remportassent une seconde victoire sur les troupes de l'empereur Héraclius (bataille du Yarmuk, en août 636). Dès lors la pacification put être menée à bien par Abû 'Ubayda, le successeur de Yazîd qui avait été victime de la peste dite de 'Amwas. En 640, la dernière ville, Césarée, résidence du gouverneur impérial, capitulait entre les mains du frère de Yazîd, le futur calife Mu'âwiya.

Les armées arabes ne s'en tinrent pas là. Elles pénétrèrent en Haute-Mésopotamie où furent installés les premiers des groupes tribaux qui allaient donner leur nom aux régions qu'ils occupèrent, Diyar Mudar, Diyar Rabi'a et Diyar Bakr, et poussèrent jusqu'en Arménie où des princes locaux gardèrent une certaine autonomie tout en payant tribut aux musulmans. Elles tentèrent aussi de pénétrer en Asie Mineure, mais là elles ne réussirent pas à forcer de façon durable les défenses byzantines, se contentant de se livrer pendant vingt ans, de 642 à 666, à des incursions régulières qui leur permirent de pousser jusqu'à Amorium ou jusqu'à Ancyre, l'actuelle Ankara, mais non de se fixer dans ces régions. Les expéditions maritimes effectuées avec la nouvelle marine que les califes avaient mise sur pied ne réussirent pas davantage à briser la résistance de l'Empire byzantin. Sans doute les îles de Chypre, de Rhodes, puis la Crète furent-elles occupées, mais Constantinople résista aux sièges qu'elle eut à subir, à plusieurs reprises, entre 668 et 718. Ainsi au début du viii<sup>e</sup> siècle l'avance

arabe se trouvait pratiquement arrêtée aux monts du Taurus.

## IV. Mésopotamie, Perse, Transoxiane

Les premières expéditions lancées contre l'Empire sassanide paraissent avoir été le fait des tribus arabes installées en basse Mésopotamie, le long de l'Euphrate. Appelé par elles, Khâlid avait commencé par s'emparer de Hira, l'ancienne capitale lakhmide, puis avait dû gagner la Syrie. Des opérations de harcèlement continuèrent jusqu'au moment où une armée commandée par Sa'd repoussa les troupes sassanides à Kadisiya, au début de 637, et prit Ctésiphon, la capitale sassanide. La Mésopotamie fut alors occupée et les Arabes s'installèrent dans les villes-camps nouvellement fondées de Basra et de Kufa, d'où ils remontèrent vers le nord en faisant leur jonction avec les colonnes venues de Syrie. Peu après, en 640, ils envahirent le Khuzistan, puis se heurtèrent à Nihawand, en Médie, à une nouvelle armée sassanide qu'ils réussirent, grâce à leur mobilité, à anéantir. Dès lors la Médie, puis l'Azerbayjan furent occupés et vers 645 l'antique Rhagès (ou Rayy) passait sous la domination musulmane.

La conquête de la Perse méridionale et orientale, où des chefs locaux continuaient à résister, fut plus difficile. Mais l'empereur Yazdagard, qui s'était enfui vers l'est, fut finalement tué près de Merv. L'Empire sassanide tout entier se trouvait entre les mains des conquérants arabes qui entreprirent ensuite, dans la seconde moitié du vii<sup>e</sup> siècle, de refouler les peuplades turques avec lesquelles ils se trouvaient soudain face à face et d'occuper les territoires situés au-delà de l'Oxus. Ils commencèrent même à envahir le Turkestan au début du viii<sup>e</sup> siècle, à une époque où la Chine était en proie à des troubles extérieurs ; les armées chinoises ripostèrent toutefois et, malgré la défaite qu'elles subirent en 751 sur les bords de la rivière Talas, elles empêchèrent les Arabes de dépasser alors les limites de la Sogdiane. Le mouvement de conquête se trouva donc arrêté de ce côté, comme il l'était sur le front byzantin et comme il l'était encore dans l'Inde où les musulmans s'étaient également introduits en s'emparant, dès 718, des bouches de l'Indus ainsi que d'une partie du Pendjab.

## V. L'Égypte et l'Afrique du Nord

Alors que la conquête de la Syrie n'était pas encore achevée, des troupes arabes traversaient l'isthme de Suez et envahissaient l'Égypte pour mettre la main sur le « grenier du monde » que constituait le delta du Nil. Leur chef, du nom de 'Amr, prit sans difficulté Péluse, puis marcha en direction de Babylone et se heurta, à Héliopolis, à une armée byzantine, mal préparée, qui fut rapidement dispersée (juillet 640). Peu après, la forteresse de Babylone, à l'emplacement du Caire actuel, capitula, de même qu'Alexandrie, si bien qu'à la fin de 642 la basse Égypte tout entière appartenait aux conquérants dont le chef s'installa en amont du delta du fleuve et près de l'ancienne forteresse byzantine, dans une ville-camp qui reçut le nom d'al-Fustat (du grec *fossaton* « camp »).

Très rapidement les troupes arabes voulurent exploiter leur victoire en continuant leur marche vers l'ouest. 'Amr s'emparait de Barka, en Tripolitaine, quand il fut rappelé et révoqué. Il fut remplacé par son neveu 'Ukba qui, dès 647, pénétra en Afrique du Nord où la domination byzantine était

chancelante et vainquit, à Suffetula ou Sbeitla, l'armée du patrice Grégoire qui venait de se faire proclamer empereur et qui fut tué lors de l'engagement. Les opérations, arrêtées lors des troubles qui suivirent l'assassinat du calife 'Uthmân, reprirent vers 665. Ce fut alors que 'Ukba fonda en Afrique une ville-camp qui prit le nom d'al-Kayrawan (Kairouan) et qui allait servir de base de départ pour les expéditions ultérieures. De là 'Ukba put lancer des raids qui atteignirent la côte atlantique ; ce fut la fameuse « course à l'Océan », dont le premier résultat fut de déclencher une révolte parmi les populations berbères du Maghreb. Le gouvernement central n'ayant pas à ce moment les moyens de réagir, l'Afrique du Nord dut être pratiquement évacuée. Mais dès 688 le nouveau calife 'Abd al-Malik organisait des expéditions qui permirent de réoccuper progressivement, puis de pacifier le Maghreb. Les derniers noyaux de résistance byzantins furent éliminés et, malgré la révolte menée par une femme appelée *al-Kâhina* « la devineresse » dans les montagnes de l'Aurès, l'intérieur du pays fut définitivement soumis à la domination arabe vers 709.

## VI. La péninsule Ibérique

À cette date les Berbères avaient cessé de s'opposer aux conquérants et avaient même commencé à participer avec eux à l'administration de la nouvelle province musulmane d'Afrique. Le gouverneur arabe Mûsâ ibn Nusayr avait ainsi pris comme lieutenant un chef berbère du nom de Târik ibn Ziyâd. Ce personnage, dès 711, entreprit d'envahir, à la tête d'une troupe de Berbères islamisés, le territoire ibérique où le régime visigothique était chancelant. Ayant abordé dans la baie d'Algésiras, près du promontoire rocheux qui allait prendre son nom, Djabal Tarik (ou Gibraltar), il vainquit le roi Rodrigue qui venait de monter sur le trône, puis occupa successivement Séville, Cordoue et Tolède avant de continuer vers le nord. Mûsâ, ayant appris ces victoires fulgurantes, se hâta, en juin 712, de rejoindre Târik avec un contingent plus important, composé à la fois d'Arabes et de Berbères. Se rendant maître du plateau d'Extremadure où certaines villes avaient tenté de résister, il écrasa les restes de l'armée visigothique en septembre 713 à Salamanque et s'installa à Tolède où il battit monnaie, consacrant l'annexion de l'Espagne à l'Empire islamique. Il s'élança ensuite à son tour vers le nord, à la poursuite des anciens partisans du roi Rodrigue, mais fut rappelé par le calife qui lui demandait de rendre des comptes sur sa gestion. Ce fut son fils et successeur qui acheva l'occupation de la péninsule en établissant la domination musulmane sur l'actuel Portugal ainsi que sur l'Andalousie orientale.

Délaissant la région des Asturies où s'étaient retranchés les derniers Visigoths, les conquérants traversèrent bientôt les Pyrénées et dès 714 lancèrent des incursions dans le Languedoc et le Roussillon. Après s'être emparés de Carcassonne et de Nîmes, ils remontèrent la vallée du Rhône et atteignirent Lyon, puis Autun en 725. Une autre colonne s'élança en Gascogne, commandée par l'émir 'Abd al-Rahmân qui s'empara de Bordeaux, mais se heurta en 732, au nord de Poitiers, à l'armée de Charles Martel qui obligea les musulmans à battre en retraite. Peu après les envahisseurs étaient également battus en 737 au sud de Narbonne et devaient quitter le Languedoc.

## VII. Arabes et populations conquises

Au milieu du xiii<sup>e</sup> siècle, les Arabes avaient ainsi conquis d'immenses territoires s'étendant de l'océan Atlantique aux déserts du Turkestan. Dans tous ces pays les populations primitives étaient restées sur place et si, en certaines régions comme l'Espagne et la Syrie notamment, les classes dirigeantes avaient fui, ailleurs, comme en Iran, les grands propriétaires continuaient à encadrer la population et conservaient localement une autorité avec laquelle il fallait compter. Les Arabes étaient donc en minorité du point de vue numérique dans cet empire qu'ils dominaient. Ils y avaient en outre rencontré des populations fort diverses, sémites en Syrie et Mésopotamie où l'on parlait l'araméen, indo-européennes en Iran où la langue était le pehlevi, coptes en Égypte, berbères en Afrique du Nord, ibériques mêlées de quelques éléments germaniques en Espagne où l'on parlait surtout le latin. Les peuples conquis n'appartenaient pas seulement à des groupes ethniques et linguistiques différents ; ils pratiquaient des religions diverses : le christianisme qui régnait dans toutes les anciennes provinces de l'Empire byzantin, mais aussi le zoroastrisme et le manichéisme en Iran, le bouddhisme en certaines régions extrêmes et le judaïsme un peu partout. Aussi bien ce phénomène des conquêtes ne pouvait-il qu'entraîner l'apparition de délicats problèmes. Les populations conquises allaient-elles adopter la langue arabe et la religion islamique ? Arabes et non-Arabes allaient-ils se mêler ou rester côte à côte ? Musulmans de diverses origines et de conversion plus ou moins ancienne, devraient-ils être traités également, soumis au même régime fiscal, jouissant des mêmes droits, ou une discrimination subsisterait-elle entre eux ? Autant de questions qui allaient, pendant des siècles, dominer l'évolution politique, sociale et culturelle de l'Empire arabo-islamique nouvellement établi.

# Chapitre III

## L'Empire Arabe (VII<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle)

Pendant la période qui s'étend de la conquête jusqu'au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, les Arabes, contrôlant eux-mêmes l'immense Empire qu'ils avaient réussi à créer, ne pratiquèrent à l'égard des autochtones arabisés et convertis qu'une politique d'assimilation modérée. On peut alors parler d'un « Empire arabe » dont l'histoire fut à la fois celle des luttes d'influences entre les chefs de la noblesse arabe et celle des rapports opposant Arabes et non-Arabes. À la phase de transformations soudaines, mais hésitantes, qui marqua l'époque des quatre premiers califes (632-660), succéda la politique arabo-syrienne d'une famille particulièrement célèbre, celle des Banu Omayya ou Omayyades (660-750).

### I. Les premières luttes de clans

La mort de son prophète, sans héritier désigné, à Médine en 632 faillit d'abord compromettre l'avenir de la nouvelle communauté islamique. Elle fit réapparaître non seulement les anciennes rivalités de clans, mais aussi celles qu'avait engendrées la hiérarchie introduite peu à peu au sein des Compagnons, impliquant la naissance de deux factions qui revendiquèrent chacune l'honneur et le droit de donner le pouvoir à l'un des leurs. D'où un climat de discussions et de manœuvres cachées, selon la meilleure tradition des anciennes assemblées arabes, qui permit aux Mekkois de faire proclamer Abû Bakr, beau-père de Muhammad, dont les Médinois eux-mêmes admirent peu après l'autorité. Ce fut le premier *kahlîfa* ou « calife », c'est-à-dire remplaçant et successeur de l'Envoyé de Dieu, dont à ce moment la fonction ni le rôle ne pouvaient être conçus de façon précise. Le calife se contenterait-il de diriger le nouvel État en appliquant les règles édictées par le Coran et établies par le Prophète, ou en définirait-il de nouvelles en se posant en vrai continuateur de Muhammad ? On ne pouvait le dire. Mais on notera que dès ce moment l'élimination, par les partisans d'Abû Bakr, de 'Ali, le cousin de Muhammad, devenu son gendre après avoir épousé sa fille Fâtima, annonçait des troubles ultérieurs plus graves. On notera, d'un autre côté, que ces premières luttes pour le pouvoir se jouaient dans le seul milieu étroit des Compagnons directs du Prophète et ne semblent pas avoir ébranlé outre mesure l'organisation encore embryonnaire d'un État dont les problèmes allaient naître avec l'essor des conquêtes.

Quand Abû Bakr mourut, après deux années d'une action couronnée de succès, il avait pu auparavant recommander aux croyants de proclamer calife un autre ancien Compagnon du Prophète, 'Umar, qui dirigea donc l'État médinois pendant une dizaine d'années et fut un actif artisan de l'expansion guerrière islamique. Suivant de près le déroulement des expéditions, donnant des instructions précises aux chefs d'armées, il jeta aussi les bases d'une véritable organisation militaire et attribua aux combattants des pensions pour compenser la diminution ou la perte du butin à mesure que se ralentissait le rythme de la progression des troupes. Les Arabes furent ainsi répartis en

circonscriptions appelées *djund*, principalement en Syrie, et inscrits sur des registres. En même temps le maintien à leur place, dans les anciens bureaux, d'un personnel local non arabe marquait la naissance de cette structure administrative, appelée *dîwân*, qui allait prendre dans l'Empire une place considérable.

Au bout de dix ans d'un tel règne, 'Umar, qui aurait été le premier à se faire qualifier d' « émir des croyants » (*amîr al-mu'minîn*), désormais le titre califien par excellence, fut assassiné par un esclave. Il eut le temps, avant de mourir, de prescrire la désignation de son successeur par élection au sein d'un conseil de six membres, initiative qui fit paraître au grand jour l'opposition, jusque-là larvée, existant entre les partisans de 'Ali et ceux des autres Compagnons. De fait parmi les six personnages, tous Arabes qurayshites, qui constituaient le conseil, deux surtout prétendirent au califat : 'Ali, que certains déclaraient avoir été écarté arbitrairement du pouvoir après la mort du Prophète et que soutenaient surtout les anciens Médinois, 'Uthmân, un autre gendre du Prophète, qui appartenait à la riche famille des Banû Umayya et représentait donc plutôt le parti mekkois. L'un et l'autre incarnaient deux conceptions du gouvernement de la communauté : 'Ali demandait que les prescriptions coraniques fussent strictement observées et que les combattants reçussent par exemple intégralement leur part de butin ; 'Uthmân au contraire prétendait suivre la voie tracée par ses prédécesseurs, prendre, s'il le fallait, des mesures autoritaires en matière pénale et donner le pas aux problèmes d'organisation sur les droits individuels des croyants. 'Ali ne fut pas choisi, sans doute parce qu'il avait refusé de suivre la politique déjà adoptée par les deux premiers califes, et 'Uthmân devint émir des croyants.

Les discussions et luttes internes connurent dès lors une ampleur nouvelle et le règne de 'Uthmân, calme pendant les premières années, fut ensuite marqué par les manifestations d'un mécontentement grandissant, dû pour une part au ralentissement des razzias auxquelles les Arabes s'étaient habitués. Les ressources des combattants, souvent réduites à leurs pensions, s'amoindrirent. Le calife, qui prélevait un impôt foncier sur les occupants des terres conquises, avait en revanche commencé à constituer un trésor public dont ne bénéficiait pas l'armée. Il avait par ailleurs confié les principaux postes de l'État aux membres de sa famille, qu'il considérait comme les plus compétents en matière administrative. Le gouvernement se trouvait ainsi aux mains de l'ancienne aristocratie mekkoise qui s'était tardivement ralliée à Muhammad, tandis que souffraient plus que jamais de leur mise à l'écart les « premiers convertis » au rang desquels se trouvait 'Ali. Des troubles éclatèrent dans certaines provinces, un groupe de mécontents marcha sur Médine et attaqua le calife qui fut tué dans sa propre demeure (juin 656).

Cette mort violente fut un événement d'une gravité exceptionnelle, puisqu'elle était due à une révolte ouverte, plus ou moins favorisée par 'Ali, et qu'on en pouvait donner une justification religieuse : 'Uthmân était accusé d'avoir altéré la doctrine de Muhammad et même, puisqu'il avait fait établir une recension officielle du Coran, d'avoir fait supprimer les versets, prouvant la valeur éminente des membres de la « famille du Prophète ». Mais de là date surtout l'élargissement de la scission qui avait commencé, à la mort de Muhammad, d'affecter la vie de la communauté islamique en même temps qu'y surgissaient de plus belle les conflits familiaux à l'ancienne histoire arabe. 'Ali, proclamé calife, rencontra immédiatement à son tour une forte opposition animée par 'Â'isha, veuve du Prophète et fille d'Abû Bakr, qui voulut regrouper autour d'elle quelques chefs célèbres comme Talha et al-Zubayr. Ayant marché contre ces adversaires, 'Ali rencontra leur petite troupe près de

Basra en 656 et les vainquit dans cet engagement appelé « bataille du chameau », en raison de la présence de ‘Ā’isha dans un palanquin. Quelque peu déconsidéré dans l’opinion par les résultats de cette lutte fratricide qui avait causé la mort de plusieurs célèbres Compagnons, il s’installa alors en Irak, à Kufa, mais les parents de ‘Uthmân décidèrent, conformément aux usages arabes entérinés par le Coran, de venger le défunt en poursuivant ses meurtriers et le devoir en incombait au gouverneur de la Syrie, Mu’âwiya.

Les Arabes d’Irak se trouvèrent alors opposés aux Arabes de Syrie et l’affrontement eut lieu sur la rive droite du haut Euphrate à Siffîn, en juillet 657. Les troupes de Mu’âwiya faiblissaient, semble-t-il, quand ce dernier fit brandir à la pointe des lances des exemplaires du Coran, signifiant par là qu’il demandait un arbitrage, sur la base du texte coranique, pour décider si ‘Uthmân avait été tué injustement ou non. Il s’ensuivit que ‘Ali, moralement obligé d’accepter la proposition, s’en remit au jugement de deux arbitres représentant les parties en présence et qu’une conférence tenue six mois plus tard à ‘Adhruh, en Transjordanie, justifia ‘Uthmân et déclara ‘Ali sinon déchu, du moins coupable. De retour en Irak où il avait perdu le soutien d’un certain nombre de ses partisans, ‘Ali dut alors faire face à la révolte de ceux qui avaient condamné le principe de l’arbitrage humain et qui reçurent par la suite le nom de kharidjites ou « révoltés » ; il essaya de les réduire par les armes, mais fut finalement assassiné par un d’entre eux, à la porte de la mosquée de Kufa, en janvier 661.

À cette date, Mu’âwiya, qui avait étendu son autorité sur l’Arabie ainsi que sur l’Égypte où il avait auparavant envoyé son compagnon ‘Amr, s’était déjà fait proclamer calife à Jérusalem en juillet 660. À son profit et à celui de l’ancien clan dirigeant mekkois se terminait la première série de luttes tribales arabes, colorées d’options religieuses, au milieu desquelles avait pris forme un État musulman capable de maîtriser l’ensemble des nouvelles conquêtes. Des Arabes grandis avant l’islam y avaient joué un rôle primordial. Il restait à ceux de la génération suivante de résoudre à leur tour les problèmes de doctrine et de gouvernement qui ne cessaient de survenir.

## **II. L’instauration du régime omeyyade et le règne de Mu’âwiya**

La prise du pouvoir par l’ancien gouverneur de la Syrie eut pour résultat la constitution d’un État arabo-syrien qui allait assumer la destinée de la communauté islamique pendant près d’un siècle. Le premier souci de son fondateur, membre d’une famille arabe qurayshite depuis longtemps exercée à la conduite des affaires, fut en effet de poser les bases d’une dynastie enracinée dans le pays où lui-même s’était établi depuis l’époque des conquêtes. Dans le dessein de disposer librement de sa succession tout en se conformant apparemment à la coutume déjà observée, celle du serment d’allégeance (*bay’a*), il entreprit de faire désigner comme héritier son propre fils Yazîd en demandant aux notables de prêter serment à l’avance ; c’était une sorte d’élection anticipée (678). La décision de Mu’âwiya devait être renouvelée par la suite à plusieurs reprises et, si le pouvoir ne put rester entre les mains de ses descendants directs – car son petit-fils Mu’âwiya II, qui régna tout juste quelques mois (683-684), était mort sans héritier –, il revint ensuite à son cousin, Marwân, dont le premier soin fut de faire désigner son propre fils ‘Abd al-Malik. Ainsi la branche marwanide de la famille omeyyade succéda à la branche dite sufyanide (Mu’âwiya étant fils d’Abû Sufyân) et le

principe dynastique fut établi dans les faits.

Ce nouvel État dynastique, qui assurait donc la prééminence d'une tribu arabe parmi d'autres, à la manière de ce qui se passait avant l'islam, paraît n'avoir pas été aussi autocratique que les historiens musulmans le lui reprochèrent dans la suite. Le calife avait besoin, pour gouverner, de l'approbation, sinon de l'assistance, des chefs des grandes familles arabes, ceux qu'on appelait les « nobles » (*al-ashrâf*) et qui se réunissaient en assemblées dotées de réels pouvoirs, notamment pour trancher des questions de succession. En outre, cet État arabe ne s'appuyait pas seulement sur les chefs de clan, mais aussi sur les guerriers arabes dont une partie s'était installée en Syrie. Le calife lui-même, en établissant sa capitale administrative à Damas, avait fait de cette province le lieu choisi de la « colonisation » arabe et avait encouragé à s'y fixer des contingents importants qui avaient été répartis entre cinq *djund* inspirés des *thèmes* byzantins, ceux de Kinnasrîn près d'Alep, de Hims, de Damas, de Jordanie et de Palestine. Les combattants, toujours mobilisables, avaient été pourvus de concessions foncières provenant des anciens domaines abandonnés par leurs propriétaires. Ne les cultivant pas eux-mêmes, ils confiaient ce soin à des autochtones, mais touchaient les revenus de leurs terres après avoir versé au Trésor la dîme correspondant à l'aumône légale prévue par le Coran. Eux-mêmes vivaient dans les grandes villes ou dans les camps établis auprès de ces dernières, comme Djabiya près de Damas.

La faiblesse du système tenait à ce que la répartition des guerriers selon les *djund* s'était faite en fonction des anciennes affinités tribales qui n'avaient été que confirmées après leur transposition dans un milieu différent. En Syrie comme en Arabie, les Arabes restaient divisés par des rivalités tenaces en deux grands groupes, celui des Kalb, représentant les Arabes du Sud, et celui des Kays, représentant les Arabes du Nord. Les uns et les autres avaient des traditions quelque peu différentes qui devaient les amener à prendre des positions politiques ou religieuses précises. Dans les premiers temps, on constate que Mu'âwiya s'appuya de préférence sur les Kalb, lesquels s'étaient, semble-t-il, infiltrés anciennement en Syrie et se trouvaient ainsi psychologiquement plus proches de la population locale. Les Kays en revanche se montraient volontiers hostiles à la domination omayyade et le manifestèrent surtout lors de la proclamation de Marwân I<sup>er</sup>, qu'ils obligèrent à marcher contre eux à la bataille de Mardj Rahit en 684.

Cette situation particulière n'existait qu'en Syrie, siège de l'État omayyade et province plus complètement arabisée que les autres. Ailleurs la situation des conquérants était variable, selon les conditions dans lesquelles s'était effectuée leur installation. Les Arabes avaient toutefois tendance à rester le plus souvent cantonnés, en fonction de leurs tribus d'origine, dans les villes-camps récemment créées et dans des quartiers séparés autour desquels étaient venus s'installer les premiers autochtones convertis. En Irak la capitale sassanide de Ctésiphon, pillée lors de la conquête, avait été ainsi progressivement abandonnée au profit de la ville de Kufa devenue très vite, tout comme Basra, une importante métropole pourvue de monuments typiquement islamiques. En Iran les colonies militaires semblent avoir été installées plus près des grandes villes qui furent évacuées et réoccupées lors de la « guerre civile » et où se constituèrent de nouvelles agglomérations ajoutant un faubourg à la ville primitive.

Mais, tout en vivant surtout dans ces villes des pensions que leur allouait le califat, les Arabes n'en disposaient pas moins, dans certaines provinces, des revenus de domaines fonciers qu'ils s'étaient

appropriés, tandis qu'en Iran les terres cultivées demeuraient aux mains de l'aristocratie locale. Jouant cependant dans tout l'Empire le rôle de cadres militaires qui leur était réservé et dont ils se paraient avec fierté, ils restaient les artisans du mouvement de conquêtes que Mu'âwiya poursuivait, tant à l'est qu'à l'ouest, mais aussi vers le nord en direction de Constantinople.

Pour les tâches de gouvernement, il leur arrivait au contraire de céder la place à des personnages d'origine obscure. Tel fut le fameux Ziyâd dont Mu'âwiya fit son frère adoptif et à qui il confia la charge, si délicate, de l'Irak et des provinces orientales : c'était déjà montrer que, si le calife tenait compte de l'avis des « nobles » arabes, il ne se fiait pas toujours à eux pour des missions importantes. Quant à l'administration centrale proprement dite, elle restait pratiquement confiée aux anciens fonctionnaires de l'Empire byzantin qui en avaient eu le contrôle et dont Mu'âwiya avait compris très tôt l'utilité, se rendant compte qu'il ne pouvait gérer les territoires conquis sans l'aide des autochtones formés à cette tâche et utilisant ainsi les services de notables damascains tels que Sardjûn, le grand-père de Jean Damascène. Le même système avait prévalu dans les territoires anciennement sassanides où l'administration financière resta en place pour la levée des impôts à partir de registres rédigés en pehlevi. Aussi bien ces administrateurs non arabes et le plus souvent non musulmans avaient-ils surtout pour tâche de soumettre à une fiscalité exigeante des populations dont le statut variait selon les modalités de leur soumission et les traités plus ou moins avantageux qui avaient été conclus avec les représentants de leurs diverses communautés. Dans les régions où il n'y avait pas eu de traité, comme en Irak notamment, les habitants des campagnes versaient un impôt global comparable à celui qu'ils versaient avant la conquête ; mais, de toute manière, un régime fiscal différent de celui des musulmans astreints à la seule « aumône légale » marquait, en chaque cas, la séparation profonde qui existait entre les conquérants et les « tributaires » maintenus à l'écart dans une position inférieure.

Les tensions existant entre ces deux catégories de population inégalement pourvues ainsi que les divisions opposant entre eux les conquérants eux-mêmes n'empêchèrent pas Mu'âwiya, grâce à son habileté et à son prestige personnel, de maintenir la paix dans l'immense Empire qu'il gouvernait et où son régime ne rencontra jamais de graves difficultés. Une seule révolte chiite, celle de Hudjr ibn 'Adi, est signalée à cette époque. Mais il n'en alla pas de même sous le règne suivant, celui de Yazîd qui succéda à son père en 680. Certains milieux arabes manifestèrent alors un mécontentement précédemment dissimulé et les partisans de 'Ali, groupés à Kufa, crurent l'occasion bonne de passer à l'action : ils invitèrent al-Husayn, second fils de 'Ali, à venir les rejoindre. Après diverses tractations compliquées, le prétendant chiite, accompagné d'une faible escorte, se heurta en octobre 680 aux forces du gouverneur omeyyade en Irak, près de la petite ville de Karbala, et trouva la mort dans cet engagement. L'événement eut un énorme retentissement et provoqua une rupture définitive entre les deux groupes de la communauté musulmane qui s'étaient séparés au lendemain du décès de Muhammad : il consacrait la violence des oppositions partisans, au contenu à la fois religieux et doctrinal, d'où naquit un mouvement idéologique étendu bientôt, au-delà des Arabes, au monde islamique tout entier.

La mort d'al-Husayn fut le signal de diverses révoltes, notamment celle qui fut menée en Arabie par 'Abd Allah ibn al-Zubayr, fils du « Compagnon » du Prophète qui avait naguère pris les armes contre 'Ali. Ibn al-Zubayr déclara déchu le jeune calife omeyyade Yazîd, puis, après l'échec d'une attaque des Arabes syriens, se proclama lui-même calife. À la même époque, des mouvements kharidjites se

manifestaient en Irak et en Arabie : tandis que les extrémistes azrakites opéraient dans la région de Basra, d'autres, les Nadjadât, travaillaient l'Arabie centrale où ils furent un moment alliés à Ibn al-Zubayr. Enfin des partisans de 'Ali autres que ceux qui avaient suivi al-Husayn organisaient une rébellion en Irak : c'est au nom d'un troisième fils du cousin de Muhammad, né d'une autre femme que Fâtima et appelé pour cette raison Muhammad ibn al-Hanafiyya, que l'agitation se fit. Elle fut dirigée par un certain Mukhtâr qui se posait également en vengeur du sang versé à Karbala et prétendait défendre les droits de la « famille du Prophète » (dont le prétendant se trouvait être alors le représentant, en dépit de l'origine de sa mère), en même temps qu'il prenait le parti des faibles. Mukhtâr aurait à la fois groupé autour de lui des Arabes, descendants des « auxiliaires » médinois, que le pouvoir omayyade tenait à l'écart et, semble-t-il, des convertis araméens et iraniens. Mais il fut rapidement vaincu et tué, en 687, par le frère d'Ibn al-Zubayr qui dominait alors l'Irak, tandis que Muhammad ibn al-Hanafiyya lui-même le désavouait en raison de ses doctrines quelque peu hétérodoxes. La secte qu'il dirigeait n'en subsista pas moins et ses partisans, divisés en plusieurs branches qui adhéraient toutes à des idées messianiques, contribuèrent à saper le régime établi.

### III. L'époque de 'Abd al-Malik

Tandis que des rébellions éclataient ainsi un peu partout, la division et la faiblesse régnaient au sein du clan gouvernemental omayyade. À Yazîd disparu prématurément avait succédé le faible Mu'âwiya II, dont la mort entraîna une grave crise du pouvoir. Il fallut des négociations nombreuses pour que les grandes familles arabes reconnussent comme calife l'Omayyade Marwân, qui appartenait à une branche collatérale et dont le successeur et fils, 'Abd al-Malik, fut le véritable restaurateur de l'unité politique dans l'Empire.

Après des entreprises infructueuses, 'Abd al-Malik réussit en effet à triompher d'Ibn al-Zubayr tué en 692, au cours du siège de La Mekke, par les troupes omayyades que commandait al-Hadjdjâdj. La même année il se rendit maître du frère d'Ibn al-Zubayr, installé en Irak, et imposa dès lors son autorité aux régions vitales de l'Empire. Il n'en dut pas moins continuer d'utiliser en Irak les services de l'énergique al-Hadjdjâdj qui reprima impitoyablement toutes les vellétés de révolte, fondant dans cette province une nouvelle ville, Wasit, qui fut pourvue d'une garnison d'Arabes syriens pour surveiller les deux cités turbulentes de Basra et Kufa. Mais l'œuvre la plus importante de 'Abd al-Malik fut sans doute l'arabisation de l'Empire dans son administration. Jusque-là en effet les registres des bureaux fiscaux avaient été rédigés dans les langues des non-musulmans entrés au service de l'État arabe pour assurer le fonctionnement de sa fiscalité. À la fin du vii<sup>e</sup> siècle, on put passer à une autre étape et faire de la langue du Coran, sur une initiative précise du calife, la langue officielle de l'État. La transformation ne se fit sans doute pas brusquement, mais il est à constater que le grec et le pehlevi disparurent peu à peu des documents administratifs. L'arabisation fut également appliquée aux monnaies dont la frappe était alors un privilège califien et n'avait lieu que dans quelques centres. Certes, déjà les pièces islamiques exécutées à l'imitation des pièces byzantines ou sassanides avaient porté quelques signes en caractères arabes, surajoutés à leur effigie pour les distinguer de leurs modèles, dont elles différaient également par quelques autres détails. Mais ce n'étaient là que modifications mineures. Au contraire 'Abd al-Malik, en même temps qu'il fixait le poids des nouvelles pièces d'or appelées *dînar* (du grec *dênarion*), les fit frapper d'un type

entièrement nouveau, dépourvues d'effigie et portant uniquement des légendes en arabe qui comprenaient la profession de foi musulmane ainsi que l'indication de la date et du lieu. Cette mesure, qui aboutit progressivement au remplacement des anciennes pièces, consacrait l'indépendance des institutions califiennes et la primauté de la langue arabe dans l'Empire.

À 'Abd al-Malik enfin, le monde arabo-islamique dut son premier édifice prestigieux, la coupole du Rocher à Jérusalem, érigée en 691 (après avoir été commencée dès 685) comme un reliquaire abritant une roche que les juifs considéraient comme sacrée et que les musulmans rattachaient à l'épisode de l'Ascension nocturne du Prophète. L'édifice, nettement byzantin par sa structure, était orné intérieurement de mosaïques de même inspiration, mais ne comportant que des compositions florales stylisées et des inscriptions glorifiant la nouvelle foi. C'était donc un monument qui, tout en prenant possession d'un lieu saint du judaïsme – l'ancienne esplanade du Temple –, s'efforçait de rivaliser avec les constructions chrétiennes environnantes.

Vint ensuite le petit-fils et successeur de 'Abd al-Malik, al-Walîd, qui régna de 705 à 715 et fut lui aussi un souverain énergique, surtout connu pour ses activités de bâtisseur. Sous son règne furent édifiées les premières mosquées monumentales destinées à recevoir, pour la prière rituelle du vendredi, l'ensemble de la population masculine d'une ville, se prosternant en rangs serrés dans la direction de La Mekke. Tandis que la première mosquée de Médine, sur laquelle on ne possède pas de données archéologiques précises, était alors reconstruite, de nouvelles « grandes mosquées » furent édifiées dans les villes de Syrie, principalement à Damas, à la place de la cathédrale préalablement démolie, à Alep, à l'emplacement de l'agora, et à Jérusalem où l'on construisit, près de la coupole du Rocher, la mosquée dite *Masdjid al-Aqsa* (d'une expression coranique désignant traditionnellement Jérusalem), peut-être commencée sous 'Abd al-Malik. Ces grandes mosquées, qui permettaient au chef de la communauté, le calife, ou à son représentant de s'adresser à la foule des croyants dont il dirigeait la Prière, adoptèrent un type monumental nouveau, comparable à celui de la « basilique » gréco-romaine et magnifiant la travée centrale où paraissait le chef de l'assemblée ou imam. À la même époque se multipliaient des palais et châteaux parmi lesquels ceux qui étaient situés dans les grandes cités ont pratiquement disparu, tandis que ceux qui étaient construits dans les résidences du désert syrien ou dans des villes neuves, comme 'Ayn al-Djarr, ont été partiellement conservés. Ils attestent aujourd'hui encore la qualité d'une architecture civile dépendant elle aussi de l'art local antérieur, mais mettant en œuvre des dispositifs nouveaux qui répondaient au genre de vie de leurs occupants arabo-musulmans.

## IV. Le déclin du régime omayyade

À mesure toutefois que les conversions continuaient, des difficultés sociales de plus en plus aiguës surgissaient au sein du régime. Les nouveaux convertis en effet, généralement rattachés par un lien de clientèle aux tribus arabes et appelés *mawâli*, jouaient un rôle de plus en plus important entre les conquérants et les sujets non musulmans. Beaucoup avaient une instruction élevée qui leur permettait d'occuper des charges dans l'administration ; d'autres tentaient de se joindre aux armées dans les pays où se poursuivait le mouvement de conquête ; mais les uns et les autres se plaignaient de n'être pas traités à égalité avec les anciens musulmans. À ce mécontentement latent vinrent s'ajouter, dans les campagnes, des griefs plus précis. Les convertis auraient souhaité un allègement de leurs charges

fiscales, que les gouverneurs refusaient de leur consentir pour ne pas diminuer les ressources du Trésor. Il en résulta qu'au début du viii<sup>e</sup> siècle des « clients » quittèrent les terres qu'ils cultivaient auparavant pour venir s'installer dans les villes.

Le problème fiscal et plus généralement le problème de l'assimilation des *mawâli* dans la nouvelle société musulmane se posant dès lors avec toute son acuité, deux tendances prédominèrent successivement dans la politique des califes et les avis de leur entourage. L'une, préoccupée surtout de l'expansion territoriale de l'islam et du maintien de l'ordre établi, négligeait les plaintes des « clients » ; ce fut elle qui l'emporta chez les derniers souverains omeyyades soutenus surtout par les Arabes du groupe kaysite. L'autre, au contraire, était favorable à un arrêt des conquêtes et à la constitution d'une société où conquérants et convertis auraient été traités à égalité ; c'était la ligne de conduite préconisée par le groupe des Kalb, Arabes du Sud, et adoptée par 'Umar II, calife qui régna de 717 à 720 et prit un fameux rescrit établissant en principe l'égalité fiscale entre Arabes et non-Arabes, avalisant aussi l'exode des *mawâli*.

En fait les principes de 'Umar II n'avaient pas prévalu et une nouvelle conception se fit jour, selon laquelle l'impôt foncier restait attaché à la terre, quelle que fût la religion de l'occupant, tandis que le non-musulman versait seulement un impôt supplémentaire de capitation. À l'impôt foncier fut peu à peu réservé le terme de *kharâdj*, de valeur générale à l'origine, et au deuxième impôt, celui de *djizya*. Hishâm (724-743) revint par ailleurs à la politique des premiers Marwanides en s'efforçant de maintenir l'équilibre entre Kalb et Kays, de rétablir l'ordre dans les provinces et de réprimer les mouvements idéologiques qui risquaient de saper l'autorité du calife. Ce fut ensuite la désagrégation du régime tandis que les califes se succédaient, parfois détrônés par les membres de leur propre famille. En 744 Yazîd III, rallié à la doctrine kadarite qui considérait chaque homme – et le calife lui-même – comme pleinement responsable de ses actes, tenta à son tour une politique d'assimilation des *mawâli* et promettait par exemple l'égalité des soldes dans l'armée ; il n'eut point le temps de mettre ses projets à exécution. À sa mort, un cousin de son père, Marwân II, fut proclamé calife et essaya de restaurer l'autorité califienne. Ayant établi sa capitale à Harran en haute Mésopotamie et s'appuyant sur les Kays, il fut un souverain expérimenté et énergique, mais ne put faire face aux rébellions qui se multipliaient dans les diverses régions de l'Empire. À peine avait-il réussi à reprendre la ville de Kufa aux kharidjites, qui l'occupaient depuis deux ans (747), qu'il se trouva aux prises avec une révolte d'une ampleur sans précédent, celle des Abbassides.

Ces descendants de l'oncle du prophète de l'islam, al-'Abbâs, prétendaient, en raison de cette parenté, avoir plus de droits au califat que les membres de la famille omeyyade, mais ils s'étaient néanmoins d'abord ralliés au régime. Menant donc une opposition cachée, ils avaient recueilli l'héritage du mouvement qui avait défendu les droits de Muhammad ibn al-Hanafiyya et, au début du viii<sup>e</sup> siècle, envoyé de leur retraite, en Transjordanie, des émissaires et propagandistes vers l'Irak et l'Iran oriental. Après diverses vicissitudes l'un de ceux-ci, un affranchi d'origine iranienne nommé Abû Muslim, exploita le mécontentement régnant dans les provinces orientales où se faisait sentir, plus que partout ailleurs, une opposition locale des populations islamisées et où la politique omeyyade était fortement critiquée dans les milieux arabes eux-mêmes. Il réussit en quelques mois à grouper un nombre important de partisans, iraniens et arabes, sous sa bannière noire, emblème des espérances messianiques en Iran. Ce fut au nom d'un représentant non désigné de la « famille de Muhammad » qu'il lança son appel, ce qui lui permit d'être soutenu par les adeptes du chiisme, et

jusqu'à la victoire finale le doute continua de planer sur la personne du bénéficiaire de l'insurrection. En 747 Abû Muslim passa à l'action, s'emparant de Merv, puis du Khorasan entier, avec l'aide d'un chef arabe du nom de Kutayba. Au début de 749 l'Iran était entièrement occupé, la route de l'Irak ouverte et en septembre Kufa était prise. Après quelques jours de flottement, la personnalité de l'imâm abbasside y fut dévoilée : il s'agissait d'Abû l-'Abbâs qui reçut le surnom d'al-Saffâh et qui installa le nouveau gouvernement en Irak, tandis que ses armées poursuivaient le combat contre le calife omayyade. Ce dernier, vaincu en Haute-Mésopotamie (bataille du grand Zab, janvier 750), s'enfuit jusqu'en Égypte où il trouva la mort ; quant aux principaux membres de la famille omayyade, ils furent attirés dans un guet-apens en Palestine et assassinés (juin 750).

Ainsi disparut une dynastie qui s'était efforcée de gouverner le monde hétérogène des conquêtes avec l'aide de cadres essentiellement arabes, ne faisant appel aux convertis ou aux autochtones non musulmans que dans des limites très restreintes et choisissant toujours dans ce cas des *mawâli* syriens. Son erreur fut, d'une part, de n'avoir pas su aborder de front le problème de l'assimilation des nouveaux musulmans, d'autre part, d'avoir négligé le rôle économique de l'Irak et de l'Iran.

# Chapitre IV

## Les Arabes en Orient du VIII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle

### I. La nouvelle dynastie

La dynastie abbasside, que fonda en 750 al-Saffâh et qui devait se perpétuer jusqu'en 1260 à Bagdad, était, elle aussi, une dynastie arabe qui avait indiscutablement pour ancêtre un des plus proches parents de Muhammad. À ce titre les Abbassides avaient pris le pouvoir en se posant en défenseurs d'une certaine forme de légitimité familiale et religieuse, sans pour autant épouser les idées, parfois hétérodoxes, que professaient leurs partisans adeptes du chiisme. Loin de se réclamer, une fois sur le trône, d'aucune qualité messianique ni charismatique, ils fondèrent plutôt leur autorité sur le principe sunnite du libre choix du calife par la communauté, principe qui depuis des années déjà avait été adapté aux nouvelles circonstances et laissait place en fait à une désignation de l'héritier par le souverain régnant. Les représentants des classes dirigeantes confirmaient, le moment venu, leur accord et prêtaient le serment d'allégeance, suivis ensuite par la population de la capitale et engageant ainsi toute la communauté qui, dès lors, devait au calife une obéissance quasi inconditionnelle. Lui-même se considérait de son côté comme investi du pouvoir par Dieu, avec la charge de gouverner conformément aux prescriptions coraniques.

Observant donc une attitude politique peu différente de celle des Omayyades qu'ils avaient chassés, mais se prévalant, du fait de leur ascendance, de droits particuliers à l'exercice du pouvoir et se considérant – ainsi que l'indiquent leurs surnoms de règne (*al-Mansûr* : celui à qui Dieu donne la victoire) – comme bénéficiaires d'une assistance divine, les califes abbassides virent sous leur domination l'ancien « Empire arabe » se transformer sous l'effet de causes complexes ; celles-ci agirent de manière différente à mesure que la situation sociale évoluait. Mais déjà leur accession au trône avait été marquée par le déplacement du centre de gravité de l'Empire, devenu plus asiatique que méditerranéen ; ils s'installèrent en effet, aussitôt après leur victoire, en Irak et c'est là que le deuxième calife al-Mansûr fonda en 762 la ville de Bagdad, la « ville du salut », qui devait être appelée à un développement remarquable, seulement interrompu durant la courte période où les califes résidèrent à Samarra (836-892).

Ce développement correspondait à l'essor économique que connut un Empire qui faisait le lien entre l'Asie centrale et l'Extrême-Orient d'une part, l'Europe orientale et occidentale d'autre part. Il s'accompagna aussi d'une floraison intellectuelle et littéraire qui fit de cette époque, sinon un âge d'or, du moins l'âge où la civilisation arabo-islamique fixa ses traits dominants et détermina des composantes qui, par la suite, évoluèrent différemment selon les régions.

Deux règnes méritent d'être particulièrement mentionnés ici : – d'abord celui de Haroun al-Rashîd

(786-809) qui, entouré de ses fidèles ministres, les Barmakides, dont il se débarrassa brutalement au bout de dix-sept ans, laissa une réputation peut-être injuste de souverain autocrate et inquiet, menant une vie de luxe dans de somptueux palais ; – puis celui d'al-Ma'mûn (813-833), qui fut le premier à encourager les traductions d'ouvrages philosophiques grecs et à soutenir l'école de théologie rationalisante que représentait le mu'tazilisme ; ce fut lui aussi qui conçut le projet hardi de laisser le califat à un descendant de 'Ali, projet qui, loin de rallier l'ensemble des esprits comme il l'espérait sans doute, ne fit que raviver les querelles politico-religieuses. Ces deux souverains d'un État moins profondément arabe que l'Empire omayyade n'en méritent pas moins d'être considérés, pour leur personnalité, leur culture et leur situation de « califes » d'un Empire arabo-islamique en pleine vitalité, comme les représentants de l'« arabité » dont le triomphe se confondait alors totalement avec celui de la religion et de la civilisation islamiques.

## II. Déclin du pouvoir califien et démembrement de l'Empire

L'autorité des califes abbassides, qui n'avait jamais reposé sur des bases véritablement stables, commença dès le milieu du ix<sup>e</sup> siècle à connaître le déclin. L'un des facteurs en fut la constitution, au début de ce siècle, d'une garde de mercenaires esclaves de race turque où les souverains espéraient trouver une troupe solide, à la fidélité sans défaillance. Pour mieux s'isoler sous la protection de cette garde dont la présence à Bagdad provoqua des incidents, le calife al-Mu'tasim transporta même en 836 sa résidence à Samarra, où les Turcs furent installés dans des quartiers qui leur étaient propres, sans avoir la possibilité de fréquenter la population locale, ni d'épouser des femmes autres que les esclaves turques que le calife avait fait venir à leur intention. Mais une fois cette importante garnison militaire casernée à l'écart des autochtones, dans les alentours mêmes du palais califien, le calme ne régna point davantage et les émirs turcs, imposant au contraire bientôt leur propre loi, firent et défirent les califes au gré des intrigues du moment, auxquelles leurs chefs s'étaient très vite mêlés.

Certes une réaction se dessina et, après le retour du calife al-Mu'tamid à Bagdad en 892 et l'effort de réorganisation mené par son successeur al-Mu'tadid, les émirs turcs se montrèrent moins arrogants, mais le calme resta relatif. Le calife al-Muktadir était devenu le jouet de vizirs qu'il se contentait de révoquer fréquemment pour tenter de démontrer son autorité. Les difficultés financières, dues aux expéditions coûteuses que le pouvoir avait été obligé de mener contre des révoltés divers, accentuées encore par les dépenses somptuaires de la cour, mirent finalement le souverain abbasside à la merci des gouverneurs de provinces qui fournissaient au trésor central l'essentiel de ses ressources.

Ce fut ainsi qu'en 936 l'un de ces gouverneurs reçut le titre de « grand émir » (*amîr al-umarâ'*) avec une délégation très étendue de la part du calife, qui lui permettait de commander à l'ensemble des troupes, d'être en même temps chargé de la direction des services financiers, de nommer aussi à la plupart des offices. Le premier de ces grands émirs, Ibn Râ'ik, était d'origine khazare ; d'autres furent Turcs ; d'autres encore, Arabes, appartenaient à la famille des Hamdanides qui s'était établie en Haute-Mésopotamie. Mais rapidement un émir iranien de la famille des Bouyides s'empara de la fonction qui allait ensuite rester pendant plus d'un siècle, de 945 à 1055, entre les mains de ses descendants ou parents. Le pouvoir de la dynastie arabe des Abbassides devait être ainsi, pendant

cette période, presque réduit à néant, tandis que les émirs bouyides contrôlaient non seulement l'Iran, mais aussi l'Irak où le calife ne conservait que de très minces privilèges.

Quand, au début du xi<sup>e</sup> siècle, les Turcs seldjoukides apparurent à leur tour sur la scène, il y avait déjà longtemps que l'Empire, à la tête duquel se trouvait le calife et qui n'avait d'ailleurs jamais été totalement unifié ni centralisé, était en fait démembré. Un certain nombre de provinces s'en étaient détachées ou bien avaient conquis une relative indépendance, tout en continuant à reconnaître l'autorité lointaine du calife et à faire culturellement partie du monde arabo-islamique, et l'arabe y avait perdu sa totale suprématie linguistique. Le phénomène s'était d'abord manifesté avec succès dans les régions de l'Espagne et du Maghreb dont l'éloignement favorisait les vellétés d'indépendance, comme nous le verrons plus loin. Il agitait aussi les provinces orientales dont les marches extrêmes, aux confins de l'Iran et de la Transoxiane, ne se montraient pas plus calmes que les territoires situés aux frontières de l'Occident chrétien.

Des insurrections avaient ainsi troublé le Khorasan dès les règnes des premiers califes abbassides, dans cette région où l'occupation arabe n'avait jamais entraîné que l'installation de faibles groupes tribaux. Le sentiment particulariste qui les animait fut, en un sens, bientôt renforcé par l'attitude du futur calife al-Ma'mûn, fils d'une concubine persane et gouverneur à Merv des provinces orientales avant de prétendre au trône califien. La guerre civile qui éclata entre lui et son frère al-Amîn et qui résultait d'une conjoncture politique précise fut, en effet, marquée de l'antagonisme qui existait alors entre Arabes et Iraniens, contribuant par son succès même à inspirer aux Iraniens d'ultérieures vellétés d'émancipation. Celles-ci se manifestèrent dès 821 lorsqu'un certain Tâhir, ancien officier d'al-Ma'mûn, qui avait pris une part active aux opérations contre al-Amîn devint gouverneur du Khorasan. Son fils Talha, qui lui succéda, put conserver et léguer à sa famille la charge de gouverneur de la province. Une dynastie non arabe s'était de ce fait constituée et jouissait, à l'orient de l'Empire, d'une autonomie financière rappelant celle dont jouissaient alors en Occident les Aghlabides d'Ifrikiya.

Lorsque les Tahirides disparurent (873), ce fut pour céder la place à un certain Ya'kûb al-Saffâr « le chaudronnier », qui s'était établi au Sistan avant d'étendre par la force son autorité sur le Khorasan. Ya'kûb, comme l'indique son épithète, était d'origine locale modeste et sa force militaire paraît avoir reposé d'abord sur une sorte de milice populaire, recrutée dans une région déshéritée et soutenue par le mouvement kharidjite. Son autorité n'en fut pas moins reconnue par le calife : les Saffarides, de loyauté douteuse à l'égard du pouvoir abbasside, restèrent maîtres des provinces orientales jusqu'à ce qu'ils fussent, au début du x<sup>e</sup> siècle, éliminés par une dynastie qui allait connaître à son tour un rapide essor. Il s'agissait des Samanides, Iraniens issus d'une famille de grands propriétaires et officiellement intronisés, à leurs débuts, par le calife comme gouverneurs de la Transoxiane dont ils assumaient la défense contre les incursions turques.

Même dans un pays aussi proche du centre de l'Empire que l'Égypte, de petits dynastes de race étrangère avaient également tenté de s'émanciper à la fin du ix<sup>e</sup> siècle. En 877, un officier turc nommé Ahmad ibn Tûlûn, qui avait d'abord été suppléant du gouverneur, s'empara ainsi de la province à la faveur de la révolte servile du bas Irak et des troubles qui s'ensuivirent ; il étendit son autorité sur la Syrie, revendiqua l'autonomie financière et la possession de ses domaines à titre héréditaire. S'il prétendait, ce faisant, défendre les droits du calife régnant contre les prétentions de

son frère et régent, il n'en poursuivait pas moins une politique personnelle de semi-indépendance dans des régions facilement hostiles à la domination irakienne. Il se constitua ainsi une forte armée locale, bâtit une résidence royale au voisinage d'al-Fustat et se comporta en vrai souverain en attendant qu'un nouveau calife, en 896, fit réoccuper par ses troupes la Syrie et l'Égypte. L'expérience toulounide avait duré jusqu'à ce que le pouvoir central eût pu lever la menace que la révolte des Zanj avait fait peser sur tout le bas Irak de 869 à 883, reflétant en quelque sorte l'état de trouble endémique apporté, dans la société abbasside, par la présence d'éléments non arabes.

Les éléments d'origine arabe n'étaient cependant pas eux-mêmes plus dociles. Témoins ces bédouins d'Arabie qui vinrent grossir les rangs des fameux Karmates. Ces derniers, animés par l'esprit révolutionnaire isma'ilien, fomentèrent des révoltes, d'abord en Syrie et dans le bas Irak au début du x<sup>e</sup> siècle, puis en Arabie où ils attaquaient les caravanes de pèlerins et où ils fondèrent au Bahreïn un petit État indépendant. Un de leurs chefs, Abû Sa'îd, régna dans cette région de 894 à 913 et y organisa une communauté où les prescriptions de la Loi islamique n'étaient plus toutes observées. Considérés par certains musulmans comme des infidèles, ils n'hésitèrent pas, en 927, à faire en Irak une incursion qui les mena jusqu'aux portes de Bagdad, puis, en 929, à attaquer La Mekke où ils s'emparèrent de la vénérable Pierre Noire, l'emportant avec eux pour ne la rendre que plusieurs années plus tard.

Ce furent aussi des éléments arabes – en principe du moins – qui fondèrent dès 909 en Ifrikiya un califat fatimide destiné à se transporter définitivement en Égypte à partir de 969. Les nouveaux souverains, dont le premier fut le « mahdi » 'Ubayd Allah, prétendaient à une origine arabe puisqu'ils se considéraient comme descendants de 'Ali et de Fâtima par le septième imam Ismâ'îl, ce qu'en fait rien ne prouve. La cause des imams cachés isma'iliens fut en tout cas défendue surtout par des propagandistes non arabes et les historiens modernes, prenant appui sur des accusations lancées à l'époque abbasside, se sont même demandé si le premier calife fatimide n'était pas le descendant du propagandiste Maymûn al-Kaddâh et si sa lignée ne remontait pas ainsi à un simple affranchi. D'autres se contentent d'admettre que seul le second calife, al-Kâ'im, appartenait vraiment à la descendance d'Ismâ'îl. Le problème est complexe ; mais le fait même de s'affirmer, à tort ou à raison, comme purement Arabes de race marqua ces doctrinaires qui réclamaient pour eux-mêmes une position d'interprètes par excellence de la Loi islamique, munis de pouvoirs qu'ils étaient censés recevoir uniquement de leurs prédécesseurs, sans avis concurrent du peuple ni des docteurs. D'où un renforcement de l'aspect aristocratique du régime islamique, qui heurta les sentiments d'une bonne partie des populations parmi lesquelles ils entendaient diffuser leur idéologie et qui entraîna pour eux bien souvent le recours à la force.

Matériellement le régime fatimide ne s'en maintint pas moins en Égypte près de deux siècles (969-1171) et il eut pour effet de donner à ce pays profondément arabisé une importance nouvelle dans le Proche-Orient islamique. Tout d'abord les califes fondèrent, dès leur arrivée, une ville résidentielle qui prit le nom d'al-Kahira (Le Caire) et qui, après être restée dans les premiers temps distincte de l'ancienne cité commerçante d'al-Fustat, s'étendit par la suite jusqu'à devenir une des plus grandes métropoles islamiques. Ensuite l'Égypte, sous leur domination, attira une partie du commerce qui passait auparavant par Bagdad et le fit transiter par sa capitale. Nombre de produits venant d'Extrême-Orient ou de l'Inde par l'océan Indien pour être transmis, soit directement, soit indirectement, à des négociants occidentaux arrivèrent ainsi au Caire qui joua également un rôle

d'important centre intellectuel. C'était dans la nouvelle mosquée al-Azhar, puis dans un bâtiment spécialisé proche du Palais et appelé « maison de la Sagesse » (*bayt al-hikma*), que l'enseignement de la doctrine isma'ïlienne était prodigué aux non-initiés.

Après une période de prospérité triomphante, l'État fatimide se trouva affaibli, au milieu du xi<sup>e</sup> siècle, par la dissidence des gouverneurs zirides d'Ifrikiya contre qui il se résolut à envoyer, vers 1052, des bandes d'Arabes nomades, appartenant aux Banu Hilâl et jusque-là cantonnés dans le sud de l'Égypte. Même l'énergie d'éminents vizirs tels que l'Arménien converti Badr al-Djamâli (1073-1094) ne put que maintenir provisoirement une situation détériorée sur les frontières syriennes par les attaques des envahisseurs turcomans, minée en outre par les luttes entre divers groupes de mercenaires rivaux et d'origine ethnique différente. Les efforts de Badr et ceux de son fils al-Afdal n'auraient peut-être même pas retardé l'effondrement de la dynastie si, entre-temps, n'étaient arrivés d'Occident les Croisés qui, en attaquant les principautés syriennes d'obédience seldjoukide, sauvèrent pour un siècle l'Égypte fatimide face au nouvel Empire turc étendu de l'Iran à l'Anatolie.

En Orient en effet les Samanides, qui avaient réussi pendant tout le x<sup>e</sup> siècle à maintenir leur domination sur la Transoxiane et le Khorasan, avaient été alors obligés de céder la place à de nouveaux venus, de race turque, qu'ils avaient d'abord pris à leur service pour défendre leurs frontières septentrionales et qui avaient réussi bien vite à s'émanciper. Un officier du nom de Subuktegin, qui exerçait les fonctions de gouverneur dans l'actuel Afghanistan, avait été le premier à rejeter la suzeraineté de ses anciens maîtres et à fonder ainsi une dynastie connue sous le nom de « ghaznévide » en raison de son implantation à Ghazna. Son fils Mahmûd, qui régna de 998 à 1030, s'illustra par ses conquêtes en Inde du Nord et se tourna ensuite vers les possessions des Samanides qu'il réussit à éliminer vers l'année 1005. Ayant occupé le Khorasan, il marcha ainsi vers l'ouest où il s'empara en 1029 de la ville de Rayy, sur le site de l'actuel Téhéran, à l'heure où d'autres Turcs, les Seldjoukides, étaient déjà entrés en scène sur les confins de la Transoxiane. L'essor de sa puissance, appuyé sur ses succès militaires, tenait aussi à sa position doctrinale, un attachement à l'idéal sunnite que ses successeurs conservèrent, permettant au calife de Bagdad de se montrer, dès lors, moins docile envers les émirs bouyides.

Ainsi en Orient, avec le démembrement de l'Empire, le calife se trouvait avoir affaire surtout à des émirs iraniens ou turcs dont il contribuait lui-même à encourager les ambitions. À peine comptait-on comme éléments arabes encore actifs les Hamdanides de la tribu de Taghlib, qui s'étaient rendus indépendants, au milieu du x<sup>e</sup> siècle, en Haute-Mésopotamie et firent alors de leur cour un foyer de résurgence des anciennes traditions. Le plus célèbre d'entre eux, le fameux Sayf al-Dawla, se rendit maître en 944 d'Alep et de la Syrie septentrionale pour y mener, durant plusieurs années, une lutte sans merci contre les Byzantins qui inquiétaient sa frontière ; il ne put empêcher le siège d'Alep en 962 ni le pillage de la ville basse, mais il fut célébré, pour ses exploits guerriers, par de grands panégyristes et chantres de l'arabisme comme les poètes al-Mutanabbi et Abû Firâs. Après sa mort ses descendants durent accepter le traité que Byzance imposa en 969 et qui lui rendait le territoire d'Antioche, avant que la Syrie du Nord tombât en 1015 sous une éphémère suzeraineté fatimide. C'était en réalité l'amorce d'un état de demi-anarchie qui démontrait, au début du xi<sup>e</sup> siècle, l'incapacité de la Syrie à échapper aux ingérences étrangères et à l'effet dévastateur des nouveaux pouvoirs militaires.

# III. La société de l'Empire arabo-islamique

Peut-on encore parler à cette époque et dans ces conditions d'une société arabe en Orient ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la plupart des territoires de cet Empire, à l'exception de l'Arabie, étaient à l'origine peuplés, ainsi que nous l'avons vu, de non-Arabs auxquels ne cessèrent de s'ajouter de nouveaux groupes étrangers introduits par les invasions asiatiques. Sans doute un pays comme la Syrie, où la population ancienne, de culture grecque, n'en était pas moins de langue sémitique, avait-elle offert un terrain de choix pour l'installation de clans arabes qui s'y étaient joints aux éléments autochtones, et la Mésopotamie avait-elle été aussi, à sa manière et en dépit de ses liens avec l'Iran, un creuset de rôle analogue. Mais l'implantation arabe avait été beaucoup moins dense dans les autres parties de l'Empire, comme l'Iran dont la composition ethnique ne fut guère modifiée, l'Égypte où subsistaient essentiellement des Coptes, le Maghreb où la quasi-totalité des habitants restait berbère, sans parler de l'Espagne qui constitua, dès le moment de son annexion à l'Empire, un pays à part.

D'un autre côté, les familles arabes elles-mêmes s'étaient transformées constamment dans leurs nouveaux milieux par le jeu des liens de clientèle, que les affranchis ainsi intégrés fussent d'anciens prisonniers de guerre, des tributaires convertis ou des esclaves achetés, parfois des concubines esclaves, ayant dans certaines conditions profité de l'affranchissement. Le phénomène eut des effets qu'il est difficile de mesurer mais dont on ne saurait nier au départ l'importance. Certes, les intéressés n'en avaient pas eux-mêmes toujours conscience et se glorifiaient volontiers de la pureté de leur ascendance, mais le courant contraire existait aussi, qui tendait à atténuer le prestige dont jouissaient par définition les membres de la race élue. Tel calife de l'ancien temps n'en vint-il point à proclamer que les « fils d'esclaves » étaient supérieurs aux « fils de mères arabes » ? À certains égards la société abbasside se reconnaissait elle-même comme une société mêlée, où divers éléments gardaient volontairement souvenir d'un passé étranger au monde arabo-islamique qu'ils se glorifiaient par ailleurs de représenter.

Aussi bien les privilèges dont les Arabes de souche avaient bénéficié durant l'époque omayyade s'étaient-ils peu à peu atténués sous les Abbassides. Le premier de ces privilèges, celui de constituer à eux seuls la force armée qui protégeait le calife et qui éventuellement participait aux expéditions de conquête, avait été déjà fortement battu en brèche, dès l'époque omayyade, dans des régions périphériques : les troupes musulmanes comptaient en Occident, par exemple, à peu près autant de Berbères que d'Arabes. Mieux maintenu en Orient, il n'en avait pas moins été altéré par le triomphe d'un mouvement abbasside qui comptait dans ses rangs autant de Khorasaniens iraniens, sinon plus, que d'Arabes. Dès lors l'armée arabe, recrutée auparavant dans les tribus des circonscriptions syriennes, perdit toute son importance et cette évolution progressive, mal connue en fait, se termina, selon les chroniques, au temps du calife al-Mu'tasim, donc au début du ix<sup>e</sup> siècle, lorsqu'on raya les Arabes des registres des troupes califiennes stationnées en Égypte.

Al-Mu'tasim fut de fait le premier calife à s'entourer de mercenaires esclaves, achetés comme tels et pour la plupart d'origine turque. Une milice servile constitua dès lors, selon une habitude adoptée ensuite ailleurs, le noyau de la garde califienne et même de l'armée abbasside, car les mercenaires s'accrurent rapidement en nombre, éliminant les militaires khorasaniens et leurs descendants qui

avaient soutenu jusqu'alors le califat. À ces Turcs se joignirent des Berbères et des Noirs, qui n'étaient peut-être pas aussi profondément étrangers au monde islamique que les Turcs, mais n'en agissaient pas moins comme des non-Arabes dépourvus de liens avec la population irakienne. Puis les émirs bouyides introduisirent à leur tour des mercenaires daylamites, c'est-à-dire iraniens, tandis que les califes fatimides d'Égypte recrutèrent surtout des Noirs et des « Slaves », c'est-à-dire des esclaves d'origine européenne qu'on trouvait également en Espagne. On sait, d'autre part, que, dans les provinces orientales, des émirs tels que les Samanides faisaient également appel à des mercenaires turcs de condition servile. On peut donc dire que dès le x<sup>e</sup> siècle les éléments arabes ne jouaient plus qu'un rôle très limité dans les forces armées, apparaissant seulement autour d'émirs de même race tels que les Hamdanides de Mossoul et d'Alep.

Dépourvus d'emplois militaires importants, les membres des grandes familles arabes ne détenaient pas davantage alors les postes de gouverneurs et s'en trouvaient écartés au profit de *mawâli* iraniens ou d'émirs turcs issus de la garde. À la cour califienne elle-même la qualité d'Arabe cessa de conférer un rang privilégié à partir d'un moment qu'il est difficile de définir avec précision, mais qui se situe vers le milieu du ix<sup>e</sup> siècle. La seule descendance qui eût réussi alors à préserver son individualité ainsi que son prestige était celle des membres de la « famille du Prophète », qui comprenait à la fois les descendants d'al-'Abbâs et ceux de 'Ali, les « Abbassides » et les « Alides » confondus dans l'appellation de Hashimides, puisque descendants d'Abû Hâshim, et ayant droit au titre de sharîfs ou « nobles ».

En fait les principales fonctions gouvernementales et administratives revenaient à des non-Arabes qualifiés pour ces divers offices, soit par leur connaissance des problèmes pratiques que l'apparition de l'islam n'avait pas profondément modifiés, soit par leur aptitude à assurer auprès des souverains un « service » qui demandait à la fois initiative et souplesse. Là encore la monarchie abbasside ne différait pas sensiblement dans son fonctionnement de la monarchie sassanide par exemple et les conseils prodigués aux courtisans par les anciens ouvrages de la littérature pehlevie restaient toujours valables. Leurs enseignements aidaient notamment à modeler le comportement d'administrateurs ou secrétaires d'origine iranienne, qui ne cachaient pas leurs sympathies pour la culture de leurs ancêtres, tandis que les descendants d'Arabes peuplaient davantage les milieux d'hommes de religion et certains cercles de lettrés ; il ne s'agissait là toutefois ni de règles établies ni même d'une constante situation de fait.

Les basses classes de la population étaient elles aussi, dans leur ensemble, non arabes, qu'il s'agît des paysans restés sur place depuis des siècles ou des artisans émigrés, le plus souvent, des campagnes environnantes dans les nouvelles métropoles islamiques. Les grands marchands, en revanche, appartenaient souvent à la race des conquérants et, parmi les navigateurs qui quittaient Basra pour se rendre en Extrême-Orient, par exemple, se trouvaient nombre d'Arabes, contribuant à affirmer, au-delà des limites de l'Empire, la vitalité d'un goût traditionnellement arabe du commerce et des voyages. Ainsi avons-nous affaire à l'époque abbasside, et principalement au centre de l'Empire arabo-islamique, à une société extrêmement composite mais profondément marquée d'arabisme. Les descendants des anciens conquérants n'y apparaissaient qu'en petit nombre et n'y exerçaient point nécessairement de fonctions de gouvernement. Ils y conservaient néanmoins une place de premier plan, par le prestige qui continuait de s'attacher à leur appartenance ethnique, largement et parfois indûment revendiquée, comme par le rôle qu'ils ne cessaient de jouer dans les

milieux urbains de marchands et de savants constituant par excellence la classe musulmane active. De là le caractère ambivalent d'une évolution destinée à autoriser, par la suite, à confondre les notions, en principe différentes, d'arabité et d'islamité.

## **IV. La culture et la civilisation du monde arabo-islamique**

La culture de type médiéval qui correspondait à une société aussi complexe, dans ses éléments de base et leurs volontés d'assimilations réciproques plus ou moins avouées, portait, elle aussi, une marque à la fois islamique et arabe qui en assurait l'unité. Elle avait été, d'abord, d'expression uniquement arabe et les parlers régionaux des pays conquis avaient dû s'effacer en tant que langues de culture devant la langue de l'islam : le syriaque n'était resté que pour un temps utilisé, par une petite minorité de savants, à l'intérieur d'un groupe en régression, tandis que la langue iranienne populaire, toujours usitée en Iran, n'y gardait pas plus d'existence écrite que le berbère au Maghreb ou le roman dans l'Espagne musulmane.

Aussi bien la langue arabe s'était-elle d'abord imposée comme une langue religieuse et liturgique de valeur incomparable : la révélation avait été transmise en arabe, nous l'avons dit plus haut, sans qu'aucune traduction ne fût en principe envisagée ; la perfection stylistique du Coran était considérée comme inimitable et constituait la preuve même de l'authenticité de son message. De ce fait les sciences qui avaient pour objectif de faire comprendre le texte révélé, de l'interpréter, de le commenter et d'élaborer, d'une part, une doctrine religieuse et, de l'autre, un code juridique et cultuel, ne pouvaient se servir que de l'arabe. Mais, l'arabe étant en outre la langue des premiers maîtres de l'Empire ainsi que de leur administration, la production littéraire de toute nature, profane aussi bien que religieuse, ne pouvait qu'y avoir recours. Sa suprématie comme véhicule de toute pensée fut d'abord unanimement reconnue et un savant d'origine iranienne tel qu'al-Bîrûni, qui vécut au xi<sup>e</sup> siècle, en vantait encore l'utilité pour le développement de la science universelle.

Remarquons toutefois que la culture arabo-islamique à laquelle la langue arabe servait ainsi de moyen d'expression présentait, à côté d'héritages proprement arabes, les traces d'influences assignables à des cultures, soit étrangères, soit antérieures à l'islam. De même est-il évident que les artisans de son essor furent, bien souvent, les nombreux non-Arabes qui contribuèrent à développer certains de ses aspects les plus caractéristiques. D'où les effets concurrents qu'y exercèrent, dans les premiers temps, deux tendances opposées.

La première explique que l'on doit relier, à une tradition proprement arabe, les œuvres que laissèrent alors des poètes, conteurs, orateurs, compilateurs de récits distrayants ou spécialistes des sciences religieuses. On sait que la poésie avait été cultivée en Arabie, dès l'époque de Muhammad et sans doute plus anciennement, par d'authentiques Arabes utilisant une forme de prosodie particulière et pratiquant l'exploitation de certains thèmes qui alliaient le lyrisme amoureux à la satire ou au panégyrique. Ces genres restèrent en faveur à l'époque omayyade et à l'époque abbasside où les mirent souvent en œuvre des poètes de souche arabe, tandis que l'on travaillait à en assouplir les cadres primitifs et à y introduire des thèmes correspondant à la vie raffinée des centres

urbains. De même façon une tradition arabe anima très tôt les harangues officielles, de caractère politique ou religieux, dont le texte a parfois été conservé et qui donnent une idée de l'éloquence de l'époque. Elle vivait aussi dans les anecdotes les plus anciennes, même si celles-ci furent recueillies tardivement, et dans les premiers travaux consacrés à la Loi islamique, qui furent le fait de savants généralement arabes et hidjaziens. Parmi ceux-ci se distinguèrent des juristes comme Mâlik et, plus tard, al-Shâfi'i, qui furent ensuite relayés par des non-Arabes le plus souvent, tels le fameux al-Bukhâri faisant face à l'Arabe Ibn Hanbal, ou encore le grand Abû Hanîfa, fondateur de l'école juridique hanafite.

D'un autre côté se transmettait en arabe le patrimoine de cultures non arabes dont certains Iraniens notamment, tout en ayant adopté l'arabe comme moyen d'expression, restaient imprégnés au point de s'en réclamer ouvertement et d'y voir l'objet de leur principale fierté. L'exemple classique est celui d'Ibn al-Mukaffâ' qui avait traduit en arabe le livre de *Kalîla wa-Dimna*, version iranienne des *Fables de Bidpai*, et composé lui-même des conseils aux courtisans et aux souverains s'inspirant directement de la littérature didactique pehlevie. Qu'il s'agît comme lui de nouveaux convertis à l'islam ou d'Iraniens restés adeptes du zoroastrisme, tous avaient le désir de fonder la culture nouvelle du monde arabo-islamique sur l'acquis de la littérature iranienne antérieure et contribuèrent donc à faire naître, à l'époque abbasside, le mouvement qu'on appela shu'ubite. Ce qui n'alla point ensuite sans provoquer, chez les partisans de la culture arabe tels que le fameux al-Djâhiz (mort en 869) qui n'était pourtant pas lui-même d'origine arabe, une violente réaction d'opposition. À la fin du ix<sup>e</sup> siècle toutefois la crise était surmontée : un Ibn Kutayba (mort en 889) avait intégré, dans les modes de penser arabo-islamiques, l'héritage indo-iranien auquel il avait joint, après al-Djâhiz, les richesses d'un héritage hellénistique plus difficile à définir ainsi que les effets d'un autre courant qu'on a pu appeler judéo-chrétien. Par la suite un moraliste tel que l'Iranien Miskawayh devait faire, au xi<sup>e</sup> siècle, une place, au sein de la sagesse éternelle patronnée par l'islam, aux sagesse anciennes, grecque et indo-iranienne, qu'il voulait associer à la sagesse héritée des Arabes.

Ainsi l'existence de tendances culturelles distinctes et par moments opposées, dont les représentants aimaient à puiser chacun dans leur propre patrimoine, n'avait pas empêché Arabes et non-Arabes de participer les uns et les autres à l'élaboration d'une littérature arabe d'époque islamique en elle-même originale. La part respective que les uns et les autres y prirent reste impossible à déterminer avec certitude ; mais l'attitude même des non-Arabes suffit à montrer combien les peuples conquis avaient été largement, à cette époque, arabisés. L'épithète « arabe » mérite ainsi d'être conservée à un monde abbasside où les Arabes de souche certes n'étaient plus qu'une minorité ethnique, mais où la volonté de promouvoir une culture arabe restait le fait de toutes les diverses provinces de l'Empire.

L'unité culturelle ainsi affirmée tenait aussi à une organisation matérielle profondément semblable à elle-même d'une des extrémités de cet Empire à l'autre, étroitement liée en tout cas à ses institutions. L'ordonnance des villes, leurs grandes mosquées, leurs somptueux palais, leurs rues commerçantes, avaient été modelés à la fois par les prescriptions religieuses (rites de la Prière, enseignement de la Loi), par les habitudes de souverains autocrates et épris de magnificence, par les coutumes d'une vie populaire islamisée ainsi que par des nécessités économiques communes à presque tous les territoires dans lesquels l'islam s'était répandu. De même en allait-il pour un paysage non urbain où dominait la steppe et où les travaux d'irrigation, variables selon les pays, étaient partout

indispensables à la prospérité des grandes régions agricoles, avec transmission des procédés d'une région à l'autre et, semble-t-il, de l'Orient vers l'Occident. Par ailleurs, l'immensité d'un Empire qui se trouvait en contact avec l'Europe médiévale, d'une part, avec l'Asie centrale et l'Extrême-Orient, d'autre part, favorisait le grand commerce, si bien que les villes n'étaient pas seulement des centres de fabrication artisanale où se vendaient des produits locaux raffinés, mais aussi des relais de caravanes et des entrepôts où se rencontraient les marchandises les plus lointaines. Les techniques utilisées, tant dans la construction que dans les diverses fabrications artisanales ou dans l'agriculture, avaient été héritées du monde antique, mais souvent notablement perfectionnées, et atteignaient un niveau que l'Occident, à l'époque des croisades, ne connaissait pas encore.

Caractérisé ainsi par sa culture et sa civilisation matérielle, le monde arabo-islamique l'était aussi par son art, qui ne devait pratiquement rien aux habitudes proprement arabes, inexistantes en ce domaine, mais qui avait su adapter aux exigences de la nouvelle société arabisée les traditions artistiques antérieures. Ainsi étaient nés les types monumentaux de la grande mosquée et du palais, bientôt suivis de ceux de la madrasa ou collège, du couvent et du mausolée. Ainsi naquit aussi une ornementation faisant une place presque exclusive aux motifs d'origine géométrique ou florale, évitant autant que possible les représentations figurées réprouvées par la tradition religieuse, mais assurant surtout la prééminence des variations décoratives empruntées aux graphismes arabes.

Un tel art mérite d'être appelé arabo-islamique parce qu'il fut le produit de la civilisation arabo-islamique et qu'il exerça, en tant que symbole raffiné de cette civilisation, une fascination certaine sur les populations se trouvant en contact direct avec le monde de l'islam. Mais les variantes qu'il présentait selon les régions, et qui ne firent que s'accroître aux époques postérieures, suffirent à expliquer le phénomène de définition restrictive en fonction duquel on arrivera plus tard à isoler, parmi les manifestations locales de cet art d'empire, les formules artistiques des seuls pays arabophones, volontairement séparées, par la montée des nationalismes, de celles qui évoluaient parallèlement dans les pays se réclamant désormais de leur caractère turc ou iranien.

# Chapitre V

## L'Occident Arabe du VIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle

### I. L'Occident arabo-islamique jusqu'au milieu du XI<sup>e</sup> siècle

On a vu précédemment comment les conquérants arabo-musulmans du vii<sup>e</sup> siècle s'étaient progressivement rendus maîtres du Maghreb, puis de la péninsule Ibérique presque tout entière, régions qui firent partie de l'Empire arabe des Omayyades. Dès le début de l'époque abbasside, le califat d'Orient, qui éprouvait de grandes difficultés du côté des territoires iraniens, eut encore plus de mal à contrôler les provinces occidentales où la population autochtone avait conservé son particularisme et où les conditions naturelles aidèrent à la constitution d'États plus ou moins autonomes.

La province islamisée d'al-Andalus, qui se trouvait plus que toute autre à l'abri des interventions armées du pouvoir central, se détacha de l'Empire peu après l'avènement de la dynastie abbasside, lorsqu'un survivant de la famille omayyade eut réussi à s'y faire reconnaître émir. Ce petit-fils du calife syrien Hishâm s'empara en 756 de la ville de Cordoue et se conduisit dès lors en Espagne comme un souverain indépendant, tout en poursuivant l'œuvre d'arabisation et d'orientalisation d'un pays où la nouvelle famille régnante allait essayer de recréer avec nostalgie l'ambiance de la Syrie perdue. Il réussit à léguer son pouvoir à son fils et à fonder ainsi une dynastie omayyade d'Espagne destinée à se perpétuer jusqu'au début du xi<sup>e</sup> siècle, à se faire longtemps respecter des États chrétiens rivaux subsistant dans la péninsule et à poursuivre sur le sol d'Afrique certains aspects de sa politique de suprématie.

Les liens directs avec l'autorité califienne abbasside s'étaient parallèlement relâchés au Maghreb, sous l'effet notamment des entreprises de rebelles réfugiés de l'Orient. Dès 761 était né un État indépendant kharijite lorsqu'un chef d'origine iranienne, nommé 'Abd Allâh ibn Rustum, eut fondé une principauté ayant pour capitale la localité de Tahart, proche de l'actuelle Alger. Peu après un alide nommé Idrîs, d'ascendance authentiquement arabe par conséquent, avait organisé dans le Maghreb extrême correspondant à l'actuel Maroc un émirat dissident ; il implanta près de l'ancienne Volubilis, en 789, une ville nouvelle à laquelle son fils adjoignit bientôt, sur l'autre rive d'un petit cours d'eau, une seconde cité : Fès, née de leur réunion, se développa très vite.

Quant à la partie orientale du Maghreb appelée un peu plus tard Ifrikiya, transposition arabe du latin *Africa*, elle connaissait l'essor de successives dynasties prétendant elles aussi à l'indépendance. Tout

d'abord le fils d'un officier khorassanien qui avait participé aux expéditions militaires califiennes menées au Maghreb avait obtenu en 800 du calife Hârûn al-Rashîd que celui-ci lui concédât l'émirat de la région de Kairouan à titre héréditaire moyennant un tribut annuel. Ainsi fut créée la petite dynastie des Aghlabides – désignée du nom de son fondateur Ibrâhîm ibn al-Aghlab –, qui régna pendant un siècle et jouit d'une autonomie quasi complète tout en protégeant le monde arabo-islamique contre les entreprises des Berbères et en reculant même ses limites par quelques conquêtes : elle s'empara en effet de la Sicile ainsi que de Malte et attaqua à mainte reprise les ports de la côte italienne, sans parvenir à s'y installer toutefois de façon définitive.

Ce fut ensuite le triomphe, dans la même région, de propagandistes isma'iliens, venus de Syrie à la fin du ix<sup>e</sup> siècle, qui devaient être à l'origine du califat fatimide qu'ils fondèrent après avoir gagné à leur cause les Berbères de la tribu Kutâma. Le régime ainsi établi en Ifrikiya avant d'essayer de se transporter en Égypte, et dont on a déjà vu quelles étaient l'orientation religieuse et les prétentions, n'imposa pas sans peine son autorité sur les populations du Maghreb. Certes, le royaume de Tahart fut rapidement éliminé et les Idrissides de Fès durent également reconnaître la suzeraineté fatimide qui, en fait, s'exerça de façon intermittente dans une région exposée aux entreprises des souverains d'al-Andalus. Mais l'Empire fatimide qui, au milieu du x<sup>e</sup> siècle, s'étendait à l'ensemble du Maghreb et même à la Sicile ne cessa de rencontrer en Ifrikiya des résistances dues à la fois aux divergences religieuses et aux différences ethniques. Le deuxième calife al-Kâ'im notamment se heurta à la révolte des tribus berbères de l'Aurès, qui lui reprochaient la lourdeur de son système fiscal. Le chef de la révolte, nommé Abû Yazîd et connu dans l'histoire sous le nom de « l'homme à l'âne », réussit à prendre et à piller Kairouan en 944 ; puis il parvint à bloquer dans al-Mahdiya, la « ville du Mahdi », le calife al-Kâ'im qui y mourut avant que son fils eût pu dégager la région de Sousse et mettre fin à la rébellion. Aussi les souverains n'hésitèrent-ils pas à quitter le pays pour l'Égypte dès qu'ils eurent réussi, à la fin du x<sup>e</sup> siècle, à annexer cette province.

Ce transfert fut assorti de l'installation en Ifrikiya, comme représentants des califes fatimides, d'émirs berbères ayant obtenu le privilège de transmettre leur charge à leurs descendants. Ces émirs dits zirides, du nom d'un chef berbère nommé Zîrî qui avait été au service du calife, gouvernèrent la province où ils bénéficiaient d'une certaine autonomie. Mais leur autorité ne s'étendait pratiquement pas au Maghreb central où les Fatimides avaient encouragé une autre dynastie locale, celle des Hammadides, cousins des Zirides, qui avaient pour capitale la Qal'a des Banû Hammâd dans la région de Bougie. Plus à l'ouest encore le Maghreb extrême était passé vers 980 dans l'orbite du califat de Cordoue.

Les émirs zirides essayèrent d'améliorer leur position dans le pays en se conciliant les docteurs malikites de Kairouan, toujours hostiles au régime chiite. Gagnés eux-mêmes à cette cause, ils finirent en 1046 par rejeter la suzeraineté de leurs anciens maîtres fatimides et lui substituer celle du calife abbasside de Bagdad. Les Fatimides répondirent à cette initiative en lâchant sur l'Ifrikiya, vers 1052, les bandes pillardes des Banû Hilâl qui jusque-là parcouraient des territoires de l'Égypte méridionale où ils se montraient très turbulents. Cette invasion subite obligea l'émir ziride à obtempérer, pour peu de temps néanmoins, car l'affaiblissement du régime fatimide en Orient se faisait déjà sentir. Il restait à l'Ifrikiya le bilan négatif d'un épisode qui s'était traduit par une série de massacres et de dévastations. Certes, l'autre conséquence de l'invasion avait été d'installer en Ifrikiya des éléments étrangers y provoquant une nouvelle vague d'arabisation. Mais parallèlement

régressait la vie rurale et urbaine dans un pays dont les structures politiques semblent avoir été fragiles et certains historiens ultérieurs ont été en conséquence entraînés à considérer avec mépris l'action des tribus bédouines qui étaient venues perturber la vie du Maghreb. On peut toutefois se demander pourquoi les méfaits commis par les Hilaliens eurent dans ce pays des effets économiquement plus durables – apparemment – que les actes commis en Orient par d'autres nomades tout aussi ravageurs.

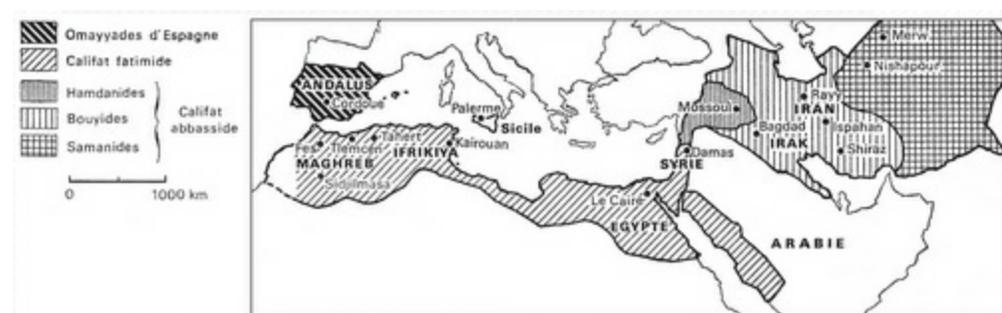
## II. L'épanouissement de l'Espagne arabo-islamique

De son côté, l'État qui s'était constitué en Espagne dès le <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle sous l'impulsion du premier émir indépendant, prince arabe réfugié de l'Orient, avait maintenu son siège à Cordoue, loin de l'ancienne capitale visigothique de Tolède, et continué d'affirmer sa rupture avec la tradition locale antérieure. Son développement correspondit à un renforcement constant de la domination arabo-islamique sur cette province, à mesure que s'y succédaient des apports orientaux y assurant également la permanence des traditions proprement omayyades et syriennes. Le régime n'en présentait pas moins certains traits semblables à ceux du gouvernement bagdadien à la même époque, à côté de particularités imputables à l'originalité du peuplement. C'est ainsi que les fonctions administratives, judiciaires et militaires n'y étaient pas totalement séparées les unes des autres et pouvaient être remplies successivement par de mêmes personnages qui passaient de l'une à l'autre, selon un processus extrêmement rare ailleurs. Le phénomène tient sans doute au fait que les non-Arabs étaient restés beaucoup plus longtemps qu'en Orient exclus des fonctions de caractère gouvernemental, réservées aux Arabes de l'entourage princier et de la cour. D'un autre côté, les Berbères, qui avaient participé, au même titre que les Arabes, à la conquête de la péninsule, étaient seuls admis au sein d'une armée dont les autochtones étaient maintenus à l'écart et dont le recrutement ne fit place que lentement aux mercenaires d'origine servile.

La population arabisée de l'Espagne musulmane, dont l'hétérogénéité n'était pas sans équivalent dans l'Empire, avait connu des étapes successives d'évolution qui nous sont mieux décrites qu'ailleurs. La répartition des diverses ethnies varia selon les époques et on sait notamment que les éléments arabes s'y intégrèrent par vagues successives. La première, au moment de la conquête, amena des groupes appartenant aux deux grandes tribus rivales, les Kays et les Kalb. Une seconde vague suivit, au début du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, l'arrivée d'un nouveau gouverneur, al-Thakafi. Puis vinrent, vers 740, les troupes arabes commandées par Baldj, chef militaire qui, après s'être heurté au Maghreb à la résistance de révoltés berbères, trouva refuge en Espagne où il prêta main-forte au gouverneur de l'époque, aux prises lui aussi avec une rébellion berbère. Les compagnons de Baldj, d'appartenance tribale diversifiée, provenaient des *djund* de Syrie où ils étaient auparavant établis : ils se virent dotés en Espagne de concessions foncières groupées dans des circonscriptions militaires qui rappelaient leurs précédentes implantations ; le contingent provenant de Damas fut établi dans le district d'Elvira, celui du Jourdain dans le district de Reïyo, celui de Palestine dans le district de Sidona, celui de Homs dans le district de Séville, celui de Kinnasrîn dans le district de Jaen, enfin les hommes venant d'Égypte reçurent des domaines dans l'Algarve, actuel Portugal méridional, et dans la région de

Murcie. En tant que bénéficiaires des revenus de ces domaines, ils étaient des combattants à tout moment mobilisables et reçurent l'appellation de *shâmi* « syriens » qui les distinguait des Arabes plus anciennement venus dans le pays et désignés dans les chroniques sous le nom de *baladi* « locaux ». Par la suite 'Abd al-Rahmân I<sup>er</sup> introduisit à son tour de nouveaux immigrants qui se joignirent aux autres.

Dans l'ensemble ces Arabes installés en Espagne se réservèrent les meilleures terres, dans les plaines et sur la côte, obligeant les Berbères à se contenter des régions montagneuses. Cela ne signifiait pas toutefois qu'ils les exploitaient eux-mêmes, mais qu'ils se réservaient la plus grosse part des revenus sur des domaines cultivés par leurs anciens occupants tandis qu'eux-mêmes vivaient dans les villes où ils occupaient diverses fonctions. Ils s'y trouvaient face aux Berbères qui étaient venus dès la conquête et dont certains, repartis pour le Maghreb au milieu du viii<sup>e</sup> siècle après l'échec de leur révolte, avaient été remplacés par d'autres de même origine, utilisés surtout comme soldats.



Le Monde arabo-islamique à la fin du X<sup>e</sup> siècle.

Les Berbères se mêlèrent parfois à une population locale où il y avait de nombreux convertis à l'islam, désignés généralement par le nom de *muwallad*, qui n'en continuaient pas moins à parler une langue romane et surent acquérir une grande influence dans la société arabo-islamique d'Espagne. Certains conservaient leurs noms qui les rendaient facilement reconnaissables, d'autres essayaient de se faire passer pour Arabes, d'autres aussi s'alliaient par mariage à des familles arabes. De la sorte, au bout de quelques générations, il devint de plus en plus difficile de distinguer, ici comme ailleurs, les authentiques Arabes des autochtones arabisés et islamisés, à côté de qui subsistaient des chrétiens et des juifs constituant des communautés relativement importantes. Ces « tributaires », que l'on appela mozarabes (de l'arabe *musta'rib* « s'efforçant de parler arabe »), jouissaient du même régime, à la fois tolérant et discriminatoire, que leurs frères habitant les autres régions du monde islamique. Mais il arriva à quelques-uns d'entre eux de se convertir à l'islam sous la pression des circonstances, puis de vouloir revenir ensuite à leur religion d'origine, ce qui les exposait aux condamnations sévères prévues par la Loi islamique à l'égard des apostats.

Les premiers émirs de Cordoue eurent fort à faire pour maintenir l'unité d'une province au peuplement si varié, y réprimer les troubles et en défendre le territoire contre les États chrétiens voisins. La situation devint cependant plus calme vers le milieu du ix<sup>e</sup> siècle où le souverain s'efforça d'améliorer l'organisation administrative, de développer la vie de cour, de protéger savants et lettrés et de rechercher, d'autre part, une problématique alliance avec Byzance contre les Abbassides. L'Espagne musulmane prit alors une nouvelle importance au sein du monde arabo-

islamique, affirmée lorsque l'émir 'Abd al-Rahmân III décida, en 929, de prendre le titre califien d' « émir des croyants ». Il semble que le déclin du califat de Bagdad, d'une part, l'apparition du califat « schismatique » des Fatimides en Ifrikiya, d'autre part, aient incité l'émir de Cordoue à prendre pareille décision.

Le nouveau défenseur de l'islam sunnite s'appliqua à galvaniser la population de l'Andalus contre les dangers intérieurs et extérieurs. Il entreprit diverses expéditions contre le Maghreb où il établit des « têtes de pont » et arracha pratiquement le nord du Maroc à l'influence fatimide, rétablissant ainsi les communications avec les régions aurifères du Sénégal. À l'intérieur les rivalités entre Arabes, Berbères et Andalous convertis ou non s'étaient estompées. L'émir avait réussi, au début de son règne, à mettre fin à une dangereuse révolte qui, en Andalousie orientale, faisait échec depuis plusieurs années à l'autorité centrale et introduit, tant pour le service du palais que pour les besoins de l'armée, des esclaves fidèles, généralement d'origine européenne, qu'on appelait « Esclavons » ou « Slaves » (en arabe *Sakâlîba*). Ces Esclavons, dont les premiers étaient arrivés dans la péninsule au cours du x<sup>e</sup> siècle, se virent confier, lorsqu'ils étaient affranchis, d'importantes fonctions dans le gouvernement, tandis que des esclaves noirs, venus d'Afrique, occupaient dans la société locale une place beaucoup plus réduite.

La culture arabe connut alors un nouveau développement sous l'impulsion de savants et lettrés orientaux de renom. Une importante bibliothèque fut installée à Cordoue. Des doctrines jusque-là peu répandues en Espagne, tant juridiques que théologiques ou mystiques, y firent leur apparition, ce qui n'alla pas sans provoquer quelques réactions de la part des docteurs fidèles, auparavant, à une seule école, le malikisme, et méfiants à l'égard de tous les courants qui leur paraissaient plus ou moins teintés de philosophie antique. L'islam arabe andalou continua ainsi au x<sup>e</sup> siècle à se présenter sous une forme beaucoup plus monolithique que l'islam oriental, en dépit des influences qui commençaient de s'exercer sur lui. Les sciences seules y prirent une avance due sans doute aux relations que le califat de Cordoue entretenait avec Byzance et qui permirent la circulation, dans le pays, de textes anciens aussi précieux que le texte original de la *Materia medica* de Dioscoride. De même l'art fut particulièrement florissant dans toute l'Espagne musulmane où la grande mosquée de Cordoue et la résidence califienne de Madinat al-Zahra en demeurent peut-être les plus éclatants témoignages.

Après les règnes si brillants de 'Abd al-Rahmân III et de son fils, se manifesta dans la civilisation arabo-islamique d'Espagne un déclin analogue à celui que connaissait le califat de Bagdad : faiblesse croissante des souverains, rivalités intérieures et luttes armées. Le résultat fut que bientôt la dynastie omayyade dut remettre la presque totalité de ses pouvoirs à des « maires du palais », équivalents locaux des « grands émirs » de l'Orient, dont le plus célèbre, l'Almanzor des Espagnols, se heurta à une vive opposition de la part de l'aristocratie arabe à laquelle pourtant il appartenait. Des séditions successives aboutirent en 1031 à la chute du califat. Le territoire d'al-Andalus fut alors divisé en une série de principautés dont l'essor consacra la fin de la domination arabe. Si en effet les Abbadides de Séville, les Houdides de Saragosse et les Amirides ou descendants d'Almanzor à Valence se réclamaient de cette appartenance, les autres dynastes étaient soit Berbères comme les Aftasides de Badajoz, les Dhou-l-nounides de Tolède, les Hammadides de Malaga ou les Zirides d'Elvira, soit même d'anciens Esclavons.

La période de démembrement n'en fut pas moins féconde du point de vue littéraire et artistique,

tandis que chaque capitale de principauté devenait un foyer actif et qu'une culture arabe teintée d'hispanisme survivait encore quelque temps à l'effondrement de la domination politique arabe. Ouvrages doctrinaux et traités scientifiques assuraient son prestige à côté de recueils de poésie qui substituaient à la poésie traditionnelle une poésie strophique puisant manifestement son origine dans le fonds hispanique. Mais les chrétiens, au cours du xi<sup>e</sup> siècle, se renforcèrent progressivement et, en 1085, s'emparèrent de Tolède, annonce de l'inexorable avance de la Reconquête que la venue des Almoravides, appelés par le roi arabe de Séville, ne put que temporairement retarder.

### **III. Le Maghreb et l'Espagne de la fin du XI<sup>e</sup> siècle au début du XVI<sup>e</sup> siècle**

Depuis le milieu du xi<sup>e</sup> siècle, le Maghreb extrême était dominé par un groupe berbère, celui des Lamtûna, appartenant à la tribu Sanhâdja d'où provenaient déjà les Zirides. D'un *ribât*, que ces Berbères auraient fondé dans le Sahara occidental et dont il reste vain de chercher à situer l'emplacement exact, sortirent les « gens du ribât », autrement dit les Almoravides qui, au nom de leur idéal musulman, se lancèrent dans des expéditions de guerre sainte, d'abord contre les Noirs, puis contre certaines tribus berbères du Maghreb, jusqu'à occuper l'ensemble du Maghreb extrême où ils fondèrent la ville de Marrakech en 1062. Le premier grand souverain venu de leurs rangs, qui prit le titre d'émir des musulmans (inférieur à celui d'« émir des croyants » que portait le calife), conquiert la ville de Fès, foyer arabo-islamique dont il développa l'activité intellectuelle et économique. Surtout il envahit le territoire menacé d'al-Andalus et se porta à la rencontre des chrétiens qu'il vainquit à Zallaca en 1086, arrêtant ainsi les entreprises d'Alphonse VI de Castille et annexant diverses principautés musulmanes d'Espagne dont les princes furent détrônés, parfois déportés au Maghreb. À sa mort, au tout début du xi<sup>e</sup> siècle, il laissait à son fils un vaste empire qui s'étendait à la fois sur l'Europe et l'Afrique, mais dont l'organisation resta fragile au milieu des offensives chrétiennes et des révoltes intérieures hispaniques. Les rapports étaient de fait difficiles entre les Andalous arabisés raffinés et les frustes Berbères qui les avaient soumis, ce qui n'empêcha pas les premiers d'exercer une durable influence dans tout l'Empire dans le domaine des lettres et des sciences religieuses comme dans celui de l'art et de l'architecture.

En 1130 cependant les Almoravides furent à leur tour assiégés à Marrakech par un nouveau groupe berbère que dirigeait le « mahdi » Ibn Tûmart, personnage d'origine berbère qui s'était initié en Orient aux doctrines de mystiques et de théologiens tels qu'al-Ghazâli. Revenu au Maghreb, il entreprit d'y rénover l'islam en prêchant la vraie doctrine de l'« unicité » divine (d'où le nom de ses compagnons, les Almohades, *al-muwahhidûn* ou « partisans de l'unicité ») en condamnant la théologie anthropomorphiste qui s'était jusque-là répandue dans les milieux malikites du Maghreb et en recommandant une stricte réforme des mœurs ; lui-même se considérait comme investi d'une mission quasi divine et se comportait à la façon d'un prophète à l'égard d'une communauté qui lui vouait une obéissance totale et qui était dirigée, selon la tradition, par des conseils hiérarchisés. Son pouvoir, de coloration d'abord religieuse, passa, à sa mort, à un successeur également berbère qui assura son autorité en prenant le titre d'émir des croyants et qui fonda une dynastie héréditaire. Ce

fut, à partir de 1145, la substitution à l'Empire almoravide d'un Empire almohade encore plus vaste dont les troupes pénétrèrent en Espagne, où elles occupèrent la partie occidentale du pays, et soumirent l'ensemble du Maghreb jusqu'à l'Ifrikiya, éliminant les dynasties hammadide et ziride, brisant la résistance des tribus arabes et chassant les Normands installés depuis peu dans certains ports. La politique ainsi amorcée triompha en dépit de quelques difficultés intérieures et en 1195 Abû Yûsuf, lançant une offensive dans le Nord, remporta sur les armées chrétiennes la victoire d'Alarcos.

La suprématie des Almohades correspondit alors à une étape brillante dans l'histoire de la civilisation maghrébine, elle-même partie intégrante de la civilisation arabo-islamique en dépit du rôle important qui y fut toujours dévolu aux éléments berbères. La paix qui régnait à l'époque, malgré un certain durcissement à l'égard des tributaires, favorisa l'essor économique, le développement des villes, notamment de Marrakech et de Fès, ainsi que l'activité religieuse, littéraire et intellectuelle. Les souverains almohades, moins rigoristes à certains points de vue que leurs devanciers, protégèrent médecins, philosophes, théologiens, chroniqueurs, poètes et laissèrent le soufisme se diffuser autour d'eux. Les monuments qu'ils édifièrent, tant au Maghreb extrême qu'en Espagne, recoururent aux effets d'un décor simple et majestueux, parfois un peu austère, qui marqua l'art islamique de la fin du xii<sup>e</sup> siècle en Occident.

Le régime almohade ne tarda point cependant à décliner et les armées musulmanes étaient vaincues dès 1212 en Espagne à Las Navas de Tolosa, tandis que le gouverneur hafside de l'Ifrikiya et le gouverneur 'abd al-wadide de Tlemcen se déclaraient un peu plus tard indépendants, annonçant les entreprises d'autres Berbères, les Mérinides, bientôt installés à Meknès, Fès et enfin Marrakech (1269). Dès lors le Maghreb était aux mains de trois dynasties berbères qui soumirent sans peine les tribus arabes de leur région et se disputèrent l'héritage des Almohades sans avoir, au demeurant, les intentions réformatrices de leurs prédécesseurs. Au long de leurs rivalités les Mérinides, qui avaient éliminé les Abd al-Wadides, se heurtèrent ensuite aux Hafsides avec qui ils s'étaient d'abord alliés et durent évacuer Tlemcen. Le Maghreb, durant le début du xiv<sup>e</sup> siècle, n'en conserva pas moins une sorte d'unité économique et intellectuelle qui devait lui permettre pendant quelques décennies d'affirmer son importance face à l'Europe. Ce fut l'époque du grand Ibn Khaldûn, dont les réflexions prouvent la relative vitalité des centres intellectuels que voulaient être les médersas fondées par les souverains mérinides et hafsides. Ce fut aussi l'époque du voyageur Ibn Battûta (1304-1369) qui fut un familier du souverain mérinide Abû 'Inân.

Dès la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, le régime mérinide commença de s'affaiblir, victime à la fois d'un déplacement des grandes voies commerciales, d'une crise d'autorité et d'attaques extérieures venues du royaume musulman de Grenade, de la Castille et enfin du Portugal qui s'empara de Ceuta en 1415. En 1471, le dernier Mérinide, déjà réduit à l'impuissance depuis de longues années, était chassé du pouvoir. L'anarchie qui régnait alors au Maghreb extrême, où le maraboutisme se développait avec une rapidité surprenante, favorisa la venue au pouvoir d'une nouvelle dynastie, arabe cette fois, celle des Sa'dides d'origine chérifienne, c'est-à-dire « descendants du Prophète », qui se chargèrent en premier lieu de lutter contre les entreprises portugaises et occupèrent les principaux ports de la côte Atlantique entre 1471 et 1515.

De son côté, l'Espagne avait connu, après la chute des Almohades, une nouvelle période marquée par l'organisation du royaume nasride autour de Grenade. Au début du xiii<sup>e</sup> siècle, les chrétiens avaient

progressé d'abord de façon spectaculaire, reprenant Valence en 1238, Cordoue en 1236, Jaen en 1245 et intégrant les régions ainsi reconquises à leurs nouveaux États. L'émir nasride Ibn al-Ahmar, d'origine arabe, qui s'installait à Grenade, dut accepter en 1237 de devenir le vassal du roi de Castille et, parmi les musulmans des régions tombées entre les mains des chrétiens, certains se réfugièrent à Grenade, tandis que d'autres émigraient, notamment vers la Tunisie. La majeure partie de l'ancienne population arabisée et islamisée d'al-Andalus n'en resta pas moins sur place, conservant sa religion, sa langue et son genre de vie : ce furent les Mudéjars qui perpétuèrent en terre chrétienne la civilisation et l'art arabo-islamiques.

Seul le royaume nasride demeurait, jusqu'à sa disparition en 1492, indépendant et d'autant plus florissant qu'il avait recueilli nombre de musulmans de toutes provinces, venus y grossir le nombre des artisans dans les villes et des cultivateurs dans les campagnes. En dépit des incursions périodiques auxquelles se livraient de part et d'autre les armées musulmanes et chrétiennes, il connut de longs moments de paix, surtout dans la deuxième moitié du xiv<sup>e</sup> siècle où furent élevés divers éléments du célèbre Alhambra, ce palais musulman typique dont la décoration un peu mièvre n'en constitue pas moins, grâce à sa perfection technique et esthétique, l'un des sommets de l'art islamique. Ce fut à la suite d'agressions réciproques qu'une offensive lancée au xv<sup>e</sup> siècle par son roi eut pour conséquence de déclencher un effort de reconquête chrétienne qui se termina par la prise de la ville. Le traité qui fut signé alors accordait certaines garanties aux vaincus. Mais cette politique de tolérance fut de courte durée ; de nombreux musulmans furent en fait amenés à se convertir au christianisme, des émeutes éclatèrent et, en 1502, l'ancienne population n'eut plus le choix qu'entre le baptême et l'émigration en Afrique. Beaucoup préférèrent l'exil et il n'y eut plus désormais de musulmans, de « Maures » dans le royaume de Grenade, mais seulement des convertis qu'on appela « Morisques ». Peu après, de semblables mesures étaient prises contre les « Mudéjars » vivant ailleurs dans la péninsule Ibérique où l'usage de la langue arabe ainsi que des noms arabes fut interdit. C'était la fin de l'Espagne musulmane arabisée. Un siècle plus tard les Morisques qui, tout en observant les rites chrétiens, avaient conservé leur foi et formaient des communautés distinctes, étaient à leur tour frappés d'expulsion et s'en allaient rejoindre les musulmans d'Afrique.

## IV. L'héritage arabe en Occident

Malgré la reconquête militaire, politique et religieuse, l'Espagne conserva l'empreinte de la civilisation arabo-islamique qui y avait connu une si longue floraison. Non seulement les toponymes ou les mots du vocabulaire courant y révèlent souvent une origine arabe, mais il faut faire état également des termes y désignant certaines institutions urbaines comme *zalmedina* « gouverneur », *alcalde* « juge » ou *almustacen* « contrôleur des marchés », pour ne citer que quelques exemples. C'est là sans doute le résultat de cette unification des modes de vie, au niveau des cours princières notamment, qui se fit sentir pendant toute la période où les roitelets musulmans furent en relation avec les rois chrétiens auxquels souvent ils étaient amenés à payer tribut. Les divertissements comportant chant et musique, qui avaient été si goûtés partout dans al-Andalus, furent alors imités et pratiqués en milieu chrétien ; par ce biais les modes arabes purent exercer une certaine influence sur l'art des troubadours dont les conceptions d'amour courtois semblent, en revanche, n'avoir eu qu'un lien très lointain avec les idées professées par les auteurs musulmans.

Certes, la littérature musulmane proprement religieuse ne pouvait trouver aucun écho véritable dans l'Espagne chrétienne, à l'exception peut-être de certains traités soufis que les mystiques chrétiens auraient connus et appréciés. Mais dans le domaine de la philosophie, de la science et de la littérature populaire, le pays recueillit un héritage arabo-musulman qui avait été illustré, aux xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles, par des auteurs aussi renommés qu'Ibn Bâja et Ibn Rushd, plus connus sous les noms d'Avenpace et d'Averroès. Les principaux ouvrages arabes de philosophes occidentaux, mais aussi orientaux, furent, au xii<sup>e</sup> siècle, traduits en latin par l'école des traducteurs qu'avait rassemblés à Tolède l'archevêque Raymond, ce qui permit aux théologiens chrétiens de se familiariser avec les doctrines des penseurs de l'Antiquité comme de l'islam et d'utiliser au besoin les méthodes de raisonnement que ces derniers avaient mises au point. Des traités scientifiques arabes furent aussi traduits, qui firent connaître au monde occidental les travaux des savants musulmans. Surtout apparut au xiii<sup>e</sup> siècle, notamment à l'époque du roi Alphonse X qui s'intéressait tout particulièrement à la culture arabe, une littérature de maximes morales ou philosophiques dont les sources islamiques sont indéniables ; de même le récit populaire de l'ascension de Muhammad, le *Kitâb al-mi'râj*, fut traduit en espagnol à la même époque, ce qui explique les analogies qu'on a depuis relevées entre ce texte et *La Divine Comédie* de Dante. Mais ce fut peut-être dans le domaine de l'art et de l'architecture que l'influence arabe se montra la plus remarquable. L'art dit mudéjar caractérisa des monuments chrétiens ou juifs réalisés par des artistes musulmans (couvents, églises, synagogues et palais des xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles) et à une époque postérieure, sous les Rois Catholiques, on vit encore ce style mudéjar, lié plus ou moins heureusement aux styles qui apparaissaient alors en Espagne, assurer le rayonnement de l'art hispano-mauresque au-delà des frontières de l'ancien monde arabe.

Ce rayonnement artistique et culturel s'exerça d'ailleurs par l'intermédiaire non seulement de l'Espagne mais aussi de la Sicile où de nombreux musulmans étaient restés dans l'île après la reconquête chrétienne et étaient appréciés des rois Normands pour le raffinement de leurs mœurs et de leur culture. Ce fut à l'instigation de Roger II qu'al-Idrîsi fit exécuter un planisphère en argent et écrivit son grand ouvrage de géographie qui contenait toutes les connaissances que l'on avait à cette époque sur le monde habité. Pendant un siècle environ la cour de Palerme vécut à l'heure orientale dans ses jeux de toutes sortes comme dans l'organisation de ses services gouvernementaux, les rois adoptant, à côté de leurs noms occidentaux, des titres arabes – tels qu'al-Mu'tazz bi-llah pour Roger II –, recourant aux services d'architectes et artistes musulmans auxquels ils confiaient le soin de bâtir et décorer leurs palais, faisant confectionner dans leurs ateliers officiels des robes d'apparat selon la coutume islamique et rédiger les diplômes dans les deux langues utilisées par leurs sujets. Il est évidemment difficile de savoir exactement quelles œuvres philosophiques, scientifiques ou même littéraires arabes furent alors transmises à l'Europe par ce canal ; mais il est certain que le syncrétisme culturel dont la Sicile fut le siège pendant plusieurs décennies laissa des traces importantes. Cette influence continua, fait remarquable, de se faire sentir à l'époque de Frédéric II qui avait pourtant, au début du xiii<sup>e</sup> siècle, entrepris d'enlever aux musulmans tout rôle politique – ce qui amena ces derniers à quitter en majorité l'île pour le Maghreb, l'Égypte ou l'Espagne –, mais qui ne s'en montra pas moins grand admirateur de la pensée arabo-islamique et d'œuvres dont il encouragea la traduction au risque de se faire taxer d'hérésie en pays chrétien.

Ainsi s'affirmait, dans son héritage laissé à l'Europe, la vitalité d'un monde arabo-islamique d'Occident dont la culture traditionnelle se perpétuait d'autre part dans un Maghreb berbère

profondément arabisé. À ces manifestations ne doit cependant pas être limité un chapitre de l'histoire des Arabes qui s'écrivit encore à travers la progression, dans l'Afrique noire, d'un islam et d'une culture arabes dont ces mêmes Berbères se montrèrent les plus ardents propagandistes : ils œuvrèrent notamment au sud du Maghreb, alors que la région du Tchad était islamisée au xi<sup>e</sup> siècle par des Arabes venus d'Égypte et que le Soudan était l'objet d'expéditions militaires plus tardives. Sous ces efforts divers apparurent bientôt, à Tombouctou et sur les bords du Niger, des foyers intellectuels où on étudiait sous la direction de savants maghrébins des ouvrages arabes touchant surtout les sciences religieuses. Leur rayonnement se manifesta dans des régions où les Arabes eux-mêmes n'avaient joué qu'un rôle très limité, tandis que, sur la côte orientale de l'Afrique, la pénétration de marchands musulmans se traduisait par une islamisation d'un caractère différent. Celle-ci aboutissait à la naissance de communautés surtout locales et peu arabisées qui répondaient, de l'autre côté de l'océan Indien, à celles que les liens commerciaux avaient fait naître, de même manière, dans les pays de l'Indonésie et de l'Orient extrême, réfractaires à toute véritable arabisation.

# Chapitre VI

## Arabes, Turcs et Mongols en Orient

### I. Seldjoukides et post-Seldjoukides

Tandis que dans l'Occident musulman du xi<sup>e</sup> siècle les Berbères se contentaient d'un rôle politique de plus en plus grand tout en se réclamant toujours de l'arabisme, en Orient les Arabes durent, à partir de la même époque, faire face à une succession de bouleversements politiques et ethniques qui introduisirent auprès d'eux des éléments turcs et mongols de plus en plus nombreux et qui mirent ainsi en cause l'équilibre antérieur de l'Empire dans ces régions.

La première étape de cette transformation correspondit à l'irruption, en Transoxiane d'abord, puis au Khorasan, de bandes turques de la tribu Oghuzz, dirigées par le clan de Seldjouk, qui semblent avoir été refoulées d'Asie centrale par le contrecoup d'événements survenus en Chine. Nous avons vu que vers l'an 1000 les Seldjoukides se trouvèrent affrontés aux Ghaznévides, installés au Khorasan depuis peu, mais voulant s'opposer à leur avance en territoire musulman : l'armée ghaznévide, lourdement équipée, ne put résister aux nouveaux envahisseurs dont la légèreté et la mobilité faisaient des ennemis redoutables. Entre 1030 et 1050 les Seldjoukides prirent possession des diverses villes de l'Iran oriental, puis de l'Iran occidental où ils se heurtèrent aux Bouyides, et en 1055 Tughril beg entra à Bagdad où il se faisait décerner par le calife le titre de « sultan ». Que Tughril beg eût été ou non appelé par le calife ou par son vizir, il se fit déléguer l'ensemble des pouvoirs califiens et devint le maître d'une organisation étatique que son but n'était pas de détruire, mais d'annexer tout en continuant de reconnaître l'autorité nominale de son ancien chef. Aussi bien justifiait-il son entreprise en déclarant qu'il venait libérer le calife de l'emprise des hérétiques et notamment de celle des émirs bouyides, chiïtes imamites, combattre le régime fatimide isma'ilien qui régnait en Syrie et en Égypte, rouvrir à tous enfin la route du Pèlerinage à La Mekke. C'était donc en musulman défenseur du califat abbasside et du sunnisme qu'il se présentait.

Le régime instauré par les sultans seldjoukides, Tughril beg d'abord, puis son neveu Alp Arslan et le fils de ce dernier, Malik Shâh, fut un régime militaire reposant sur les forces armées turques et dirigé, ce qui était nouveau dans le monde islamique, par les chefs turcs en personne. Les soldats, qui n'étaient plus des mercenaires comme auparavant sous les califes abbassides, constituèrent un nouvel élément de population, ne cherchant cependant point, dans les débuts du moins, à se mêler aux autres habitants. Les sultans, dont ils dépendaient directement, surent s'entourer d'administrateurs habiles, généralement Iraniens, qui, tel le fameux Nizâm al-Mulk, maintinrent les traditions précédentes tout en adaptant les règles du statut des terres aux exigences du nouveau régime et firent ainsi naître une sorte de féodalisme où les revenus des chefs turcs reposaient sur les domaines qui leur étaient assignés.

Dans ce nouveau climat se situèrent les exploits militaires des Seldjoukides s'emparant de la Syrie, envahissant surtout et conquérant l'Asie Mineure où les bandes de Turcomans avaient commencé à s'infiltrer d'elles-mêmes. Mais il faut tenir compte aussi de ce que fut leur œuvre culturelle, dans la mesure où leurs vizirs, veillant à la formation des hommes de religion et des administrateurs du nouvel État, organisèrent des collèges officiels appelés *madrassa* où les professeurs étaient rémunérés grâce à des revenus, spécialement affectés à ces établissements, qui permettaient aussi d'assurer l'entretien des étudiants. Les Seldjoukides et leurs auxiliaires, tout en assurant ainsi le maintien de l'enseignement religieux donné en arabe, intervinrent dans l'orientation de la doctrine islamique en nommant le plus souvent dans ces nouvelles *madrassas* des professeurs qui appartenaient à l'école juridique shafiite et qui adhéraient généralement à l'école théologique asharite. Ils favorisèrent ainsi la diffusion d'une doctrine théologique un peu différente de celle que soutenaient les califes, ce qui n'alla pas sans provoquer des incidents, parfois violents, dans la ville de Bagdad où les sultans venaient de temps à autre, mais ne résidaient pas en permanence puisqu'ils avaient choisi Isfahan pour capitale. Ces points de divergence n'empêchèrent pas les *madrassas* seldjoukides d'être avant tout, en même temps que des foyers d'arabisation, des organes d'endoctrinement sunnite, qui jouèrent de ce fait un rôle important dans la lutte contre l'hérésie sous ses diverses formes chiites.

Les Seldjoukides poursuivirent en Anatolie une œuvre comparable, tandis que la population autochtone, à laquelle s'ajoutaient peu à peu des éléments turcs, se convertissait à l'islam et adoptait la langue turque tout en subissant les effets d'une influence à la fois iranienne et arabe. Les *madrassas* créées dans les grandes villes, et notamment à Konya, diffusaient un enseignement juridique et religieux qui se donnait là aussi en arabe, seule langue utilisée pour traiter des sciences doctrinales. En arabe aussi étaient rédigées les inscriptions qui, aujourd'hui encore, ornent les monuments érigés à cette époque et la conquête de l'Asie Mineure se traduisait par une indéniable influence de l'arabe sur la langue turque conduite, pour s'élever au rang de langue de civilisation, à faire de nombreux emprunts à la langue savante des penseurs musulmans. L'emprise de l'arabe s'affirmait ainsi plus forte en Anatolie que dans les pays iraniens où lui échappaient peu à peu tous les domaines autres que celui des sciences religieuses : la rédaction en arabe d'œuvres aussi importantes que celles du grand Ghazâli (mort en 1111 à Tus) n'empêchait pas en effet, à l'orient du monde islamique, une renaissance active du persan utilisé désormais pour la poésie épique comme la prose profane. Le contrecoup de ces transformations linguistiques atteignait même des régions arabophones où vivait désormais une aristocratie militaire à peine arabisée, n'ayant que peu de points de contact avec les milieux traditionnels d'hommes de religion et d'administrateurs issus des anciennes familles, dont elle se contentait d'utiliser au mieux les services.

L'Empire vaste, hétérogène et mal centralisé qu'avaient réussi à constituer les sultans seldjoukides ne tarda pas à se démembrer. Après la mort de Malik Shah en 1092, des principautés indépendantes se constituèrent, dont certaines se trouvaient entre les mains de fils ou parents du sultan défunt. L'Irak échut ainsi, avec l'Iran occidental, à Barkyârûk, tandis que la Syrie revenait à un frère de Malik Shâh, bientôt remplacé à Alep et à Damas par ses propres fils et d'autres souverains locaux, le tout au milieu de révoltes et d'âpres luttes pour le pouvoir. Des régions comme la Haute-Mésopotamie, tombée entre les mains des Artukides, étaient livrées aux hasards de guerre selon les succès de petits dynastes établissant leur pouvoir par la force et ne respectant pas toujours la fiction qui faisait d'eux des subordonnés des princes seldjoukides. Ce fut sans doute en Anatolie que l'anarchie atteignit son comble, avant que s'y dessinât la puissance montante d'une branche de la famille seldjoukide, celle

des Seldjoukides dits de Roum, tandis que l'Irak et l'ensemble syro-égyptien suivaient des voies un peu différentes.

En Irak, en effet, le pouvoir des sultans déclina au profit d'une temporaire renaissance du pouvoir abbasside, grâce à la politique traditionnelle de califes qui s'attachaient à réorganiser le pays, mais qui surtout voulaient redonner vie à un patrimoine culturel à la fois islamique et arabe. Le fameux souverain al-Nâsir, qui régna de 1180 à 1225, essaya en particulier de rétablir l'unité morale des territoires où son autorité, quelque peu fictive, était encore reconnue et son action, d'abord renforcée par celle de ses successeurs, ne fut annihilée que par l'invasion mongole de 1260.

La Syrie en revanche était le champ de compétitions intérieures multiples, aggravées certes par les entreprises européennes des croisades, mais révélant surtout le trouble profond du pays depuis que sa population « arabe » s'était trouvée réduite à l'état d'enjeu, disputé par des chefs militaires, le plus souvent musulmans, mais toujours non arabes. Conséquence imprévue des razzias turcomanes et du partage que les nouveaux envahisseurs s'étaient fait du pays, en 1099 Jérusalem était occupée par les Francs qui en faisaient la capitale d'un nouveau royaume, après avoir constitué plus au nord le comté d'Édesse, la principauté d'Antioche et le royaume de Tripoli. Quatre États francs naissaient ainsi sur un territoire où la réaction musulmane se montra lente. Les maîtres turcs des principautés de Syrie et de Haute-Mésopotamie étaient en effet profondément divisés par leurs ambitions personnelles et régnaient dans un pays, lui-même divisé sur tous les plans, où des partisans isma'iliens avaient même réussi à implanter un réseau de puissantes forteresses. Parmi eux les princes de lignée seldjoukide ne tardèrent pas à disparaître, remplacés par des officiers turcs de leur entourage. Ce fut ensuite Zengi, le fils d'un ancien gouverneur de Malik Shâh, qui s'empara de Mossoul et d'Alep après diverses péripéties, tandis que les émirs bourides régnaient à Damas. Zengi, considéré comme le premier champion de la « guerre sainte », réussit en 1144 à s'emparer de la ville d'Édesse et à anéantir ainsi un des États francs, mais ce fut sans succès qu'il entreprit d'imposer son autorité à la ville de Damas. Il devait être réservé à son fils et successeur Nûr al-dîn, qui régna de 1146 à 1174, de mener à bien l'unification de la Syrie (occupation de Damas en 1154), en même temps qu'était réalisée une vaste opération de « contre-croisade » appuyée sur une idéologie à la fois arabe et islamique.

Nûr al-dîn réussit à s'emparer de la ville d'Apamée en Syrie centrale. Par ailleurs, il mobilisa l'opinion musulmane en combattant vigoureusement les hérésies, en protégeant les hommes de piété et en multipliant les madrasas chargées de diffuser la bonne doctrine. Son application à revivifier les sciences religieuses s'accompagna d'un renouveau de la culture arabe et il était bien vu des milieux syriens où il faisait régner enfin une stricte justice, prévoyant la défense des sujets contre les abus de la soldatesque. L'idée essentielle de sa politique était de convier les représentants des principales tendances du sunnisme à se rassembler pour la défense de l'islam et lui-même se donna pour objectif de lutter contre les Francs selon les principes de la « guerre sainte », en visant plus particulièrement la conquête de Jérusalem dont les mérites étaient exaltés par les docteurs, mais qu'il n'eut pas la satisfaction de reprendre.

Au même moment le régime arabe hétérodoxe que les Fatimides avaient établi en Égypte et qui s'était longtemps présenté comme le protecteur d'une civilisation arabo-islamique particulièrement raffinée continuait de s'affaiblir dans les désordres intérieurs : les califes avaient perdu toute autorité et les vizirs qui se succédèrent avaient le plus grand mal à combattre les dissensions opposant entre eux les

divers corps de la garde califienne, au point qu'en 1161 le nouveau roi de Jérusalem crut bon de lancer une incursion en Égypte. Ce fut l'occasion pour Nûr al-dîn, à qui l'un des vizirs fatimides avait demandé secours, d'intervenir à son tour en Égypte où il envoya un officier kurde nommé Shîrkûh, accompagné de son neveu Salâh al-dîn. Dès 1169, Shîrkûh se fit reconnaître vizir par le calife. Peu après Salâh al-dîn, plus connu chez les historiens occidentaux sous le nom de Saladin, remplaça son oncle qui venait de mourir, fit exterminer les gardes noirs, éliminer les soldats arméniens et ne conserva que les mercenaires turcs grâce auxquels il chassa les Francs de Damiette où ils étaient revenus s'infiltrer. Devenu seul maître, il mit fin, en septembre 1171, au régime fatimide en ne reconnaissant comme suzerains que Nûr al-dîn et le calife abbasside de Bagdad. C'était un grand succès pour Saladin, mais aussi pour Nûr al-dîn qui réclama de nouveaux titres de la chancellerie califienne ; on venait également de franchir une étape dans la lutte contre les États francs qui allaient désormais être affrontés aux États musulmans unifiés de Syrie et d'Égypte.

Saladin, qui succéda à Nûr al-dîn en 1174, poursuivit ensuite la politique religieuse, culturelle et militaire de son ancien maître. Il exalta lui aussi l'esprit de « guerre sainte » en s'appuyant sur les milieux arabes traditionalistes et réussit en 1187 à reprendre la ville de Jérusalem avec la presque totalité des territoires occupés par les Francs. La « contre-croisade » triomphait, de manière toutefois provisoire, puisque les Francs revinrent à la charge pour n'être chassés définitivement de Syrie qu'à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle. Mais la dynastie fondée par Saladin et appelée ayyoubide (du nom de son père, Ayyûb) dominait désormais l'Égypte et la Syrie où ses membres, plus ou moins divisés, régnèrent jusqu'en 1250-1260. Dynastie non arabe, puisque Saladin était d'origine kurde et que son armée, essentiellement étrangère, comprenait des contingents kurdes et turcs, elle n'en adopta pas moins la cause du pays où elle s'était implantée, prenant en main avec succès le destin des populations arabomusulmanes du Proche-Orient, défendant leurs droits contre les Francs et développant l'enseignement de la doctrine islamique tout en continuant de l'infléchir juridiquement dans le sens du shafiisme qu'avaient déjà soutenu les sultans seldjoukides. À l'égard des Francs les successeurs de Saladin pratiquèrent une politique moins agressive que lui-même, puisqu'ils acceptèrent en 1229 de restituer Jérusalem. Cherchant par ailleurs délibérément à améliorer la situation économique et à faciliter les échanges commerciaux avec les marchands européens, ils firent de l'époque ayyoubide en Syrie et en Égypte une période dont la grande prospérité se traduisit par l'activité de la construction urbaine et par l'éclat d'une vie littéraire et intellectuelle d'expression uniquement arabe. La réaction aux entreprises des Croisés eut ainsi pour résultat de renforcer en Orient l'attachement des populations à la double tradition de l'arabisme et de l'islam.

## II. Mongols et Mamlouks

D'autres invasions étrangères, aux conséquences plus durables que l'occupation franque, se faisaient cependant sentir à l'est du monde islamique où elles accentuaient au contraire le processus de « désarabisation ». En 1258 la ville de Bagdad était mise à sac par les hordes mongoles qui avaient commencé à pénétrer en Iran au début du xiii<sup>e</sup> siècle après avoir envahi, au temps de Gengiskhan, la Chine entre 1211 et 1222, puis la Transoxiane et l'Iran. Hülagü, le frère de leur chef et grand khan Mönke, poursuivit alors le mouvement de conquête vers l'ouest. Il envahit l'Irak, puis la Syrie où Alep et Damas, en 1260, subirent un sort analogue à celui de Bagdad ; mais il dut s'arrêter aux portes

de l'Égypte sous l'effet d'une réaction militaire énergique qui lui défendit l'accès du pays et y assura la prise du pouvoir par une nouvelle classe dirigeante.

Dans l'ensemble l'invasion mongole perturba considérablement le monde oriental par les destructions qui l'accompagnèrent comme par l'atteinte que ses premières victoires portèrent à la puissance de l'islam. Les Mongols en effet n'étaient pas islamisés ; chamanistes à l'origine, ils se montraient tolérants en matière religieuse, ce qui avait permis au christianisme nestorien et au bouddhisme de faire parmi eux des adeptes, concurremment à l'islam. D'autre part, Hülagü ayant fait exécuter le calife abbasside de Bagdad, c'était en conquérants hostiles et non, comme les Seldjoukides, en protecteurs que les Mongols pénétraient dans l'Empire. Certes, assez rapidement ces mêmes Mongols s'islamisèrent et s'intégrèrent à ce monde qu'ils avaient en partie saccagé, au point de constituer, sous le nom d'Ilkhans, une nouvelle dynastie musulmane. Mais l'invasion mongole avait eu auparavant pour effet de briser définitivement l'unité culturelle et religieuse du monde arabo-islamique, déjà très compromise. Désormais trois aires culturelles se distinguèrent tout en conservant entre elles certains liens : une aire iranienne prolongée par une aire indienne qui reste en dehors de notre propos, une aire turque à laquelle les conquêtes ottomanes rattachèrent par moments nombre de populations anciennement arabisées et une aire arabe proprement dite. Cette dernière se trouva réduite aux régions où la population dans son ensemble continuait de *parler l'arabe* et de l'utiliser pour toute expression littéraire, profane ou religieuse. Dans les autres aires l'arabe, tout en servant toujours de véhicule à une partie importante de la littérature religieuse, s'effaça devant les langues propres aux nouveaux milieux que celles-ci aidaient à s'individualiser et dont les limites ne coïncidaient d'ailleurs pas avec les frontières des empires ni des États nouveaux.

Si les Mongols par exemple, arrêtés à la frontière de l'Égypte par les Mamlouks qui avaient pris le pouvoir dans ce pays depuis 1250, ne dépassèrent jamais ensuite la ligne frontière qui s'était ainsi établie, l'Irak arabophone resta de ce fait sous une domination non arabe, celle des Ilkhans d'abord, puis à partir de 1375 celle des Djalāïrides. Après l'incursion de Tamerlan, le nouvel envahisseur qui saccagea Bagdad en 1401, le pays connut pendant un siècle une période d'anarchie politique et de déclin économique, pendant laquelle Mongols et Turkmènes se le disputèrent, et ce fut seulement en 1468 que, parmi ces derniers, les Ak-Koyunlu parvinrent à s'y établir solidement avant d'en être chassés par les Séfévides en 1508. Pendant tout ce temps l'Irak fut ainsi rattaché pratiquement à l'ensemble iranien tout en gardant ses liens culturels étroits avec l'arabisme.

Quant à l'État des Mamlouks, plus à l'ouest, il était aux mains des esclaves turcs qui détenaient en Égypte la force armée depuis que le souverain ayyoubide al-Salih les avait recrutés pour résister aux attaques des Croisés menés par Louis IX. Lorsque ces « esclaves » revendiquèrent pour eux-mêmes le pouvoir en se choisissant des chefs pris parmi eux, un régime original se constitua, qui reposait sur une stricte organisation militaire et ne laissait aucune responsabilité dirigeante à la population profondément arabisée du pays. Un tel système gouvernemental eut quelque peine à se faire accepter, mais les succès bientôt remportés sur les Mongols renforcèrent rapidement son prestige et en permirent l'extension à la Syrie. Le premier sultan mamlouk d'une réelle envergure, Baybars, eut en outre l'intelligence d'accueillir au Caire, en 1261, un membre de la famille abbasside qu'il fit reconnaître calife et dont l'autorité, quelque peu fictive, suffisait à légitimer le pouvoir exercé de fait par les sultans. Désormais l'Égypte devenait le centre, non seulement du monde arabe, mais aussi dans une certaine mesure du monde islamique. Aussi bien les sultans mamlouks prirent-ils soin de

protéger les villes saintes d'Arabie dont ils avaient obtenu le contrôle.

Les Mamlouks, qui avaient repoussé les Mongols à deux reprises, achevèrent ensuite d'éliminer les Francs de la côte syro-palestinienne en leur enlevant Acre en 1291. Ils obtinrent aussi la soumission des isma'iliens en 1269, assurant le triomphe du sunnisme dans leur double royaume où leur pouvoir se maintint jusqu'à la conquête ottomane en 1517. Pendant toute cette période les souverains qui se succédèrent furent d'origine servile et l'aristocratie mamlouke ne cessa de se renouveler par l'achat de nouveaux esclaves à qui étaient réservées les plus hautes dignités, tandis que les descendants des Mamlouks étaient systématiquement rabaissés aux fonctions inférieures. Si entre 1250 et 1390 les Mamlouks appelés bahrites (parce que casernés à l'origine dans une île du Nil, le « fleuve » ou *bahr*) admirent le principe d'une succession héréditaire qui n'était d'ailleurs pas toujours observée, ceux de la seconde période (1389-1517), qu'on appela burdjites parce que casernés dans la « citadelle » ou *burdj*, exclurent systématiquement cette pratique. Ce furent donc toujours, pendant plus de deux siècles, des étrangers d'origine le plus souvent qipchak, puis circassienne, qui accédèrent aux plus hautes places en gouvernant d'une façon parfois arbitraire et en se livrant aux plus âpres et sanglantes luttes. Sans doute eurent-ils recours, comme tous les chefs militaires, à des administrateurs arabes, d'origine locale et de formation traditionnelle ; mais dans la vie sociale l'écart fut toujours soigneusement maintenu entre la caste militaire et le reste de la population. Aux « hommes de sabre » s'opposèrent plus que jamais les « hommes de plume » comprenant les secrétaires, juristes ou magistrats, tandis que marchands et artisans formaient une couche sociale inférieure et que les grands négociants évoluaient entre ces divers milieux.

Le régime mamlouk favorisa le commerce international dont les routes traversaient l'Égypte et qui lui était une source de richesse. La prospérité des premiers temps s'y traduisit par les nombreuses constructions, mosquées, madrasas, hôpitaux, couvents ou mausolées qui constituèrent la parure de la ville ancienne du Caire. Mais des difficultés économiques ne tardèrent pas à apparaître, dont l'origine n'est pas claire. Si on incrimine souvent les goûts fastueux de l'aristocratie militaire, la fiscalité excessive et la pratique des confiscations, les faits semblent plus complexes. L'invasion de Tamerlan qui saccagea Damas et la Syrie en 1400 eut de graves conséquences financières et économiques auxquelles vinrent s'ajouter en série disettes et épidémies. Les tentatives faites par les sultans pour monopoliser certaines productions et certains commerces ne firent qu'aggraver le mal et la découverte de la route des Indes en 1498 vint accentuer encore le déclin économique de l'Égypte qu'abandonnait le trafic international. Mais la vie intellectuelle n'était pas morte pour autant, même si les belles-lettres proprement dites ne donnèrent pas lieu à des œuvres remarquables ; de monumentales encyclopédies traitant de tous les aspects du savoir datent notamment de cette époque où la science livresque était à l'honneur et où se signalèrent également quelques esprits originaux tels que le théologien syrien Ibn Taymiyya, contemporain de l'Occidental Ibn Khaldûn.

L'équilibre ainsi établi devait être brutalement modifié lors de la conquête en 1517 de la Syrie et de l'Égypte par les Ottomans, qui amenait la disparition définitive du califat abbasside, sinon même de l'institution califienne. La tradition selon laquelle le sultan Selim I<sup>er</sup> aurait voulu recueillir cet héritage islamique, tradition tardive et, de ce fait, peu sûre, n'empêche point que, pour quatre siècles, l'Orient arabe vécut désormais sous la domination de l'État turc ottoman, en face duquel l'État mamlouk avait fait figure de champion de la cause arabe.

Cette domination étrangère s'étendit même à la fin du siècle à la plus grande partie de l'Occident musulman où les Hafsides, ne pouvant tenir tête aux entreprises des corsaires turcs qui s'étaient installés à Alger, ni à celles de Charles Quint, laissèrent le Maghreb central et oriental tomber en 1574 sous le contrôle des Ottomans. Seul le Maroc conserva dès lors son indépendance et affirma une originalité nationale se réclamant de l'arabisme, surtout dans les domaines politique et artistique, tandis que les régions arabes soumises à l'autorité turque connaissaient une stagnation, tant économique qu'intellectuelle, dont elles ne devaient sortir qu'au xix<sup>e</sup> siècle. Non seulement elles subissaient alors les effets d'une pénétration commerciale européenne qui alla croissant à partir du moment où les Occidentaux eurent obtenu, grâce aux accords dits « Capitulations » passés avec l'Empire ottoman, des avantages que ne possédaient pas auparavant les chrétiens étrangers. Mais leur appauvrissement sensible s'accompagnait d'un parallèle engourdissement intellectuel qui se poursuivit jusqu'à l'aube du monde moderne.

# Chapitre VII

## La renaissance du monde arabe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

À la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, le monde arabe réduit, au sein du monde islamique, aux territoires d'expression arabe qu'avoisinaient dans le même ensemble les mondes turc, iranien et d'autres encore, s'étendait de l'Irak au Maroc en englobant l'Irak même et la Haute-Mésopotamie, la Syrie au sens médiéval du terme, l'Arabie, l'Égypte, la Tripolitaine, la Tunisie, la régence d'Alger, le Maroc. De tous ces territoires, rappelons-le, seul l'État marocain se situait hors des limites de l'Empire ottoman dont les autres dépendaient, directement ou non. Le dey d'Alger, le bey de Tunis et le gouverneur de Libye jouissaient certes d'une relative autonomie, mais gouvernaient avec l'aide de l'aristocratie turque à laquelle ils appartenaient. En Égypte les descendants des Mamlouks étaient maintenant subordonnés au sultan d'Istanbul. Syrie, Irak étaient des provinces de l'Empire rattachées d'autant plus étroitement au pouvoir central qu'y avaient échoué diverses rébellions locales comme celle de l'émir druze Fakhr al-dîn au Liban Sud, au xvii<sup>e</sup> siècle. En Arabie au contraire les dynasties qui étaient à la tête des diverses principautés que le pays comprenait y faisaient preuve d'une certaine indépendance, à commencer par les Chérifs de La Mekke qui exerçaient leur pouvoir à titre héréditaire depuis le xiii<sup>e</sup> siècle et par les Al Sa'ûd qui, au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, avaient adopté la doctrine wahhabite, en opposition plus ou moins ouverte avec le régime ottoman d'inspiration hanafite. Peu à peu les Al Sa'ûd en étaient même arrivés à contester l'autorité du sultan et à lancer des expéditions contre l'Irak, puis contre la Syrie qu'ils envahirent en 1811 après avoir occupé Médine et La Mekke.

Ce monde arabe où la vie intellectuelle ne consistait plus guère, depuis près de trois siècles, qu'à commenter les enseignements anciens, n'avait alors qu'une très faible élite de lettrés capables d'utiliser la langue littéraire. Les parlers populaires y variaient d'une extrémité à l'autre, tandis que subsistaient çà et là des groupes non arabisés, tels les Berbères qui étaient surtout nombreux au Maroc et en Algérie. En revanche, des communautés non musulmanes, juives et surtout chrétiennes (ces dernières appartenant aux divers « rites » orientaux et dont certaines étaient rattachées à Rome, soit depuis une époque ancienne comme les Maronites, soit depuis une époque plus récente), se maintenaient dans les pays d'Orient qui utilisaient l'arabe comme langue courante et langue de culture.

Pour ce monde arabe engourdi où les techniques médiévales n'avaient pratiquement pas évolué, le xix<sup>e</sup> siècle marqua un réveil et un changement. L'expédition de Bonaparte en Égypte constitua sans doute à cet égard l'événement décisif, celui qui entraîna pour ces pays un contact brutal avec des modes de penser et d'agir totalement différents. Mais l'influence européenne se fit sentir aussi par

l'intermédiaire de l'État ottoman qui procéda alors à cette série de réformes qu'on appelle *Tanzimât* et qui, inspirées en partie de l'exemple européen, touchèrent les provinces arabes. Alors s'introduisirent au Moyen-Orient des techniques européennes avec les routes, les voies de chemin de fer, le creusement du canal de Suez en 1869. À cette époque aussi la pénétration culturelle étrangère s'intensifia, par l'intermédiaire des missions catholiques et protestantes et plus particulièrement des Jésuites français et des presbytériens américains qui fondèrent des écoles au Liban et en Syrie, ainsi que des établissements d'enseignement supérieur (l'Université Saint-Joseph de Beyrouth en 1875, le Collège syrien protestant, future Université américaine, en 1866) et des imprimeries aidant à la diffusion des livres arabes. Au xix<sup>e</sup> siècle encore se situèrent les interventions militaires européennes. Après l'expédition d'Égypte, la France fit la conquête de l'Algérie en 1830 et imposa son protectorat à la Tunisie en 1881, tandis que la Grande-Bretagne occupait militairement l'Égypte en 1882. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la France étendait son influence au Maroc (1912), l'Espagne au Maroc septentrional (1912) et l'Italie en Libye (1913).

À cette pénétration militaire, économique, culturelle de l'Europe, le monde arabe réagit en adoptant certaines habitudes qui allaient le transformer profondément de l'intérieur, mais en opposant aussi à certaines ingérences extérieures le sentiment de son originalité. Des tensions existèrent en Orient au sein de l'Empire ottoman. En Occident, les interventions surtout françaises, qui se manifestèrent parfois comme en Algérie par un actif effort de colonisation, se traduisirent par un essor économique indiscutable et un développement culturel fondé sur l'enseignement de la langue française. L'arabe restait au second plan de cette transformation, mais la diffusion d'un idéal de liberté devenu partie intégrante de la civilisation française, jointe au choc en retour que ne pouvait manquer de provoquer la politique de francisation, allait favoriser, là encore, la formation de mouvements arabes nationalistes qui, pour être plus lente, n'en devait pas moins aboutir vers le milieu du siècle suivant.

## I. L'Égypte jusqu'en 1882

Bien auparavant, c'était en Égypte et en Syrie que les réactions arabo-musulmanes furent les plus caractérisées et les plus importantes. En Égypte l'expédition de Bonaparte avait eu pour effet d'éliminer l'aristocratie des Mamlouks et de laisser le champ libre à l'officier ottoman d'origine albanaise qu'était Méhémet Ali et que l'on considère à juste titre comme le fondateur de l'Égypte moderne. Méhémet Ali en effet fut amené, par ambition personnelle, à réorganiser l'armée sur le modèle européen ; il s'efforça aussi de développer l'industrie et l'agriculture du pays en adoptant les méthodes occidentales, et, même s'il n'obtint pas toujours les résultats escomptés, il transforma considérablement le mode de vie égyptien en le faisant rompre avec les anciennes habitudes « féodales ».

Méhémet Ali agit d'abord en vassal de la Sublime Porte. À ce titre il engagea une expédition vers 1811 contre les Wahhabites d'Arabie centrale qu'il expulsa des villes saintes et il participa à la guerre contre les rebelles grecs. Mais ce fut pour son propre compte qu'il entreprit la conquête du Soudan entre 1820 et 1823, puis, confiant dans sa force militaire, voulut aller plus loin et s'emparer de la Syrie. Les campagnes de 1831-1832, menées par son fils Ibrâhîm, lui permirent de reconstituer pour un temps l'union de l'Égypte et de la Syrie (1830-1840). L'action de la diplomatie européenne,

jointe à l'effet des exactions commises au cours de la conquête, ne l'en obligea pas moins à limiter ses ambitions et se contenter du gouvernement de l'Égypte à titre héréditaire.

Méhémet Ali avait donc œuvré avant tout pour l'indépendance de l'Égypte dont il avait détendu les liens avec le pouvoir ottoman ; il avait même momentanément séparé la Syrie arabe de l'Empire ottoman, ce qui y favorisa certaines entreprises de pénétration européenne. Il avait été ainsi amené à mettre les pays arabes sur la voie de l'indépendance. À son tour, son petit-fils Ismâ'il, qui obtint de la Porte en 1863 le titre honorifique de khédivé, poursuivit l'œuvre de modernisation technique à laquelle son prédécesseur s'était attaché, agrandissant notamment la ville du Caire, ouvrant le canal de Suez, fondant une nouvelle université (*Dar al-'ulûm*) en 1872. Mais ses projets trop aventureux le firent s'endetter auprès des puissances occidentales, ce qui aboutit au condominium franco-anglais, à la déposition du khédivé (1879), à la révolte militaire nationaliste de 'Urabi pacha (1882) et à l'occupation de l'Égypte par la Grande-Bretagne.

## II. Le Proche-Orient arabe jusqu'en 1908

La Syrie était alors restée, sauf pendant les années 1830-1840, partie intégrante de l'Empire ottoman dont elle constituait plusieurs provinces. En dépit de la multiplicité de ses communautés religieuses, musulmanes (sunnites, chiites, druzes) et non musulmanes (chrétiens des divers rites, juifs), la Porte avait tenté d'y centraliser l'administration selon le modèle européen, en même temps qu'y était proclamée, en 1856, l'égalité légale et fiscale entre tous les sujets. Mais ces mesures n'avaient aucunement réussi à intégrer les Arabes dans l'Empire ottoman. Au contraire et en dépit des massacres de chrétiens maronites perpétrés par les druzes au Liban et à Damas, massacres qui provoquèrent l'intervention française de 1860 et obligèrent la Porte à accorder un statut spécial à la région du mont Liban, un commun sentiment arabe commença à se développer chez les Syriens, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens. Le rôle joué par ces derniers dans la naissance du nationalisme arabe s'explique en partie par le niveau culturel élevé auquel ils étaient parvenus ; c'est à des chrétiens tels que Nasîf Yâzîji ou Butrus Bustâni que l'on doit les premiers manuels imprimés sur la langue et la rhétorique arabes, un nouveau dictionnaire paru en 1870, une encyclopédie arabe, des journaux aussi et des revues largement répandues. Dès 1847 avait été fondée à Beyrouth, sous leur patronage, une académie nommée *Société des Arts et des Sciences*, qui comprenait uniquement des chrétiens et eut pour rivale une *Société orientale* fondée en 1850 par les Jésuites. Ces deux organisations cédèrent rapidement la place en 1857 à la *Société scientifique syrienne* qui rassemblait aussi les musulmans et qui eut longtemps pour président l'émir druze Muhammad Arslan : ses activités, un moment interrompues en 1860, reprurent à partir de 1868 et correspondirent à la première manifestation d'un sentiment national collectif en pays arabe. Mais l'accession au trône du sultan ottoman 'Abd al-Hamid en 1876 devait contrarier ce mouvement naissant, tandis qu'en Égypte l'occupation britannique allait au contraire favoriser l'éveil de la conscience arabe.

'Abd al-Hamîd se signala en effet par une politique de réaction et de répression de toute tentative autonomiste et, à peine au pouvoir, profita de la déclaration de guerre de la Russie pour abolir la constitution parlementaire qu'un groupe d'hommes politiques éclairés avait réussi à faire adopter à l'État ottoman. Le régime autoritaire et policier qu'il fit régner pendant trente ans, et dont le monde arabe subit tout particulièrement les effets, eut pour résultat de faire quitter la Syrie à de nombreux

intellectuels qui se réfugièrent en Égypte. Malgré cela le sentiment national arabe se renforça peu à peu dans les provinces syriennes, se manifestant dans des sociétés secrètes dont la première, fondée par cinq jeunes chrétiens qui avaient été élevés au collège syrien protestant de Beyrouth, dénonça par des tracts les abus du régime et appela la population arabe à la rébellion. Pour la première fois des nationalistes demandaient non seulement l'indépendance de leur pays, mais la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle (le turc étant devenu au cours des précédentes décennies la langue administrative) et le maintien des régiments syriens dans leur propre pays, condamnant ainsi leur envoi contre le Yémen révolté ou contre les armées russes.

Parallèlement l'activité des missions européennes ne se ralentit pas durant l'époque du « despotisme » hamidien, encouragée par des pays étrangers qui soutenaient plus particulièrement telle ou telle communauté. Les missions françaises étaient surtout liées avec les maronites et les « melkites » (chrétiens de rite grec rattachés à Rome) ; les Russes soutenaient les « orthodoxes » et il semble que les Anglais se soient intéressés spécialement aux druzes, tandis que les Américains créaient une Église presbytérienne syrienne. De telles entreprises, qui favorisaient la division entre les communautés, contribuaient aussi au développement culturel de minoritaires qui apprenaient les langues européennes, entraînant de ce fait les musulmans à approfondir l'étude de la culture arabo-islamique. Le mouvement nationaliste arabe, qui avait été déclenché par des non-musulmans, fut ainsi repris en main par les musulmans eux-mêmes, dont certains émigrèrent en Égypte. Le principal représentant de ces émigrés fut al-Kawâkibi (1869-1903) qui, après avoir été incarcéré pour offense au sultan, commença en 1898 une active existence de voyages. Sa principale œuvre, intitulée *Les attributs de la tyrannie*, était un recueil d'articles de pamphlétaire, mais il invitait aussi dans d'autres écrits à régénérer la religion. Quelques effets de cette propagande se manifestèrent en Europe et plus particulièrement à Paris où fut fondée en 1904 une *Ligue de la patrie arabe* qui revendiquait la libération de la Syrie et de l'Irak.

Pendant ce temps en Égypte le programme nationaliste égyptien de 'Urabi pacha était repris par Mustafâ Kâmil (1875-1908) qui, après avoir fait des études supérieures en France, avait fondé en Égypte dès 1900 un journal intitulé *L'Étendard* et, en 1907, organisait un parti politique appelé le *Parti national* pour revendiquer un gouvernement constitutionnel et demander la fin de l'occupation étrangère, tout en reconnaissant le principe de la souveraineté ottomane.

Le nationalisme égyptien ne s'opposait donc pas au panislamisme qui avait la faveur de 'Abd al-Hamîd et dont le principal défenseur était l'Iranien Djamâl al-dîn dit al-Afghâni (1838-1897), connu comme le fondateur d'un mouvement religieux réformiste. Ce personnage impulsif et sensibilisé aux diverses formes de l'ingérence européenne dans les pays islamiques, imbu également d'idées modernes, suggérait la formation d'une union panislamique qui aurait regroupé tous les pays d'islam autour de la Turquie et de l'Iran. En même temps il encourageait le développement de l'instruction parmi les musulmans et s'employait à défendre l'islam, en tant que religion, contre les accusations qui lui étaient adressées, notamment celle de conduire au fatalisme. Les projets d'union panislamique ne connurent jamais de réalisation, tant l'Empire ottoman sunnite et l'Iran chiite étaient séparés idéologiquement. Mais l'action assez désordonnée de Djamâl al-dîn fut le point de départ d'un réveil intellectuel en Égypte et y favorisa ainsi le développement du nationalisme.

# III. L'évolution du Proche-Orient de 1908 à 1914

La révolution de 1908, qui contraignit le sultan 'Abd al-Hamîd à octroyer une constitution à son peuple, marqua le début d'une nouvelle période. Dans les premiers temps, la constitution d'inspiration démocratique, qui plaçait sur le même plan les sujets des diverses ethnies, provoqua de grandes manifestations de fraternisation entre Turcs et Arabes et un mouvement appelé la *Fraternité arabo-ottomane* fut ainsi fondé à Istanbul en septembre 1908. Au même moment était inauguré le dernier tronçon de la ligne de chemin de fer du Hidjaz et le chérif al-Husayn, jusque-là en résidence surveillée à Istanbul, était nommé à La Mekke, toutes mesures qui témoignaient de la bonne volonté du gouvernement ottoman à l'égard des Arabes. Mais, peu après, la composition du Parlement, où ne siégeaient que soixante députés arabes, déçut l'opinion syro-irakienne et la politique de centralisation à outrance pratiquée par le gouvernement provoqua des résistances. De nouveaux partis et sociétés voyaient le jour à Istanbul et surtout au Caire où apparut en 1912 le *Parti ottoman de la décentralisation* dirigé par un comité de trente membres musulmans et chrétiens, d'origine syro-palestinienne. Ce parti affirmait sa fidélité au gouvernement ottoman, mais prônait une solution fédéraliste. De tendance analogue était la société secrète fondée en 1909 sous le nom d'*al-Kahtâniyya* et qui comprenait surtout des officiers arabes de l'armée ottomane, parmi lesquels un certain 'Azîz 'Ali al-Misri : cette société demandait la création d'un royaume arabe uni au royaume turc comme la Hongrie l'était à l'Autriche. D'autres encore réclamaient des solutions plus radicales. Ainsi la société secrète fondée à Paris en 1911 par sept jeunes Arabes et appelée *al-Djâmi'a al-Fatat*, qui se transféra à Beyrouth en 1913 et inspira d'abord la réunion, dans cette ville, d'un comité de réforme réclamant, sans succès, l'autonomie des provinces arabes. Devant le durcissement de la position ottomane qui suivit, la société *al-Fatat* ne désarma pas, mais parut se rallier à la politique de décentralisation. Des négociations furent engagées avec le Comité Union et Progrès qui aboutirent seulement au décret impérial du 18 août 1913 et à des concessions très limitées. Peu après, 'Azîz 'Ali al-Misri, qui venait de fonder une nouvelle société secrète pour officiers, appelée la *Convention*, était arrêté, traduit en justice, condamné à mort, puis gracié.

En Égypte, le parti de Mustafâ Kâmil était dissous en 1912, à la suite de la découverte d'un complot, et le *Parti de la Nation* restait seul autorisé, qu'avait fondé le réformiste Muhammad 'Abduh, de programme modéré. En Arabie, la souveraineté ottomane s'affaiblissait progressivement sous l'effet tant des influences étrangères que des rébellions locales. Le sultan restait le maître des villes saintes, mais le chérif Husayn faisait échec à la politique de centralisation. De son côté, l'émir 'Abd al-'Azîz ibn Sa'ûd occupait en 1913 la province maritime du Hasa et les Anglais s'efforçaient d'étendre leur influence dans cette région du golfe Persique en concluant des traités avec les émirs arabes du Kuwayt, de Maskat, de Bahreïn, tandis qu'ils établissaient un protectorat dans la région d'Aden (1904-1911). Quant au Yémen, où se trouvait un descendant des imams zaydites, il avait réussi, à la suite de diverses insurrections, à obtenir une véritable autonomie. Enfin, à l'ouest de l'Égypte, la Cyrénaïque, qui avait échappé à l'occupation italienne, était pratiquement entre les mains des Sanoussis, ces membres d'une confrérie combattante fondée au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, qui cherchaient à organiser la résistance contre l'occupant européen.

On observait ainsi dans les régions soumises à l'autorité ottomane les premières manifestations d'un réveil politique et d'une conscience nationale arabe, animés par une élite intellectuelle qui s'efforçait d'obtenir vainement du gouvernement central l'autonomie, sinon l'indépendance. Mais un autre problème, qui prit par la suite une ampleur insoupçonnée, commençait également de se poser au Proche-Orient arabe. En effet, la population de la Palestine, qui avait toujours compris une certaine proportion de juifs, vit cet élément augmenter sensiblement, selon un mouvement commencé au xvi<sup>e</sup> siècle, en raison de l'immigration d'israélites venus d'Europe centrale. À la fin du xix<sup>e</sup> siècle, le mouvement avait trouvé une justification nouvelle dans la doctrine dite « sioniste » élaborée par Th. Herzl vers 1897. Au temps de 'Abd al-Hamîd des partisans du sionisme échouèrent certes à gagner le sultan à leur cause, mais les jeunes Turcs du Comité Union et Progrès, qui comprenaient quelques juifs influents, se montrèrent plus favorables à l'installation de juifs européens en Palestine, ce qui provoqua en automne 1912 au Parlement ottoman une vive protestation des députés arabes. Le problème palestinien se trouvait ainsi posé, à côté du problème du nationalisme arabe, à la veille de la guerre de 1914 et ces problèmes allaient devenir encore plus aigus à l'issue du conflit, lorsque le bouleversement du Proche-Orient qui suivit – et qu'avait engendré en partie la position prise par le gouvernement ottoman – eut fait entrer le monde arabe dans la phase contemporaine de son histoire.

## **IV. Le monde arabe de 1914 à nos jours**

La Première Guerre mondiale apporta à la fois aux pays arabes d'Orient espoirs et désillusions. En face de la Porte ottomane qui avait pris parti pour les puissances « centrales », les Arabes se rapprochèrent des Alliés. En Syrie des patriotes, musulmans et chrétiens, affirmèrent leurs revendications et furent pourchassés, en 1915 et 1916, par les gouverneurs ottomans, tandis que le chérif Husayn de La Mekke, loin de s'associer à la politique de ses « protecteurs », prenait des contacts avec les autorités anglaises et dès juin 1916 proclamait la révolte arabe aux côtés des Alliés. Alors commença la fameuse campagne de guérilla menée par les bédouins que commandait Faysal, fils de Husayn, avec l'aide de T. E. Lawrence et d'un officier irakien.

On sait qu'à la suite de circonstances diverses, dans lesquelles les Arabes purent voir les effets de manœuvres peu honnêtes, la révolte déclenchée par Faysal n'atteignit pas ses objectifs. Bien que son armée eût réussi à occuper Damas en octobre 1918, les accords qui avaient été auparavant passés entre Husayn et les autorités anglaises – accords qui manquaient, comme on le sut plus tard, de la précision suffisante – furent bientôt remis en question. Un autre compromis ancien, l'agrément Sykes-Picot qui avait été adopté en mai 1916, fut appliqué et aboutit au traité de San Remo en vertu duquel la France reçut en « mandat » la Syrie et le Liban, tandis que la Grande-Bretagne se chargeait de l'Irak et de la Palestine. Aussi bien la proclamation de Faysal comme roi en Syrie en mars 1920 n'empêcha pas les Français de l'expulser du pays par la force dès le mois de juin. Le système des « mandats » fut complété entre 1922 et 1924 de telle façon que les peuples arabes anciennement soumis à l'Empire ottoman formèrent désormais cinq États distincts vivant sous mandat français ou britannique : le Liban, la Syrie, l'Irak (où s'établit le roi Faysal), la Transjordanie (où s'installa 'Abd Allah, frère de Faysal) et la Palestine. Entre-temps la question de la Palestine avait fait l'objet de la Déclaration Balfour (novembre 1917) qui y prônait l'établissement d'un « foyer national juif » et qui avait été suivie de la conclusion d'un accord (janvier 1919) entre Faysal et le leader juif

Weizmann. Mais Faysal n'ayant pas obtenu la constitution du grand État arabe qu'il aspirait à diriger, ce dernier accord resta sans suite.

Dans le même temps l'influence britannique se faisait sentir plus lourdement sur l'Égypte dont le khédivé, accusé de sympathies pour la Turquie et l'Allemagne, était déposé et où l'occupation anglaise établie depuis 1882 cédait la place à un « protectorat » (décembre 1914). Le mouvement nationaliste égyptien réagit à cette situation en se renforçant continuellement durant la guerre et les années qui suivirent. Son chef fut Sa'd Zaghlul, ancien disciple d'al-Afghani et de Muhammad 'Abduh, qui voulut prendre part à la conférence de la Paix, à la tête d'une délégation égyptienne appelée *wafd*. Le gouvernement anglais usa tantôt de conciliation tantôt de violence pour essayer d'obtenir un compromis ; finalement il dut se résoudre, devant les réactions provoquées par l'arrestation et la déportation de Zaghlul, à proclamer la fin du protectorat (février 1922), avec quelques réserves portant sur la défense et les affaires extérieures. L'Égypte devint ainsi un royaume nominalement indépendant, à la tête duquel se trouva le roi Fu'ad, fils de l'ancien khédivé. Cette décision ne résolvait pas tous les problèmes, car le mouvement dirigé par Zaghlul prit la forme d'un parti politique appelé *wafd*, dénonça les contradictions de la proclamation britannique et poursuivit la lutte au sein du système parlementaire établi par la Constitution de 1922.

Les divers États arabes du Proche-Orient, royautés ou républiques, commençaient de fait à cette époque – tandis que la Turquie kémaliste abolissait le califat (1924) – à pratiquer la vie parlementaire que les puissances de tutelle y avaient introduite en même temps que les méthodes d'administration et les techniques occidentales. Leurs populations étaient toutefois également confrontées aux idéaux totalitaires qui se manifestèrent bientôt chez les Allemands et les Italiens ; elles étaient soumises aussi à l'influence des régimes kémaliste de Turquie ou bolchevik de Russie qui parfois exercèrent sur elles une certaine séduction. Enfin l'existence du problème palestinien, aggravé par les conséquences des mesures antisémites que commençaient de prendre les États totalitaires, aidait, dans un Proche-Orient arabe morcelé et économiquement peu développé, à la naissance de sentiments de frustration, ainsi que de méfiance envers les Européens en général.

La période comprise entre 1920 et 1939 connut ainsi des transformations politiques dont certaines furent lourdes de conséquences. En Arabie les plans de Husayn, qui avait tenté en 1924 de se faire reconnaître calife de tous les musulmans, échouèrent et ce fut bientôt le roi du Nejd wahhabite, 'Abd al-'Azîz ibn Sa'ûd, qui s'empara du Hidjaz et des deux tiers de l'Arabie, fondant en 1932 le royaume d'Arabie Saoudite, à côté duquel ne subsistaient que l'imamat du Yémen et les divers sultanats de l'Arabie du Sud-Est sous protection britannique. En Arabie Saoudite, où était strictement observée la loi coranique, régnait, en vertu de la doctrine wahhabite, une austérité de caractère religieux allant jusqu'à interdire des manifestations de piété jugées condamnables (interdiction des mausolées et des pratiques de certaines confréries, par exemple), ce qui contrastait avec l'évolution observée dans la plupart des autres nouveaux États où non seulement le droit public, mais aussi le droit pénal étaient largement modifiés sur le modèle des législations européennes.

De son côté la Transjordanie, où régnait en fait une légion arabe « commandée » par des officiers anglais, connaissait une existence calme. Mais la situation était complexe en Irak où une population urbaine importante manifesta rapidement ses tendances nationalistes. La Grande-Bretagne se vit en conséquence obligée de remplacer le mandat par une alliance militaire et diplomatique

(indépendance accordée en 1930). L'Irak fut alors admis en 1932 à entrer à la Société des Nations, puis en 1936 put conclure avec l'Arabie Saoudite un pacte qui scellait la réconciliation entre les dynasties hachimite et saoudite.

Parallèlement la Syrie et le Liban n'acceptaient pas sans protestation la tutelle française dont ils tiraient pourtant nombre d'avantages culturels ou économiques. Dès 1925, les autorités françaises durent faire face à une rébellion druze qui fut réprimée durement. La Syrie avait été divisée en unités administratives distinctes (Damas, Alep, Djebel Druze, Alaouites, Sanjak d'Alexandrette) ; mais ce découpage, inspiré par des nécessités de gouvernement, fut difficilement accepté. La France envisagea alors de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de substituer au mandat un traité d'alliance, tous projets d'indépendance, préparés en même temps pour la Syrie et le Liban, qui furent rejetés par le Parlement français en 1936 et alors ajournés. En outre, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Sanjak d'Alexandrette, qui possédait une population partiellement turque, fut cédé à la Turquie par les autorités françaises.

Incidents et protestations diverses n'altérèrent toutefois que peu, entre les deux guerres, la prospérité d'une Syrie et d'un Liban plus calmes qu'une Palestine dont le sort était mal défini : les accords Husayn-Mac-Mahon se trouvaient en effet contredits par la Déclaration Balfour et cette dernière pouvait donner lieu à plusieurs interprétations. En fait les juifs qui, après la victoire du nazisme en Allemagne, vinrent s'établir en grand nombre en Palestine (ils étaient un million et demi en 1939 en face d'un million d'Arabes) prétendirent se fonder sur elle pour créer un État sioniste. Les immigrants s'étant installés sur des terres qu'ils cultivèrent d'une manière moderne, les heurts devinrent de plus en plus violents entre ces éléments actifs et des éléments arabes restés étrangers au développement de la technique occidentale, les uns et les autres considérant pour des raisons différentes qu'ils avaient des droits historiques sur la Palestine. Les efforts des autorités britanniques pour réconcilier les parties en présence échouèrent et aucun compromis n'apparut bientôt possible entre l'Agence juive internationale, d'un côté, et, de l'autre, le Congrès arabo-palestinien conduit par le mufti de Jérusalem, Amîn al-Husayni. C'est ainsi qu'en 1939, alors que le projet d'État arabo-juif un moment envisagé n'avait pas reçu l'agrément des juifs, on s'acheminait vers une solution de partage d'une Palestine qui était restée, pendant toute cette période, sous gouvernement militaire sans que la cause des Arabes y fût pour autant efficacement défendue.

Entre-temps l'expérience du régime parlementaire n'allait pas en Égypte sans difficultés croissantes : la constitution de 1923, remplacée par une autre en 1930, fut restaurée en 1935 sous la pression du parti wafd qui, peu après, négociait avec la Grande-Bretagne un nouveau traité de 1936 selon lequel les Anglais évacuaient l'Égypte à l'exception de la zone du Canal. Certes, l'Égypte avait ainsi obtenu, à la veille de la Seconde Guerre, une situation d'indépendance presque complète que nombre d'autres pays arabes du Proche-Orient ne possédaient pas encore, mais sa situation économique restait très précaire et cet état de sous-développement qu'elle partageait avec les autres pays arabes du Proche-Orient l'empêchait d'user pleinement de la souveraineté qu'elle avait progressivement obtenue.

Les signes annonciateurs d'une transformation, qui allait bientôt se faire sentir dans tous les pays arabes du Proche-Orient, étaient pourtant déjà perceptibles. Des gisements importants de pétrole avaient été découverts peu avant 1914 dans le nord de l'Irak et leur exploitation confiée à une société

internationale où étaient représentés des intérêts américains, anglais et allemands, puis français après la guerre. Des oléoducs furent alors construits de Kirkouk à la Méditerranée, vers Haïfa et Tripoli, et, entre 1933 et 1939, les sociétés américaines obtinrent de nouvelles et très importantes concessions en Arabie Saoudite, au Kuwayt et au Bahreïn.

La dépendance dans laquelle leur retard technique faisait ainsi tomber des pays arabes riches en matières premières laissait présager dans l'avenir une nouvelle phase d'affrontement en même temps que la perspective d'un développement industriel à long terme. Mais déjà l'accession à l'indépendance des États orientaux sous mandat avait suivi directement les remous provoqués par la Seconde Guerre mondiale : transfert des pouvoirs au Liban et à la Syrie en 1943, indépendance de la Transjordanie en 1946. La Ligue des États arabes, qui allait jouer dès lors un rôle important dans le concert des nations, faisait son apparition en 1945. Toutefois, il est à noter que le développement du nationalisme n'eut point pour effet de réunifier les pays que les Alliés avaient séparés selon des limites souvent arbitraires et qui avaient acquis dans ce cadre une personnalité qu'ils continuèrent de défendre jalousement : ainsi restèrent vains les efforts déployés par le roi Faysal pour reconstituer sous son égide une « grande Syrie ».

Dans le même temps les pays du Maghreb suivaient avec retard l'évolution des États du Proche-Orient après avoir connu eux aussi entre 1914 et 1945 une période d'éveil réformiste et nationaliste caractérisée selon les cas par des mouvements divers. La période qui allait voir leur accession à l'indépendance (pour la Libye en 1952, le Maroc et la Tunisie en 1956, l'Algérie en 1962) connut des secousses violentes et même en Algérie un conflit armé en raison notamment des problèmes que posait la présence de colonies européennes importantes et profondément implantées. S'il était dès lors mis un terme à l'époque dite « coloniale » les germes de futures divisions n'en existaient pas moins à l'intérieur des nouveaux États s'appuyant tantôt sur une pensée laïque socialisante, tantôt sur le retour à un islam rigoriste.

La fin du xx<sup>e</sup> siècle vit ainsi les divers États du Maghreb se différencier peu à peu dans leurs régimes et leur économie. Tandis que la Libye réussissait sa modernisation au sein d'un cadre autoritaire, la Tunisie améliorait son niveau de vie grâce à des relations économiques favorables avec les pays européens. Le Maroc qui suivait une voie similaire n'obtenait pas encore tous les résultats espérés, et l'Algérie, tiraillée entre les tendances nationalistes, islamiques et démocratiques, ne parvenait pas à trouver jusqu'à présent l'équilibre économique ni même le calme intérieur.

De leur côté les pays d'un Proche-Orient arabe, toujours morcelés, et pour certains, très prospères n'en connaissaient pas moins des jours difficiles dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Ils s'enfoncèrent dans une crise due à deux raisons principales. D'une part, les ressources pétrolières qui continuaient à enrichir l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït et les autres États du Golfe ne cessaient de faire l'objet de convoitises provoquant des ingérences étrangères et des troubles intérieurs. D'autre part, une situation conflictuelle qui n'est pas encore résolue résultait de la décision qu'avait prise l'Onu en 1947, de partager la Palestine, antérieurement sous mandat britannique, en une région hébraïque qui prit le nom d'Israël, et une région arabe qui fut au début rattachée administrativement au royaume de Transjordanie avant de subir des avatars divers. Les guerres déclenchées par les pays arabes en 1948, puis en 1967 et plus tard encore, aboutirent à l'occupation, par Israël, de la Cisjordanie et même par moments de provinces du Liban Sud. Entre

ces guerres s'intercalèrent des tentatives de paix et de conciliation qui ne donnèrent jusqu'à présent aucun résultat notable.

D'autres troubles, survenus pendant la même période, avaient été engendrés par les initiatives de gouvernements nationalistes et socialistes qui décidèrent par exemple la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez en 1956, l'occupation du Liban par les troupes de la Syrie en 1989 ou l'annexion du Koweït par l'Irak en 1990. Parallèlement se développèrent des désordres intérieurs comme le conflit qui déchira le Liban de 1979 à 1989 ou celui qui oppose actuellement sunnites et chiïtes en Irak. Chaque fois les crises locales furent amplifiées par les infructueuses tentatives de l'Occident pour les juguler et aboutirent même au déclenchement de véritables guerres qui sévirent au Koweït (guerre du Golfe en 1990), puis à partir de 2003 en Irak, encore occupé aujourd'hui par l'armée américaine. S'y ajoutèrent les interventions locales des pays musulmans non arabes comme l'Iran.

Tous ces événements concoururent à la confusion dans laquelle se débat désormais le Proche-Orient, dominé encore par les valeurs de l'arabisme, mais impuissant à surmonter les dissensions internes de l'islam et les sursauts d'une économie déséquilibrée par la situation sociopolitique.

# Bibliographie

- Encyclopédie de l'Islam*, 1<sup>re</sup> éd., Leyde, 1913-1942, et, 2<sup>e</sup> éd., 1954-2007.
- Cl. Cahen, *Introduction à l'histoire du monde musulman médiéval*, A. Maisonneuve, 1982.
- D. Sourdel, *L'Islam*, « Que sais-je ? », 19<sup>e</sup> éd., puf, 1997.
- A. Miquel, *La littérature arabe*, « Que sais-je ? », puf, 1969.
- G. Lecomte, *Grammaire de l'arabe*, « Que sais-je ? », puf, 1968.
- H. Laoust, *Les schismes dans l'islam*, Payot, 1965.
- D. et J. Sourdel, *La civilisation de l'islam classique*, Arthaud, 1968.
- C. Brockelmann, *Histoire des peuples et des États islamiques*, trad. franç., Payot, 1949.
- C. E. Bosworth, *The Islamic Dynasties*, Édimbourg, 1967.
- D. et J. Sourdel, *Dictionnaire historique de l'islam*, Paris, 1996.
- B. Lewis, *Les Arabes dans l'histoire*, trad. franç., Neuchâtel, 1958.
- F. Gabrieli, *Gli Arabi*, Florence, 1956.
- J. Sauvaget, *Alep*, Geuthner, 1941.
- J. L. Abu-Lughod, *Cairo*, Princeton, 1971.
- J. Sourdel-Thomine et B. Spuler, *Die Kunst des Islam*, Berlin, 1973.
- M. Rodinson, *L'Arabie avant l'Islam*, apud, « Encyclopédie de la Pléiade », *Histoire Universelle*, II, Gallimard, 1957, p. 3-36.
- J. Pirenne, *Arabie préislémique*, apud, « Encyclopédie de la Pléiade », *Histoire de l'art I*, Gallimard, 1961, p. 899-929.
- Ed. Perroy, *Le Moyen Âge*, « Histoire générale des Civilisations », puf, 1955.
- R. Folz, A. Guillou, L. Musset et D. Sourdel, *De l'Antiquité au monde médiéval*, « Peuples et civilisations », puf, 1972.
- Cl. Cahen, *L'Islam, des origines au début de l'Empire ottoman*, Bordas, 1970.
- F. Déroche, *Le Coran*, Paris, puf, « Que sais-je ? », 2005.
- W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, trad. franç., 1885.
- F. Gabrieli, *Maometto e le grandi conquiste arabe*, Vérone, 1967.
- G. R. Wawting, *The first dynasty of Islam*, Londres, 1986.
- M. A. Shaban, *Islamic History 1-2*, Cambridge, 1971-1976.
- M. A. Shaban, *The 'Abbasid Revolution*, Cambridge, 1970.
- E. Eickhoff, *Seekrieg und Seepolitik zwischen Islam und Abendland*, Berlin, 1966.
- D. Sourdel, *L'État impérial des califes abbassides*, Paris, puf, 1999.
- H. Busse, *Chalif und Grosskönig*, Beyrouth, 1969.
- M. Canard, *Histoire de la dynastie des Hâmdânides de Jazîra et de Syrie*, Alger, 1951.
- B. Spuler, *Iran in frühislamischen Zeit*, Weisbaden, 1952.
- G. Wiet, *L'Égypte arabe de la conquête arabe à la conquête ottomane*, Paris, 1934.
- Z. M. Hassan, *Les Tulunides*, Paris, 1933.
- C. Van Arendonk, *Les débuts de l'imamat zaydite au Yémen*, trad. franç., Leyde, 1960.
- H. Halm, *Le chiisme*, Paris, 1995.
- B. Lewis, *Les Assassins*, trad. franç., Berger-Levrault, 1982.
- A. Mez, *Die Renaissance des Islams*, Heidelberg, 1922.

- A.-N. Poliak, L'arabisation de l'Orient sémitique, dans, *Revue des études islamiques* 1938
- E. Lévi-Provençal, *Histoire de l'Espagne musulmane*, A. Maisonneuve, 1950-1953.
- H. Terrasse, *Islam d'Espagne*, Plon, 1958.
- R. Arié, *L'Espagne musulmane au temps des Nasrides*, De Boccard, 1973.
- Ch.-A. Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord*, Payot, 1952.
- G. Marçais, *La Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen Âge*, Aubier, 1946.
- M. Talbi, *L'émirat aghlabide*, I, A. Maisonneuve, 1966.
- H.-R. Idris, *La Berbérie orientale sous les Zirides*, A. Maisonneuve, 1962.
- J. Bosch Vilá, *Los Almorávides*, Tétouan, 1956.
- A. Huici Miranda, *Historia política del Imperio almohade*, Tétouan, 1956-1957.
- R. Le Tourneau, *The Almohad Movement in North Africa*, Princeton, 1969.
- R. Brunschvig, *La Berbérie orientale sous les Hafsides*, A. Maisonneuve, 1940-1947.
- M. Amari, *Storia dei Musulmani di Sicilia*, Catane, 1933-1939.
- J. Richard, *Histoire des Croisades*, Paris, 1996.
- Cl. Cahen, *La Syrie du Nord à l'époque des croisades*, Geuthner, 1940.
- Th. Bianquis, *Damas et la Syrie sous la domination fatimide*, Damas, 1986-1990.
- N. Elisséeff, *Nûr al-Dîne*, Beyrouth, 1967.
- J.-M. Mouton, *Saladin, le sultan chevalier*, Paris, Gallimard, « Découvertes », 2001.
- F. Gabrieli, *Storici arabi delle Crociate*, Turin, 1963.
- H. L. Gottschalk, *al-Malik al-Kamil im Egipten und seine Zeit*, Wiesbaden, 1958.
- A. Darrag, *L'Égypte sous le règne de Barsbay*, Damas, 1961.
- I. M. Lapidus, *Muslim Cities in the Later Middle Ages*, Cambridge, Mass, 1967.
- D. Ayalon, *L'esclavage du Mamelouk*, Jérusalem, 1951.
- D. Ayalon, *Le phénomène mamlouk en Orient*, Paris, 1996.
- H. A. R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society and the West*, I, Londres, 1950-1957.
- A. Ismail, *Histoire du Liban du xvii<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, 1956, Beyrouth, 1958.
- D. Chevallier, *La société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Geuthner, 1971.
- P. M. Holt, *Egypt and the Fertile Crescent, 1516-1922*, Londres 1966
- G. Baer, *Studies in the Social History of Modern Egypt*, Chicago, 1969.
- C. C. Adams, *Islam and Modernism in Egypt*, Londres, 1938.
- C. Antonius, *The Arab Awakening, The Story of the Arab National Movement*, Londres, 1938, nouv. éd., 1961.
- F. Gabrieli, *The Arab Revival*, Londres, 1961.
- Z. N. Zeine, *The Emergence of Arab Nationalism*, New York, 1973.